

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

UN PROJET DE MICROFINANCE
PAR L'ONG KILABO AU MALI :
L'EFFET COMMUNAUTAIRE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
CAROLINE LEMAY

NOVEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier M. Juan-Luis Klein qui m'a encouragée dans ce projet dès notre première rencontre. Je me suis sentie appuyée tout au long de la démarche et n'aurais pas pu réussir cet exercice académique sans son aide. Je remercie également la population de Baguineda-Camp de m'avoir accueillie parmi eux, plus particulièrement la famille d'Ami Sangare. Des remerciements au groupe de CCI avec lequel j'ai vécu mes premières expériences maliennes. Merci à ma famille d'avoir cru en moi et en ces périples africains. Merci à mes proches de m'avoir épaulée à tout moment et des remerciements particuliers à Richard Tremblay pour ses encouragements à la persévérance.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
DÉCENTRALISATION, EMPOWERMENT, MICROFINANCE ET IMPACTS	5
1.1 L'ouverture du local.....	5
1.2 Le milieu rural africain laissé à lui-même.....	8
1.2.1 Des zones importantes avec des conditions difficiles.....	8
1.2.2 Des besoins financiers perpétuels avec un financement inadéquat.....	10
1.3 La femme, ce nouvel acteur	11
1.3.1 La tradition comme régulateur social.....	12
1.3.2 De nouvelles idées qui ont fait leur chemin.....	13
1.3.3 Des améliorations concrètes, mais des idées conservatrices.....	14
1.4 La microfinance	15
1.4.1 De l'informel à la reconnaissance internationale.....	15
1.4.2 Les impacts de la microfinance.....	22
1.4.3 L'expérience de Banco Palmas	27
1.4.4 Actions politiques nationales, des structures pour la microfinance au Mali	31
CHAPITRE II	
CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE	37
2.1 Cadre conceptuel.....	37
2.1.1 Le développement, le sous-développement et le développement local	37
2.1.2 Les réseaux.....	43
2.2 Démarche méthodologique	47
2.2.1 Approche méthodologique.....	47

2.2.2 Sélection du site à l'étude	47
2.2.3 Méthode de collecte de données	48
2.2.4 Méthode d'analyse	52
CHAPITRE III	
LE CAS DES VILLAGES DE LA COMMUNE DE BAGUINÉDA-CAMP.....	54
3.1 Le Mali et la commune rurale de Baguineda-Camp	55
3.1.2 Proximité de la capitale, mais ruralité.....	61
3.1.3 Structures communautaires et projets de développement foisonnant, mais des résultats qui tardent à se manifester	62
3.2 La mobilisation par le microcrédit	69
3.2.1 Kilabo.....	69
3.2.2 Le projet Femmes et microcrédit	72
CHAPITRE IV	
MICROCRÉDIT, PROXIMITÉ ET EMPOWERMENT	85
4.1 Acceptation du microcrédit dans la communauté	85
4.2 Formation de réseaux pour un développement local durable.....	87
4.2.1 Rôle des ONG	87
4.2.2 Présence de réseaux.....	88
4.3 Proximité des agents de réseaux pour le développement de la collectivité	91
4.3.1 Le multiplicateur keynésien : une chaîne de proximité	92
4.3.2 Proximité physique pour l'utilisation d'achats communautaires.....	93
4.3.3 Proximité organisée des femmes.....	95
4.4 Développement local des communautés de Baguineda-Camp avec Femmes et microcrédit	96
CONCLUSION.....	98
ANNEXE A	
GUIDES D'ENTRETIEN.....	101
ANNEXE B	
GRILLE D'ANALYSE.....	106
ANNEXE C	
TABLEAU SYNTHÈSE.....	108
BIBLIOGRAPHIE	110

LISTE DES FIGURES

CHAPITRE I

Figure 1 Procédure de l'évaluation des performances sociales	25
--	----

CHAPITRE II

Figure 2 Questions clés du Fonds d'équipement des Nations Unies	51
Figure 3 Outil d'évaluation de performance sociale du CERISE	52

CHAPITRE III

Figure 4 Bamako et sa région : localisation de Baguineda	59
Figure 5 Système d'acteurs de Femmes et microcrédit	74
Figure 6 Participation au projet Femmes et microcrédit	77

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE I

Tableau 1 Estimation du volume de financement de l'agriculture par les IMF en 1997.....	34
---	----

CHAPITRE IV

Tableau 2 Formation des réseaux.....	87
Tableau 3 Les facettes du développement local.....	96

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AADeC	Association d'appui à l'auto développement communautaire
AMOSCONP	Association des habitants du Conjunto Palmeiras
CAS/SFD	Cellule d'Appui et de Suivi / Système Financier Décentralisé
CCI	Carrefour canadien international
CERISE	Comité d'échange, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit
GCNM	Groupe consultatif national pour la microfinance
GREMI	Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs
IMF	Institution de la microfinance
IRAM	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OPIB	Office du périmètre irrigué de Baguineda
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UMOA	Union monétaire ouest africaine

RÉSUMÉ

L'Afrique depuis des décennies est le théâtre d'une multitude de projets d'aide extérieure. Un vaste programme de coopération internationale a été appliqué entre les institutions de ce continent et celles des États développés. Diverses organisations participent concrètement à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines en fournissant des fonds pour des projets divers. Les effets de ces projets sont souvent analysés par les bailleurs de fonds eux-mêmes pour évaluer la pertinence des sommes octroyées. L'analyse de l'impact de ces projets pourrait toutefois être approfondie pour inclure les effets directs sur le citoyen. C'est dans cette optique que la présente recherche veut soulever l'effet communautaire d'une action de coopération internationale. Nous étudierons le partenariat entre une organisation non gouvernementale (ONG) canadienne et une ONG malienne qui a permis à des projets de microcrédit de prendre place dans une région rurale au Mali. Quatre villages se sont succédés annuellement depuis 2005 pour bénéficier de cette collaboration, laquelle a permis à des femmes d'amorcer des initiatives devenues économiquement rentables. L'impact de ces projets au niveau individuel pour les personnes bénéficiaires est évident, mais qu'en est-il de ses conséquences à long terme au niveau de la communauté entière, ce qui inclut les gens n'ayant pas participé directement aux projets. On ne peut ignorer l'échelle locale et la dimension temporelle dans l'analyse des impacts du microcrédit, étant donné que les projets concernent des communautés territorialement circonscrites et qu'ils mettent en place des réseaux multisectoriels à diverses échelles où ces communautés sont amenées à s'insérer. La perception qu'a la population de ce type de projet est ainsi pertinente à étudier afin de saisir son intégration dans le milieu. L'analyse de l'effet de ces projets sur la collectivité locale permettra d'évaluer l'efficacité des outils fournis par la microfinance. De plus, l'analyse du suivi après la mise en place de ces projets permettra d'évaluer de façon plus fine la durabilité de leur impact sur le développement de la communauté locale.

Mots clés : Afrique, développement local, genre et développement, Mali, microfinance, microcrédit et pays en développement.

INTRODUCTION

Nous ne pouvons que constater l'ampleur de la tâche en matière de développement social et économique dans le monde. De petites victoires nous sont présentées d'année en année, résultant de l'effort d'une multitude de projets. Ces projets, bien que poursuivant des objectifs louables, ne peuvent être dispensés d'un suivi pour vérifier leurs effets. L'étude d'impact ne doit donc pas être négligée, essentielle pour les organisations porteuses de projets de développement afin qu'elles rendent des comptes concernant l'atteinte de leurs objectifs et la pertinence de leurs actions. D'un autre côté, l'étude d'impact permet également de pousser la réflexion au-delà de l'action accomplie et de se questionner sur les facteurs de réussite et d'échec des différents éléments d'un projet. Cette réflexion peut faire ressortir les éléments nécessaires pour l'amélioration du projet.

Dans le cadre de cette étude, nous nous intéresserons à une initiative de développement amorcée il y a peu de temps et qui est aujourd'hui reconnue comme un outil d'aide à la réduction de la pauvreté. La microfinance répond au défi que pose l'amélioration des conditions de vie, surtout dans les pays en développement où les besoins sont souvent trop importants pour être comblés par les outils financiers conventionnels. La microfinance agit sur les populations les plus vulnérables et leur permet de mettre en œuvre des processus de développement économique et social de façon évolutive.

Notre recherche portera sur quatre villages de la région de Baguineda-Camp au Mali qui ont été bénéficiaires de projets de microfinance visant le développement de leur communauté. Ils se sont succédés entre 2005 et 2008 pour accueillir un

projet de mise en place d'un fonds de roulement de microcrédit pour les femmes. Afin de valider les retombées de ces projets, nous nous pencherons sur les effets de ces projets ressentis dans chacun de ces villages.

Nous poursuivons trois objectifs dans cette recherche. En premier lieu, nous voulons mettre en lumière les résultats qui découlent d'un projet de développement avec pour outil de développement la microfinance afin de montrer la pertinence de ce type de projets pour les populations en besoin. En deuxième lieu, nous chercherons à élargir notre champ d'investigation aux impacts sur l'ensemble de la communauté dans laquelle s'insère le projet. Ainsi, nous verrons si ces projets de microfinance dans le contexte bien précis de la région de Baguineda-Camp amènent du développement à la communauté ou seulement aux personnes y ayant participé. En troisième lieu, nous chercherons à saisir comment s'inscrivent les réseaux et la proximité dans la dynamique de microfinance. Les réseaux qui pourront être dégagés nous permettront de voir les effets des projets sur la construction de réseaux de consommation susceptibles de rendre durables les effets de ces projets.

L'hypothèse que nous défendons dans cette recherche est que les réseaux qui sont créés par l'implantation et la continuité des projets de microfinance engendrent des processus durables de développement social et économique mais à certaines conditions. Nous considérons que le contexte de la communauté accueillant les projets, ainsi que les liens entretenus entre la population et l'institution qui les met en oeuvre, influencent leur réussite et leur potentiel de développement. Nous croyons aussi que les outils de mise en place et de suivi des projets sont essentiels à leur réussite et à leur continuité, maximisant ainsi leur pérennité et par le fait même les effets sur le développement de la communauté.

Cette démarche se base sur une recherche documentaire exhaustive traitant du développement et des pays en développement. Nous avons également consulté les documents produits sur le thème de la microfinance et sur ses impacts afin de faire

l'état de la connaissance sur ce sujet. D'autres concepts seront également mobilisés dans le cadre de cette étude. Le concept de réseau permettra de détecter les réseaux susceptibles d'être implantés à la suite de la mise en place des projets de microcrédit. Ces réseaux nous permettront de saisir les dynamiques de développement local qui ont été engendrées par ces projets de développement. Dans la même optique, il sera question de proximité. La proximité dans ses différentes formes entre les membres d'une communauté pourra être confrontée à leur inscription dans des réseaux plus larges permettant l'empowerment collectif, notamment des femmes.

L'empowerment des femmes est perceptible entre autres par leur capacité d'influencer la prise de décisions dans leur famille et dans leur communauté. En participant au projet de microfinance, elles renforcent leur pouvoir, tant dans le cadre familial, où elles participent au revenu à partir de leur investissement, que dans le cadre de la communauté alors qu'elles peuvent investir de l'argent dans des réponses aux besoins collectifs, tels les services d'éducation et de santé.

Le développement économique est également influencé par la proximité et les réseaux. Nous essayerons de saisir l'importance des échanges locaux pour améliorer la condition économique de l'ensemble d'une communauté, car lorsqu'une personne consomme les produits de son voisin et que son voisin consomme également dans les environs, on parle d'un montant d'argent qui reste dans le roulement de l'économie locale, qui enrichit les personnes effectuant la vente, qui deviennent par la suite consommatrices ce qui encourage les nouveaux investissements. Nous pourrions documenter la présence de ce type de chaîne à partir des villages de Baguineda-Camp. La présentation des résultats de la recherche sera orientée par les trois questions de recherche suivantes :

I. Comment les expériences passées favorisent-elles l'acceptation de la microfinance par la communauté et sa participation aux projets?

2. Quels sont les éléments mis en place par l'institution de la microfinance (IMF) permettant d'implanter des réseaux pérennisant les projets des participants et favorisant un développement local durable?
3. De quelle façon ces réseaux contribuent-ils aux rapports de proximité favorisant la pérennité des effets des projets?

CHAPITRE I

DÉCENTRALISATION, EMPOWERMENT, MICROFINANCE ET IMPACTS

Dans ce chapitre, nous présenterons un bref portrait de la situation qui prévaut sur le continent africain en mettant en relief la décentralisation politique et les difficultés de financement du monde agricole. Nous ciblerons par la suite un État d'Afrique, le Mali, pour présenter la situation des femmes du groupe ethnique bambara. Les détails de l'évolution du statut de la femme dans ce pays permettront de bien comprendre les possibilités et les limites des projets de développement dirigés vers cette population. Pour terminer, il sera question de la microfinance et de ses impacts. Elle prend place dans différents milieux, offrant un crédit à faible taux. Avec le difficile développement de l'Afrique, elle prend tout son sens.

1.1 L'ouverture du local

La situation de développement toujours embryonnaire dans de nombreux pays en développement ne peut être niée. Les États ne peuvent que reconnaître leurs limites dans leur capacité de soutien aux actions locales alors qu'ils peinent à agir sur le plan national. Les données mondiales sont particulièrement révélatrices sur la situation du continent africain où plusieurs pays sont considérés comme les plus pauvres de la planète (PNUD, 2010). Depuis l'indépendance de ces pays, différentes stratégies ont été essayées pour améliorer les conditions de vie de la population africaine, évoluant avec les courants idéologiques changeants des dernières décennies. La démocratie est indéniablement la prémisse à toute

tentative de développement pour l'ensemble du territoire, mais une fois mise en place, les options sont nombreuses. La communauté internationale et sa structure onusienne ont proposé la décentralisation pour donner du pouvoir d'action à de plus petits espaces. Avant d'aborder cette situation, voyons en premier lieu les prémisses de cette stratégie.

Les pays en développement, qui ont connu des régimes politiques bien particuliers, colonisations et dictatures, et des crises économiques avec des effets dévastateurs, sont des milieux où la situation d'extrême pauvreté est une réalité pour la majorité de la population. En effet, la colonisation ramenait toutes les richesses des pays du Sud vers le Nord, dans un contexte capitaliste (Amin, 1973). C'était le modèle de développement qui primait au milieu du XIXe siècle sur fond de début de révolution industrielle qui encourageait cette façon de faire. Une idée s'était développée à l'époque, amenée par l'économiste Adam Smith. Pour cet auteur, « c'est la division du travail, dans le cadre des industries, qui est à l'origine de la croissance, grâce à la hausse de la productivité » (Brasseul, 2008 : 41). Cette division n'est possible qu'en libéralisant les échanges, donc en ouvrant des frontières aux échanges (Persky, 1989). Dans la même optique, David Ricardo développe cette idée que si chacun des États produit les biens qui sont les plus rentables dans leur contexte, une spécialisation se crée par territoire et les échanges entre ceux-ci permettent la croissance. Il appelle cela les « avantages comparatifs » (Ricardo, 1970). Ces avantages comparatifs sont intéressants, dans l'optique où tous y sont gagnants. Toutefois, ce ne fut pas le cas. Les colonies étaient utilisées pour leurs ressources, principalement les matières premières, mais n'en retiraient aucun avantage, tout le capital dégagé allant au colonisateur. La décolonisation n'eut pas l'effet de renverser fondamentalement cette situation.

Ainsi, le contexte de crise qui a caractérisé les années 1970 a suscité la remise en question de la capacité des États à prendre en charge les besoins de leur population, et ce, particulièrement dans les pays en développement (Stöhr et Taylor, 1981). Les États d'Afrique étaient indépendants depuis peu pour une

majorité. Plusieurs vivaient la dictature d'un dirigeant monopolisant les pouvoirs. La pauvreté étant à son apogée dans cette situation, les institutions internationales, telles la Banque mondiale et le Fonds Monétaire international, ont imposé la décentralisation comme une des solutions de la situation qui sévissait. La décentralisation du pouvoir, encadrée ou non dans un cadre législatif, s'est poursuivie dans les années 1980 et 1990 sur ce continent engendrant une multitude d'actions locales (Ndongo, 2010).

Pour comprendre l'effet de ces actions, la compréhension du milieu institutionnel dans lequel elles s'insèrent est essentielle. C'est du moins ce que la théorie des milieux novateurs propose (Aydalot, 1986) (Perrin, 1991) (Maillat, Quévit et Lanfranco, 1993). Elle dit que «le territoire n'est plus un simple contenant où viennent s'inscrire les mécanismes économiques, mais plutôt un facteur participant à leur mode d'organisation et à leur dynamique» (Vachon et Lemieux, 1996 : 477). Les territoires décentralisés ne sont plus régis par une entité politique nationale qui les contrôle de haut, mais ont, comme conséquence de la décentralisation, un pouvoir décisionnel. «On attend de cette participation qu'elle favorise des choix concertés des politiques de développement et la responsabilisation des populations pour leurs propres affaires au niveau local» (Partenariat pour le développement municipal, 2003). Mais ces actions ont émergé à la hâte et sans balises précises. Les moyens promis pour les appuyer n'ont pas été à la hauteur des besoins. On ne peut que constater que la théorie pouvait difficilement se traduire en résultats concrets dans ce contexte.

La délégation du pouvoir que permet la décentralisation dans le cas du continent africain n'est donc pas une solution miracle. Les difficultés économiques et sociales ont continué après la décentralisation,

la réduction de l'échelle d'intervention ne garantit pas, en soi, une révolution scientifique au sens kuhnien du terme. À l'image du monde

fractal, les mêmes distorsions et déformations peuvent se reproduire à n'importe quelle échelle d'intervention (Zaoual, 2005 : 16).

On peut donc en faire un bilan mitigé. Bien que la décentralisation permette de faire naître de nouvelles instances de pouvoir moins centralisées, si elle ne bénéficie pas des moyens suffisants et appropriés, la corruption et les autres maux nationaux peuvent être reproduits.

1.2 Le milieu rural africain laissé à lui-même

Les difficultés politiques étant abordées, nous présenterons maintenant les conditions du milieu agricole et de son financement. Après une colonisation exploitant les ressources du pays, une décolonisation privilégiant les nantis et par la suite une libéralisation économique tournée vers l'exportation, il y a matière à se questionner sur ce qui est advenu du milieu rural africain. Entre les grandes terres agricoles vouées aux produits d'exportation et les petits lots de l'agriculture de subsistance, il y a place à la nuance. Toutefois, cet espace en est un de contrastes et les extrêmes se côtoient avec peu d'exceptions dans ces zones grises. Il est ainsi de mise de dresser un portrait de la situation de ce milieu. Seront d'abord présentées les zones rurales qui nous intéressent dans ce contexte, suivra la situation actuelle de financement du milieu rural pour finir avec la microfinance dans ce contexte.

1.2.1 Des zones importantes avec des conditions difficiles

Lors de la colonisation, les pays africains étaient utilisés pour leurs ressources. Les produits agricoles étaient cultivés sur de grandes étendues pour ensuite être envoyés au Nord aux pays européens. À l'époque, le découpage administratif du territoire était informel et non défini.

La période coloniale fut marquée par l'introduction de législations foncières calquées sur les droits en vigueur en Europe. Sur le territoire, il y eut d'une part mainmise sur certaines ressources et terres en s'appuyant sur ces nouveaux droits et d'autre part tolérance vis-à-vis de droits coutumiers fonciers plus ou moins bien connus (Devèze, 2008).

Cet extrait présente l'abus territorial qui a pu se produire à cette époque et sa mise en place. Il nous laisse d'un autre côté entrevoir la présence d'agriculteurs avant la présence européenne.

Après la décolonisation, des entreprises ont continué cette forme d'exploitation des ressources du pays pour les exporter dans les pays du Nord, encouragées par la communauté internationale privilégiant cette agriculture d'exportation. Comme mentionné ci-haut, parmi ces grandes étendues subsistaient et subsistent encore de petits agriculteurs qui vivent de leurs productions agricoles et qui consomment la majorité de leur récolte.

Les zones rurales qui font l'objet de subventions en matière de prêts agricoles de faible montant sont «les zones rurales à production vivrière ou agropastorale» (CERISE, 1999), en contraste avec «les zones rurales à production de rente» (*Ibid.*) sur de grandes étendues pour assurer un profit plus important. Quelques caractéristiques distinguent ces deux zones. Les zones à production vivrière et agropastorale concernent la majorité de la population de l'Afrique (60%) (*Ibid.*). Ce sont des territoires qui sont généralement à une distance éloignée de la capitale, donc par le fait même, qui sont loin des marchés principaux pour les échanges économiques. Des infrastructures comme l'électricité ou le réseau d'aqueduc sont bien souvent absentes, le paysage étant composé de villages distancés ayant quelques centaines d'habitants vivant principalement d'agriculture familiale, donc avec un pouvoir financier limité. Le manque d'infrastructures scolaires affecte le niveau de scolarité de la population qui est faible dans ces zones, de même que le taux d'alphabétisation (*Ibid.*).

Même si les populations les plus pauvres de ce continent y vivent, ces zones méritent une attention particulière et face aux échecs du passé où les efforts de développement étaient portés vers les productions à haut rendement (Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2000), il convient de les considérer pour l'analyse des initiatives de développement local. Pecqueur (2004) mentionne à cet effet que

dans de nombreux lieux, notamment dans les territoires ruraux en déprise agricole, l'écart de la productivité, avec les meilleurs terres est énorme, ce qui rend impossible l'entrée en compétition. La seule solution est la rupture, l'entrée dans une perspective de différence (2004 : 25).

Cette rupture peut prendre place dans un cadre de développement par la base, contrairement à l'idéologie dominante qui préconise un développement du haut vers le bas.

1.2.2 Des besoins financiers perpétuels avec un financement inadéquat

Toutefois, malgré la nécessité de venir en aide à ces zones agricoles, le financement manque encore. La libéralisation économique a engendré une baisse du financement public de cette activité agricole (Lapenu, 2001). De plus, les sources privées de financement sont presque absentes dans ces zones pour les productions vivrières, les banques agricoles misant sur des secteurs qui présentent de faibles risques, ce qui n'est pas le cas d'une majorité de producteurs d'agriculture familiale. Les banques commerciales ont des restrictions encore plus strictes en la matière pour ce qui est du secteur agricole en général.

Les besoins financiers des petits producteurs sont récurrents. Les semences, les engrais et les pesticides doivent être renouvelés annuellement. Dans certains cas, de la main-d'œuvre supplémentaire est nécessaire pour tout récolter. Ces besoins, qu'on peut qualifier de productifs, puisqu'ils engendrent un produit potentiellement générateur de profit, sont essentiels à combler puisque, comme le

mentionne l'auteure Cécile Lapenu, «[l]e degré d'intensification de la production dépend en partie de la main-d'œuvre disponible et de la qualité et de la quantité des intrants utilisés» (Lapenu, 2001 : 13), les intrants étant les semences et moyens pour les faire pousser.

De plus la transformation doit être considérée dans les coûts. En effet, certains produits doivent être transformés avant la vente, c'est le cas notamment des arachides qui doivent être séchées, ou du riz qui nécessite l'utilisation de machinerie. Cette machinerie peut être achetée. Par contre, le pouvoir financier des petits producteurs pour ce faire est insuffisant. La location est donc une solution de rechange, qui s'avère beaucoup plus coûteuse à long terme.

Également, les paysans utilisent une grande partie de leur récolte pour la consommation (Verheye, 2000). Les récoltes étant limitées par les conditions climatiques, les interludes entre les récoltes peuvent occasionner des dépenses pour l'alimentation. Ces besoins sont également à considérer dans les besoins financiers de ces zones où la saison sèche peut durer cinq à six mois dans le cas des pays d'Afrique de l'ouest (Devèze, 2008).

Il y a ainsi place à des initiatives à cet effet pour engendrer une valorisation du labeur des agriculteurs de ces petits espaces. Les projets de développement pour les faire sortir de la marginalisation existent, nous les verrons un peu plus loin. Nous nous concentrerons d'abord dans les lignes qui suivent sur un aspect social à ne pas négliger dans le milieu africain, la place de la femme.

1.3 La femme, ce nouvel acteur

La place des femmes dans les initiatives de développement n'est pas assurée en Afrique. Dans un système social où la tradition est importante, la femme est un acteur qui a longtemps été reléguée à des tâches quotidiennes plutôt

qu'encouragée à construire son autonomie financière, et ce, non pas par manque de travail. «Les femmes [africaines] sont responsables de 70 % de la production vivrière, 50 % du stockage de la nourriture, 100 % du traitement des aliments, 50 % de l'élevage et 60 % de la commercialisation des produits agricoles» (Manuh, 1998). Cette implication fait d'elles des candidates idéales pour les projets de développement et ce n'est pas le fruit du hasard si elles sont de plus en plus ciblées par ces initiatives. Les résultats de leur reconnaissance à l'intérieur de la sphère familiale et communautaire n'en demeurent pas moins lents à se faire ressentir. Les femmes du groupe ethnique bambara, groupe prédominant du Mali, seront présentées. Cibler un groupe particulier pour présenter une situation largement répandue permettra d'illustrer plus concrètement les réalités d'une femme africaine de la région que nous étudions.

1.3.1 La tradition comme régulateur social

Dans le système social rural au Mali, la vie des femmes africaines, plus spécifiquement des femmes du groupe ethnique bambara, est régulée selon des normes sociales précises. Les tâches des femmes et des hommes sont séparées. Une grossière division énoncerait que la place de l'homme est dans la sphère publique, et celle de la femme dans la sphère privée. Toutefois, quelques nuances s'imposent puisque la femme est tout de même présente dans la sphère publique. Cet élément permet de confirmer leur potentiel pour le microcrédit puisque gérant déjà des petits montants, cela facilite leur autonomie financière.

Le rôle des femmes est principalement à la maison. Elles doivent effectuer les tâches domestiques (Turritin, 1988). Cela comprend la préparation des repas, la coupe du bois, le lavage des vêtements, etc. Les Bambaras forment un groupe ethnique composé d'une majorité d'agriculteurs, les femmes sont également impliquées dans l'activité agricole, mais dans une agriculture secondaire, n'étant pas dans le champ familial principal, mais dans le ou les champs secondaires. La

vente de produits peut également être effectuée par les femmes, toutefois, elles sont restreintes dans cette tâche aux produits non transformés (*Ibid.*), donc des fruits, légumes ou céréales bruts, mais également à certains produits d'artisanat.

1.3.2 De nouvelles idées qui ont fait leur chemin

Dans les sociétés du Nord, les vagues de changement de la société dans les années 1960 et 1970 ont amené le rôle de la femme à être questionné et éventuellement à son émancipation hors de la sphère privée. C'est ainsi que par des nouveaux courants de pensée émergents et gagnants en popularité, comme le courant radical et féministe, les habitudes de vie ont été remises en question. Pendant ce temps, les pays de l'Afrique ont vécu des situations particulières plutôt complexes de décolonisation et de dictatures dans un contexte de Guerre froide et n'ont donc pas été touchés par ces changements.

La communauté internationale se mobilise depuis un peu plus d'une décennie concernant des réalités sociales bloquant le développement dans la région africaine. Avant cela, les facteurs économiques étaient privilégiés car on pensait qu'en stabilisant l'économie, les conditions sociales s'amélioreraient d'elles-mêmes. L'échec de ces tentatives par le passé et la fin de la Guerre froide et de sa bipolarité ont ouvert la porte à d'autres approches, comme celle du développement par l'amélioration des conditions sociales. En quelques années, des études ont montré un lien entre l'implication des femmes dans les projets de développement et le bien être de la famille, de sorte que si cet acteur clé n'est pas pris en compte, c'est le ménage entier qui en souffre (Koloma, 2007). Les conditions de la femme qui prévalent au Mali ont ainsi été remises en question pour voir comment elles pouvaient être améliorées. L'analphabétisme et le degré de scolarisation sont identifiés comme des problèmes fondamentaux concernant la faible participation des femmes au système d'éducation. Les femmes africaines, et plus spécifiquement les femmes maliennes sont encore aujourd'hui beaucoup

moins scolarisées que les hommes. Toutefois, il y a de plus en plus de programmes d'alphabétisation pour les femmes de tous âges (Becker, 1990). Cette situation favorise l'implication des femmes dans une sphère publique jusqu'alors inaccessible.

1.3.3 Des améliorations concrètes, mais des idées conservatrices

La prise en compte des femmes comme acteur à considérer dans la politique de réduction de la pauvreté au Mali est une étape importante pour l'évolution de ce pays. Elle montre la compréhension de la différence des besoins entre les hommes et les femmes (Koloma, 2007). On reconnaît aujourd'hui qu'elles nécessitent des programmes adaptés à leur réalité, ce qui n'avait pas été fait auparavant.

La capacité d'agir des femmes augmente grâce aux projets qui s'adressent de plus en plus à elles. On peut ainsi voir des projets réservés aux femmes. Ce type de changement engendre un pouvoir plus élevé de négociation dans le ménage (Vonderlack et Schreiner, 2003).

Il y a toutefois encore des limites qui persistent. Affirmer la différence entre les hommes et les femmes est une chose, mais cela ne permet pas de supprimer les inégalités. Si les inégalités entre les genres sont présentes sur un territoire, les projets de développement ne peuvent les éliminer (Vonderlack et Schreiner, 2003), ils peuvent seulement les réduire. Dans le même ordre d'idée, la vision du rôle de la femme peut avoir été retravaillée dans les textes politiques, mais la vision des hommes dans la population sera longue à changer, et si les hommes n'acceptent pas que les femmes s'émancipent économiquement, ce qui est actuellement le cas au Mali (Koloma, 2007), les projets sont limités. La formule idéale de projet serait de toujours inclure une formation appropriée à la situation (Becker, 1990), variable d'un endroit à l'autre, afin de sensibiliser aux lacunes potentielles qui pourraient avoir une incidence sur la réussite des projets à long

terme et qui pourraient amener des réflexions sur la place de la femme dans toutes les sphères. Cet élément additionnel de la mise en place des projets de développement vient s'ajouter aux visées déjà établies par ces derniers. Nous pourrions d'ailleurs voir cette tendance également présente dans les projets de microfinance abordés dans la section qui suit.

1.4 La microfinance

La microfinance consiste en «la modicité des interventions financières désignant l'ensemble des services financiers parabancaires (prêts, garantie, prise de participation) de faible montant (inférieur à quinze mille euros) destinés aux personnes ayant des difficultés d'accès au système bancaire» (Laville et Cattani, 2005). Il s'agit ici de la définition globale de la microfinance. Si l'on se penche sur la situation africaine, le faible montant est plutôt de l'ordre de quelques centaines, voire moins de cent dollars (\$CAN). Elle est rendue disponible via des IMF qui peuvent prendre diverses formes (banques, ONG, etc.). Elle fait l'objet d'un nombre croissant de projets de développement, engendrant des résultats fort encourageants pour les classes les plus pauvres. Comme il est mentionné dans la définition, la microfinance est composée d'une série de services financiers. Le microcrédit est sans contredit le plus connu d'entre eux à l'heure actuelle et consiste en de petits prêts remis à faible taux d'intérêt. Pour mieux comprendre tous ces éléments, nous présenterons l'évolution de cette approche, d'abord, pour ensuite nous pencher sur les effets qui peuvent en découler en ce qui concerne le développement local.

1.4.1 De l'informel à la reconnaissance internationale

L'expérience de la microfinance a débuté dans un cadre social en marge des institutions officielles, sans régulation dans le système formel. Elle a été

développée pour répondre à un besoin. Elle a ensuite suivi la formalisation institutionnelle, illustrée par l'avènement de la Grameen Bank. La reconnaissance internationale, réalisant le potentiel de l'expérience au Bangladesh qui se développait dans d'autres pays, a ouvert les yeux du monde sur cet outil de développement.

1.4.1.1 Le système informel

Comme il a été dit plus tôt, l'accès aux services des institutions financières du système formel pour des prêts en agriculture, surtout pour les petits producteurs des pays en développement, est fortement limité. L'individu souhaitant y participer, soit en y déposant ses économies ou en formulant la demande pour un prêt, doit s'astreindre à des conditions très strictes.

Ce n'est donc pas par hasard que dans ce contexte un système informel de prêt et d'épargne se soit développé. La tontine, qui est un système de crédit rotatif expérimenté en Afrique, où, dans un groupe de personnes, une ou plusieurs à la fois ont la possibilité de demander un prêt. Cette possibilité est accessible aux autres membres du groupe à tour de rôle. La formule consiste en un regroupement d'individus désirant investir financièrement dans un projet, mais ne pouvant emprunter dans une institution formelle pour diverses raisons. Ils se partagent donc un avoir financier, où tous fournissent un même montant, que chacun utilise à tour de rôle. Ainsi, la première personne à prendre le total de l'argent à la pression des autres membres pour rembourser, puisque si elle ne rembourse pas, les autres ne peuvent en profiter. Selon Essombe Edimo (1997 : 93) la tontine exprime « la volonté des hommes et des femmes d'être solidaires les uns vis-à-vis des autres ». C'est donc de l'entraide donc il est question ici.

Les tontines à travers le monde sont considérées comme la forme traditionnelle de la microfinance. Elles sont présentes sur les continents africains et asiatiques

depuis plus d'un siècle. Les premières formes africaines de ce genre de système ont été connues par des Occidentaux en 1843 au Nigéria (Shanmugam, 1991). En Asie, c'est vers la fin du 19^e siècle, soit en 1887 en Inde et en 1889 en Chine (*Ibid.*). Elles peuvent également être observées aujourd'hui sur les continents Américains et Européens. Bien que des alternatives au prêt bancaire à fort taux d'intérêt se soient développées et existent à ce jour, les tontines sont encore une réalité et cohabitent parfois sur un même territoire où une institution de la microfinance est présente (Jacquier, 1999). Les tontines sont principalement une source de financement pour des services coûteux qu'une famille ne peut se permettre, comme des soins de santé ou d'éducation. D'un autre côté, le microcrédit vient plutôt permettre d'investir afin de rendre une activité économique viable. La micro-épargne qui pourrait remplacer la tontine puisqu'elle a des visées semblables, n'est actuellement pas aussi répandue que le service de crédit, surtout lorsqu'il est question du milieu rural africain. C'est ainsi nécessaire pour les populations d'épargner autrement avec la tontine.

1.4.1.2 La formalisation institutionnelle

On ne pourrait parler microfinance sans faire mention de la Grameen Bank, la première expérience de microfinance formelle. C'est dans un contexte de famine qui sévissait au Bangladesh dans les années 1970, qu'un professeur du département d'économie de l'Université de Chittagong, Mohammad Yunus, se questionna sur les problèmes quotidiens de la population environnante. Les approches théoriques émergentes de l'époque, telles celles de Raul Prebisch et Samir Amin, qui seront présentées au chapitre suivant, développaient des notions liées à la théorie centre-périphérie qui ont inspiré sa démarche.

Le manque d'accès aux services financiers d'une majorité de la population fut identifié par le professeur Yunus pour développer un moyen visant à améliorer les conditions de vie des populations pauvres. S'infiltrant dans le système formel, il

débute des activités financières à sa charge dans une banque conventionnelle, activités qui consistent principalement en la demande d'un prêt personnel par Yunus pour ensuite fournir des prêts à ceux qui étaient refusés par les institutions financières. Des individus empruntaient donc une modique somme au professeur et avaient l'obligation de la lui remettre dans les délais fixés. Le taux de remboursement était fort intéressant, de 94 à 100% (Woodworth et Hiatt, 2003). Vu le succès de cette initiative, le gouvernement du Bangladesh s'est joint au professeur Yunus afin de subventionner le projet par le biais d'institutions financières étatiques lui octroyant des fonds pour le fonctionnement et le prêt. Ce n'est toutefois qu'en 1983 que la Grameen Bank eut officiellement le titre d'institution financière (Gilbert, 2008).

Toute cette démarche s'inspire fortement du modèle de la tontine. Elle fournit des petits prêts ainsi qu'un service d'épargne aux moins nantis avec un principe de groupe solidaire, pour ce qui est du microcrédit, où tous les membres du groupe n'ont pas accès à un prêt au même moment. Ainsi, tout comme la pression de remboursement de la tontine, celle de la Grameen Bank assure le remboursement du montant de chaque individu. La grande distinction avec la technique de la tontine réside en la formalisation de cette banque. Comme le mentionne l'auteure Dominique Gentil de l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM), grâce à cette institution, «[i]l est possible de faire du crédit à des populations très pauvres, tels les paysans sans terre, ne présentant aucune garantie recevables par les banques ou d'autres systèmes financiers» (Gentil, 1996 : 116), c'est donc une innovation importante dont il est question. Également, jointe aux services financiers, cette banque offre des séances de sensibilisation aux participants afin de maximiser l'impact du prêt et d'étendre son action. Ces séances de sensibilisation fournissent également une plus grande garantie de remboursement. En effet, ce sont les conditions sociales qui pourraient mettre en péril la réussite de l'activité économique qui sont ciblées et sur lesquelles la Grameen Bank a décidé de travailler.

La principale critique formulée à la Grameen Bank concerne son manque d'autonomie, surtout à ses débuts. En effet, l'institution est largement dépendante de bailleurs de fonds. Encore aujourd'hui, après près de quarante ans d'existence, la Grameen Bank ne peut fonctionner sans subventions (Morduch, 1999). Elle est ainsi dépendante non seulement des fonds qui peuvent être précaires si une conjoncture économique de crise survient, mais également elle est soumise aux besoins émis par ceux qui les subventionnent. Toutefois, malgré cette précarité, l'avenir est assuré pour cette banque, ou du moins pour son approche. Comme on pourra le voir, la popularité de son expertise s'est développée à l'échelle mondiale et elle éveille un intérêt unanime et croissant.

1.4.1.3 L'intérêt international

Depuis la Grameen Bank, de nombreuses autres initiatives dans ce domaine ont été mises sur pied. On note, en 2007, la présence de plus de deux milles institutions de microfinance pour un total de près de 77 millions d'emprunteurs par le biais du microcrédit, le tout distribué dans cent pays (Microfinance information exchange, 2007). Ce type de service financier gagne en popularité depuis la dernière décennie. En effet, le nombre d'emprunteurs était de 36 795 000 en 1999, comparativement, trois ans plus tard, à 68 195 000 (Microfinance information exchange, 2002).

Un élément qui a probablement contribué à l'expansion du microcrédit et de la microfinance en général est la réaction de la communauté internationale. Son intérêt pour le microcrédit peut être illustré par des initiatives comme le Sommet du microcrédit. Des représentants d'États et d'autres acteurs clés se sont réunis en 1997 pour le premier Sommet qui s'est tenu à Washington, D.C. Ils étaient vingt-sept dirigeants d'États avec des milliers de représentants d'organismes non gouvernementaux (Woodworth et Hiatt, 2003), pour un total de 2 900 personnes provenant de 137 pays (Microcredit summit campaign, 2007). Un plan d'action

fut produit à la suite de cette rencontre. Un point important de ce plan fut l'objectif d'atteindre 100 millions de participants à la microfinance en 2005 (*Ibid.*). En 2006, une rencontre a de nouveau eu lieu et d'autres objectifs ont été retenus, dont l'atteinte de 175 millions en 2015 (*Ibid.*). Du Sommet de 1997 ont également émergé des Sommets régionaux pour les différentes grandes régions du monde ; Asie et Pacifique, Moyen-Orient et Afrique ainsi que Amérique latine et Caraïbes.

Outre ces rencontres spécifiques à la microfinance que sont les Sommets du microcrédit, il y a également diverses organisations internationales impliquées dans le microcrédit. L'Organisation internationale du travail, par exemple, offre en ligne une «[b]ase de données sur l'économie informelle» (Organisation internationale du travail, 2007) qui contient diverses références concernant le microcrédit. Cette initiative découle de son «Programme de Finance Solidaire» établi depuis 1991 (Organisation internationale du travail, 2005). Ce programme se veut une lutte à la pauvreté par la promotion du travail décent, qui consiste en une activité financière jumelée à des objectifs sociaux, le tout par l'entremise de la microfinance.

Une autre organisation internationale impliquée est l'Organisation des nations unies. À la suite d'une décision prise à son Assemblée générale en 1998, 2005 était déclarée comme «l'Année internationale du microcrédit» (*Ibid.*). Cette décision rendait la microfinance, mais plus particulièrement une de ses composantes qu'est le microcrédit, plus visible, puisque la communauté internationale se doit de préparer des conférences sur le sujet afin de mieux faire connaître cet outil pendant l'année désignée. D'autres organisations ont également participé à ce mouvement, comme la Banque mondiale, par la production de documents sur cette réalité, rendant des données mondiales disponibles, donc encourageant par le fait même les recherches sur le sujet.

On ne pourrait également parler microfinance sans aborder les ONG. Elles sont les piliers de ces actions de développement. Elles ont développé leur pouvoir

politique à l'échelle internationale, favorisant leur pouvoir politique à l'échelle de leur communauté. La reconnaissance par les grandes institutions de leur pertinence comme acteurs du développement a joué un rôle primordial dans ce pouvoir. Depuis le début des années 1980, les ONG se sont développées massivement depuis trois décennies. Elles se sont peu à peu insérées dans le nouvel ordre qui s'établit à la suite de la fin de la Guerre froide. Cela «sous l'effet de la mondialisation économique et d'une reconnaissance de l'interdépendance écologique» (Charnovitz, 2002). Bien que toujours essentiels, les États sont moins qualifiés pour certaines prises de décision dans ces nouvelles réalités mondiales, et l'exemple de l'échec de la décentralisation sur de nombreux territoires l'illustre. Il y a également la vague de démocratisation que l'on a pu observer dans cette période au Sud, y compris la région du continent africain, qui ouvre la porte à une plus grande consultation de la population. Cette voie est portée par les ONG, visant ainsi une meilleure prise en compte de tous les acteurs de la société dans la prise des décisions qui concernent leur territoire.

Précisons que la présence des ONG n'est pas qu'exclusive au Sud. Les ONG travaillant plus spécifiquement dans le secteur de la microfinance sont impliquées dans leur propre pays ainsi qu'à l'international. Les auteurs Mark Roesch et Betty Wampfler qui ont élaboré une typologie afin d'identifier les différentes ONG de la microfinance distinguent deux types d'ONG dépendamment de leur pays ou région d'action :

[Au nord] un petit groupe d'ONG « professionnelles » et dotées de compétences spécialisées en matière de microfinance et un groupe beaucoup plus important d'ONG plus généralistes, impliquées de manière plus marginale dans le développement de la microfinance. Au Sud, le développement des ONG impliquées dans la microfinance est un phénomène plus récent : hormis quelques ONG nées dans le sillage des grandes IMF asiatiques, les organisations restent de petite taille, sont souvent faiblement professionnalisées et en cours de construction de compétences (Roesch et Wampfler, 2002).

Les ONG du Nord sont impliquées dans cette joute de pouvoir. Comme le mentionnent les auteurs Roesch et Wamplfer, «[l]es ONG du Nord plus généralistes ont une capacité à mobiliser le grand public [...], mais n'interviennent pas directement dans l'élaboration des politiques publiques» (*Ibid.*). C'est plutôt par l'intermédiaire du financement de projets au Sud qu'elles s'impliquent, ayant la capacité d'aller chercher des dons et d'accroître leur visibilité.

Bref, ce portrait ainsi dressé, on peut en conclure que la place qu'occupe la microfinance est bien établie. Sa présence dans les projets de développement, et plus spécifiquement en Afrique où la tontine prit racine, est bien réelle. Nous nous intéresserons maintenant à la portée que peuvent avoir de tels projets pour voir leurs retombées possible chez les participants, mais également dans le milieu d'insertion.

1.4.2 Les impacts de la microfinance

La mise en place d'une institution de la microfinance a un impact sur le territoire qui l'accueille. Cet impact peut être multiple, il peut agir sur le développement économique, mais également sur des éléments sociaux, politiques ou encore environnementaux d'une société. De plus, son rayonnement n'est pas unique, il peut se produire à diverses échelles, celle de l'individu participant, celle du ménage de celui-ci, celle de sa communauté ou encore celle de sa région. Dans les recherches qui s'intéressent aux impacts de la microfinance, l'accent a été mis sur l'échelle individuelle, puis, plus récemment, une petite quantité d'auteurs se sont questionnés sur les impacts à une échelle plus locale, au niveau de la collectivité où prennent place les projets. Voyons en détail cette évolution.

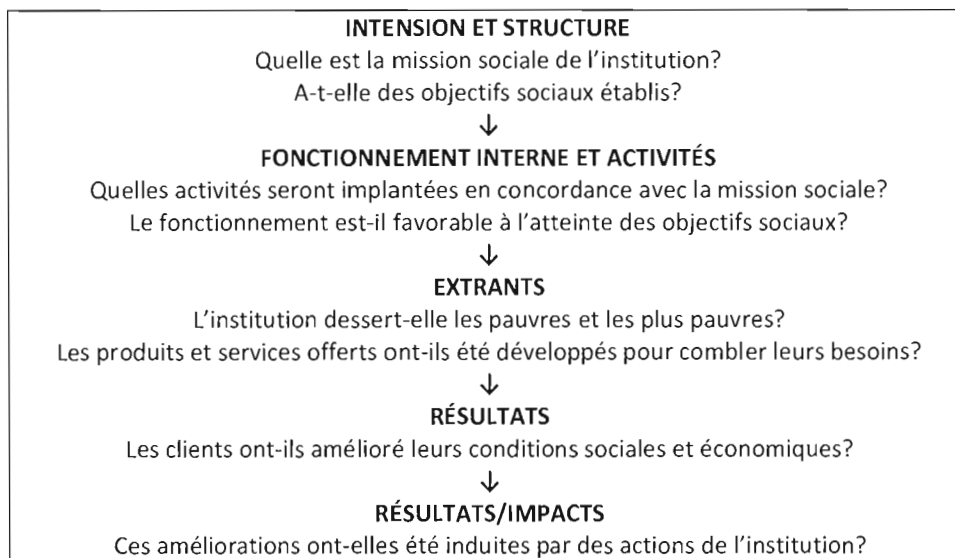
1.4.2.1 L'échelle individuelle

La majorité des auteurs s'intéressant aux impacts de la microfinance ont restreint leurs recherches aux individus y ayant participé, ainsi qu'aux ménages dans lesquels ils s'insèrent. L'étendue de la microfinance comme elle l'est actuellement, avec une répartition géographique globale, est un phénomène nouveau. Il y a de plus en plus de projets un peu partout dans le monde, et il est ainsi pertinent de se questionner sur l'impact direct qu'ils ont, et ainsi savoir s'ils ont été bien adaptés et bien intégrés au milieu. Des exemples de réussite peuvent ainsi prendre la forme d'un individu qui, à l'aide d'un emprunt dans une institution de la microfinance, a mis sur pied une entreprise qui après un certain temps est encore viable et dont les perspectives d'avenir sont encourageantes. Ce constat nécessite un déplacement chez l'entrepreneur pour s'en assurer, mais la démarche ne va pas plus loin. Un seul acteur doit être consulté, la personne ayant bénéficié des services de la microfinance.

Le but des projets de microfinance est de contrer les causes de la pauvreté (Woller, Wheeler et Checketts, 1999), il est donc important comme on peut le voir à la Figure 1 de se questionner sur le public cible des projets. On peut ainsi vérifier s'il s'agit vraiment des gens les plus nécessiteux qui bénéficient de ces projets. On peut donc déjà observer ici une complexification de l'impact puisque l'on doit comparer le bénéficiaire avec son environnement et vérifier si des personnes vivant dans une plus grande pauvreté auraient pu avoir accès aux services. Pour ce qui est des thèmes abordés pour mesurer l'impact, ils sont principalement économiques, mais n'excluent pas le volet social, comme on peut le voir également à la Figure 1. La difficulté qui se pose aux chercheurs dans ce domaine lorsque l'on aborde les impacts sociaux, c'est la démarche qui nécessite une méthodologie flexible. La question de l'empowerment des femmes est un thème social qui a notamment été présenté à quelques reprises dans les recherches (Brau et Woller, 2004). Au niveau économique, la création d'emploi et l'augmentation

du revenu sont des thèmes fréquemment discutés comme impacts de la microfinance.

Figure 1 : Procédures de l'évaluation des performances sociales



Source : (The SEEP Network Social Performance Working Group, 2008)

Les impacts en général de la microfinance sont majoritairement identifiés comme positifs (Woller et Parsons, 2002). Il ne fait donc plus de doute dans la communauté scientifique que ces institutions sont bénéfiques pour les pays où elles s'implantent. Il reste cependant à analyser leurs effets à l'échelle locale.

1.4.2.2 L'échelle locale

S'assurer de la réussite des projets de microfinance chez le participant est essentiel puisqu'elle en constitue le principal objectif, les projets étant les vecteurs de la réduction de la pauvreté. L'effet à l'échelle locale, dans la communauté d'insertion, concerne, non seulement l'impact sur les participants à la microfinance, mais également l'impact sur les personnes n'y ayant pas participé. Toutefois, peu d'études s'y sont intéressées à ce jour, ce qui a été constaté par une étude recensant tous les articles scientifiques produits sur la microfinance. La majorité des études analyse les impacts au niveau individuel et du ménage

seulement (Braut et Woller, 2004), mais pas au niveau de la communauté locale. Ces données montrent que les aides fournies par la microfinance sont constructives pour les entreprises ou les individus (Zohir et Matin, 2004). Mais notre objectif est de voir leurs effets à l'échelle d'une communauté.

Un des impacts observés au niveau de la communauté concerne l'influence sur l'activité économique collective. Le simple fait de consommer localement, de rémunérer des individus locaux ainsi que d'injecter des fonds dans l'économie d'une communauté par le biais de petits prêts peut avoir un impact sur l'activité économique (*Ibid.*, p. 134). Toutefois, afin d'en évaluer l'impact, il faut mettre en commun ces données avec des données sur l'économie plus générale de ladite communauté. Une quantité importante de données doit donc être collectée. Dans les pays du Nord, ce problème est moins difficile à résoudre que dans les pays en développement, où ce genre de données n'est pas produit aussi régulièrement. La microfinance est particulièrement bien développée en milieu rural, un milieu souvent négligé par la recension de données. Des méthodes indirectes qui requièrent moins de données ont ainsi été élaborées. Une d'entre elles procède par sondages. Ils sont remplis par l'institution même, ses employés ainsi que les participants au microcrédit. Les questions concernent leur consommation, à savoir la quantité et le lieu de provenance des produits et services consommés. Ainsi, il est possible de dresser un portrait des retombées qui sont engendrées par la présence d'une IMF.

Des projets vont également plus loin et mettent en pratique des initiatives pour engendrer un impact pour la communauté. Nous présentons dans la section suivante l'expérience de Banco Palmas et ses diverses initiatives de développement local ayant pour base le microcrédit afin de dégager le type d'effets positifs pour la communauté et la façon de les évaluer.

1.4.3 L'expérience de Banco Palmas

Née de la volonté d'améliorer les conditions de vie de la communauté de *Conjunto Palmeira* au Brésil, la Banco Palmas est une initiative qui a transformé le portrait économique de cet endroit. L'expérience en question vise à optimiser ses impacts par le biais d'une diversité de projet, mais également par des initiatives novatrices. Elle est source d'inspiration et d'apprentissage pour tous les acteurs de microfinance.

Portée par une association de la communauté, l'Association des habitants du Conjunto Palmeiras (AMOSCONP), cette banque débuta dans un des locaux de l'association avec seulement une dizaine de participants au microcrédit (Oliveira *et al.*, 2007). Sa mise en place débuta ainsi en 1997, et les premiers services bancaires ont été réalisés en 1998.

Depuis ses débuts, elle offre des taux d'intérêt très faibles, de l'ordre de 2 à 3% pour les prêts. Ces taux permettent aux micro-emprunteurs de maximiser le profit de leurs petites entreprises. Toutefois, ces taux d'intérêt ne couvrent pas tous les frais nécessaires pour fonctionner (Eckert, 2004). Il s'avère donc nécessaire de trouver des moyens de financement additionnels avec des partenaires nationaux et internationaux.

Plusieurs projets ont été lancés par cette banque, ne se limitant pas au microcrédit conventionnel, mais tentant d'aller plus loin. Elle a créé des programmes de prêts pour des projets spécifiques, dont la rénovation d'une habitation, ou encore destinés à l'empowerment des femmes. Les projets sont nombreux et la population est au rendez-vous. À titre d'exemple, en 2009, Banco Palmas avait déjà 430 membres actifs pour du microcrédit dans la communauté, ce qui équivaut à 2000 personnes touchées directement et indirectement (De Melo Neto Segundo, 2009). L'institution a également mis sur pied une ligne de vêtement, «*Palmafashion*, la griffe de la favela» (Chao Beroff et Prébois, 2001), une carte de

crédit locale de même qu'une monnaie locale. La carte de crédit, nommée *Palmacard*, ne peut être utilisée que sur le territoire de la communauté. Elle permet une avance de fonds allant jusqu'à 100 reals (Jemio, 2006). En 2003, plusieurs centaines de personnes l'utilisaient et 85 commerces l'acceptaient (*Ibid.*).

Après un peu plus de dix ans d'existence, le bilan de l'action de cette banque a montré des résultats encourageants et prometteurs (UBS, 2006). On pouvait noter une augmentation de 40% des commerces sur le territoire de la communauté, une avancée économique fort encourageante pour ce territoire qui jadis stagnait économiquement. La création d'emplois est également positive, avec 300 emplois directs et 600 emplois indirects (*Ibid.*).

1.4.3.1 Acteurs

Le projet de cette banque peu commune est né grâce à l'implication d'une diversité d'acteurs. Comme on a pu le voir précédemment, ce sont plusieurs projets dont il est question, donc qui nécessitent des efforts et des appuis. Les acteurs principaux seront présentés dans les lignes qui suivent, d'abord la population locale, suivra l'association ASMOCONP, puis les partenaires, pour finir avec les participants.

Population locale

La population locale est importante à cerner, en tant que premiers arrivants de Conjunto Palmeira, mais également en tant que population ayant des besoins à combler, par exemple au niveau économique. C'est en 1973, que les premiers habitants se sont installés sur le territoire de Conjunto Palmeira. Cette population était constituée majoritairement de gens déplacés du bord de la mer pour la construction d'hôtels (Eckert, 2004). Il s'agit donc de gens arrivant avec presque rien et s'implantant sur un milieu vierge où aucune infrastructure n'était présente.

L'implantation dans la région de cette population migrante se poursuit jusqu'à la fin de la décennie 1990, ce qui concorde avec l'idée de mettre en place Banco Palmas. Il s'agit d'une population jeune et précaire (Freire, 2002). C'est la raison pour laquelle la Banco Palmas a été vue comme un palliatif important. Toutefois, il est à noter que même si la situation des *favelas* en général au Brésil est difficile, un élément particulier à Conjunto Palmeira est la mobilisation de la population. Cette mobilisation passe, entre autres, par la formation d'associations, ce qui explique l'existence de l'AMOSCONP.

L'Association des habitants du Conjunto Palmeiras (AMOSCONP)

Le territoire de la favela qui nous intéresse n'ayant pas été préalablement préparé à l'implantation de nouveaux habitants, aucune infrastructure, ni équipement n'étaient présents. Les gens prirent ainsi la décision de se regrouper, ce qui aboutit à la création de l'ASMOCONP en 1981 (Eckert, 2004). Le besoin alimentaire fut priorisé et des besoins tels que ceux en infrastructures furent mis en veilleuse dans les années 1980.

Les conditions ne s'améliorant pas à *Conjunto Palmeira* entre autres pour cette raison, un séminaire fut organisé afin de discuter de l'avenir. Il s'agit du séminaire «Habiter l'inhabitable», qui eut lieu en 1991 (Jemio, 2006). Les résultats se concrétisèrent durant la décennie 1990, de sorte que diverses infrastructures furent mises en place : eau, électricité et canalisation. L'expérience ayant porté fruit, mais constatant les manques économiques et sociaux toujours bien présents, d'autres mobilisations ont été amorcées en 1997. C'est ainsi que Banco Palmas se présenta comme une solution potentielle à ces manques. AMOSCONP n'est pourtant pas seule dans cette aventure, bien que porteuse du projet. Elle n'aurait pas pu agir sans l'appui de plusieurs partenaires.

Partenaires

Plusieurs partenaires se sont impliqués dans ce projet de microcrédit. En effet, des fonds financiers, mais également du support technique, sont essentiels au fonctionnement de ce type de service. Pour ce qui est des acteurs financiers, il y a d'abord une ONG locale, Cearah Periferia, qui a fourni les premiers montants d'argent au tout début de l'expérience. Une ONG hollandaise s'intéressa par la suite à l'expérience, l'ONG Strohalm. Il y a également à noter une entente entre les gouvernements brésilien et allemand, le Projet Prorenda, qui a fourni des sommes à Banco Palmas (Freire, 2002), de même qu'une fondation publique du gouvernement local, PROFITEC. Ils sont donc plusieurs à avoir pris en charge les besoins financiers de ces projets.

Participants

Toute personne membre de l'ASMOCONP est éligible au financement de Banco Palmas. Une seule condition s'ajoute,

[L]es analystes de la banque ne font pas appel aux systèmes traditionnels utilisés par les institutions financières pour déterminer la crédibilité du client. Ils accordent le dernier mot aux personnes qui vivent dans son entourage. "Nous demandons au voisin s'il lui prêterait de l'argent, dit Neto. Cela compte beaucoup, c'est notre garantie." (Chao Beroff et Prébois, 2001)

Dans cet extrait il est question de Neto, pour João Joaquim de Melo Neto, qui est le pilier de Banco Palmas depuis les débuts et son initiateur. Ainsi, la méthode d'aller parler au voisinage de la personne intéressée à participer à la microfinance, c'est d'une certaine façon inclure l'informel dans la forme institutionnalisée, retournant aux bases du microcrédit qui a démarré informellement avec les tontines comme on l'a vu précédemment.

1.4.3.2 Dimensions d'impacts élargis de l'expérience

On peut donc voir qu'il est possible de pousser plus loin les impacts d'un projet de microcrédit. La participation d'une variété d'acteurs dans ce cas particulier est notable. Banco Palmas a donc réussi à augmenter la consommation locale avec des incitatifs économiques, ce qui a mené à un intérêt entrepreneurial et un foisonnement de commerces sur ce territoire. La qualité de vie de la population a également été affectée avec les prêts d'habitation pour combler plus efficacement le besoin de se loger convenablement. Nous pouvons dégager du cas de Banco Palmas que le microcrédit peut avoir un impact significatif sur les communautés et non seulement sur les individus. Voyons maintenant comment cela serait possible dans le contexte malien et quelles structures pourraient favoriser l'implantation de projets de microcrédit porteur de développement local.

1.4.4 Actions politiques nationales, des structures pour la microfinance au Mali

Des structures importantes concernant la microfinance ont été implantées par l'administration nationale au Mali depuis une dizaine d'années, comme le montre Koloma (2007 : 1). Le renforcement de ce secteur a été influencé par les conclusions du premier sommet du microcrédit en 1997. La lutte à la pauvreté amorcée au Mali sous l'influence des instances internationales a également été un élément déclencheur de l'intérêt du gouvernement malien de s'y impliquer. Nous présenterons donc dans les lignes qui suivent les structures politiques actuellement en place pour baliser la microfinance au Mali.

Une première structure encadrant la microfinance est la «Cellule d'Appui et de Suivi / Système Financier Décentralisé (CAS/SFD)», créée en 1999 et rattachée au ministère des Finances» (Javoy, 2006). Sa mission principale est de superviser les institutions de microfinance. Pour ce faire, elle est la référence pour

reconnaître une IMF en tant que telle. De par ce rôle, elle participe au contrôle de la qualité des institutions pour éviter que des fraudes surviennent.

Une deuxième structure importante est le Groupe consultatif national pour la microfinance (GCNM). Son objectif principal est de mettre en réseau les actions de la microfinance au Mali et faciliter la concertation entre les responsables des projets. Il a pour mandat de produire des plans d'action, et d'identifier les avenues les plus avantageuses pour le secteur. Ces plans d'action se sont enchaînés depuis une dizaine d'années. Un premier plan a été produit pour la période 1999 à 2002. Les objectifs et moyens ont été retravaillés après avoir été analysés en 2003 pour engendrer un plan pour la période allant de 2005 à 2008. Il a ensuite été renouvelé sous la forme d'un nouveau plan pour la période de 2008 à 2012. Des sommes importantes sont injectées dans le cadre de la mise en œuvre de ces plans, de l'ordre de plusieurs milliards de francs CFA par plans (environ 50 millions de dollars canadiens) (Camara, 2005).

Un encadrement législatif est également en vigueur au Mali pour la microfinance, il s'agit de la loi PARMEC. Elle a été mise en place en 1993 à la suite d'une concertation des pays membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA), loi qui n'est pas unique à cet État. Elle est ainsi appliquée dans plusieurs pays de cette région du continent. Elle «définit les conditions d'activités et les modalités de supervision des IMF» (Javoy, 2006). Précédant la CAS/SFD qui a un rôle similaire, elle est aujourd'hui remise en question et plutôt vue comme une cause des difficultés de la microfinance au Mali (Sacko, 2006). En effet, en 2002, l'auteur Nsabimana disait à ce propos que la

loi risque d'accentuer la fragmentation du secteur financier dans la mesure où elle ne permet pas une articulation entre le secteur de la microfinance et le secteur bancaire traditionnel. De plus, les incitants qu'elle met en place ne sont pas suffisants pour attirer sur le marché de nouveaux opérateurs [, de nouvelles IMF] (2002 : 223).

Ses craintes se confirment peu à peu aujourd'hui et une réflexion à ce sujet s'impose.

Les défis de la microfinance sont donc encadrés par la législation, malgré ses limites. Les limites ne sont toutefois pas uniques à ce niveau et on peut noter des failles sur divers plans. L'objectif principal de la microfinance est de permettre à des gens normalement exclus du système bancaire d'avoir accès au crédit. Une grande partie de la population africaine fait partie de cette catégorie. Il est alors fréquemment dit à ce propos qu'«en Afrique Subsaharienne, pour toucher le plus grand nombre de populations très pauvres, c'est dans ces zones là qu'il convient de s'implanter» (CERISE, 1999). Comme il a été mentionné un peu plus tôt, le monde agricole de ce continent connaît de graves problèmes de financement. Pour renchéirir avec le portrait de la microfinance, on peut voir dans le tableau qui suit (Tableau 1), les crédits qui sont octroyés à des fins agricoles au Mali qui sont de l'ordre de 49% du volume des crédits totaux des IMF en 1997. On peut ainsi voir le lien entre le manque de financement et la réponse de la microfinance. Toutefois, bien que ces zones soient à privilégier par les institutions de la microfinance, elles ont des caractéristiques qui posent des défis à leur intervention. Ces défis sont présents sur le territoire malien, tout en représentant la situation de l'ensemble de la région subsaharienne de l'Afrique.

Tableau 1 : Estimation du volume de financement de l'agriculture par les IMF en 1997

	Estimation en % du volume de crédit global offerts par les IMF pour des besoins agricoles
BÉNIN	36
TOGO	10
CÔTE D'IVOIRE	20
SÉNÉGAL	19
MALI	49
NIGER	29
BURKINA	27
TOTAL	27

Source : (Lapenu, 2001)

Un premier défi financier concerne la dispersion de l'habitat. Comme il a été mentionné plus tôt, les villages sont peu peuplés et distancés. Cette caractéristique augmente les coûts de transport associés aux formations lors de l'implantation du microcrédit ainsi que lors du suivi. En effet, les agents de l'IMF se doivent de donner des formations afin de bien faire intégrer des concepts comme les modalités de prêts, de remboursement, d'utilisation du prêt, d'utilisation des fonds, etc. Ce qui explique ce besoin est que les hommes et les femmes qui sont prestataires du microcrédit ne sont souvent pas formés à la gestion et cela peut être problématique s'ils ne reçoivent pas une base dans ce domaine.

Les conditions salariales des employés des institutions sont également un défi. En effet, le collectif Comité d'échange, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit (CERISE) parle de «salaires élevés dans le contexte d'Afrique de l'Ouest, comparés aux ratios des mêmes expériences en Asie, dont le modèle s'inspire» (1999). Afin de réduire les coûts, la solution générale est d'impliquer la population. Cette solution est finalement avantageuse puisqu'elle favorise l'appropriation des projets par les bénéficiaires. Leur implication peut prendre

diverses formes. Il y a d'abord la formation de comités qui seront en charge des tâches. Ce sont donc les participantes mêmes qui sont chargées de gérer certaines activités. Certaines participantes peuvent ainsi être chargées de récolter les montants de remboursement du prêt par exemple. Il y a ensuite la formation de «techniciens paysans» (*Ibid.*), qui ne sont pas des participants, mais des personnes influentes dans la communauté. Celles-ci vont tenir des rôles que l'agent de terrain leur indiquera. Ainsi, moins de déplacements sont nécessaires pour l'IMF, les agents salariés peuvent par le fait même s'occuper d'une plus grande quantité de dossiers.

Un dernier défi qui se pose aux institutions de la microfinance concerne l'implication des bailleurs de fonds. La pression de ces derniers par rapport à la rapidité de réalisation des projets constitue un problème. Ils aimeraient que les projets de microcrédit soient parachevés rapidement pour voir les résultats à court terme. La pression est forte de leur côté pour montrer les résultats des investissements, et ce, tant du côté des fonds privés que publics. Cela entre en contradiction avec le microcrédit qui est un processus de développement qui nécessite temps et patience.

Le rythme de croissance d'une IMF agissant sur le terrain est un facteur susceptible de mettre en péril le bon fonctionnement des projets. Une croissance trop rapide qui survient sans une meilleure surveillance des investissements occasionne une augmentation du risque des fraudes. En effet, si les paramètres de sécurité de l'organisme sont fixés, ils le sont par rapport à un rythme particulier. Si ce rythme est soudainement augmenté, les paramètres doivent être adaptés, mais cette adaptation peut être longue. Lorsqu'elle est décalée d'avec la croissance, elle ouvre la porte à des fraudes, le flux d'information étant trop important à traiter donc les fraudes passant inaperçues. Il y a donc matière à prudence à cet effet.

Nous venons donc de voir un portrait de la situation. Les manques qui prévalent dans les pays en développement de l'Afrique, plus spécifiquement en Afrique de l'ouest et au Mali ont été mis en évidence. Des solutions concrètes et actuelles viennent par contre jeter une lueur d'espoir; la place des femmes en changement, les projets de microfinance qui sont de plus en plus valorisés par les instances internationales et leurs impacts élargis, les projets de microfinance porteurs de développement local et les structures politiques du Mali. La table est mise pour aborder plus en profondeur au prochain chapitre les tenants théoriques soutenant les réflexions qui suivront.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE

Dans le présent chapitre, nous présenterons les concepts clés de l'étude afin de baliser l'analyse. Le concept de développement dans ses nombreux aspects et celui de réseau dans le contexte du développement local seront définis dans ce chapitre. La démarche méthodologique à la base de cette recherche sera par la suite exposée pour bien comprendre la réflexion exposée dans les chapitres subséquents.

2.1 Cadre conceptuel

Le développement est l'objectif ultime du microcrédit. Il est important de définir ce concept qui a évolué à travers les décennies et les changements sociaux. Deux de ses composantes nous intéresseront en particulier : le sous-développement et le développement local. Dans un second temps le concept de réseau et les liens de celui-ci avec le territoire seront abordés. À l'aide de ces concepts, nous pourrions mieux comprendre les réalités du continent africain.

2.1.1 Le développement, le sous-développement et le développement local

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, la géographie, de même que les sciences humaines vivent un bouleversement majeur. En effet, c'est à cette époque que la méthode inductive est remise en question. Plusieurs innovations viennent changer la donne et engendrent ce changement. L'apparition des premiers ordinateurs est

un de ces moments marquants. Ils sont l'illustration de la montée en importance du quantitatif sur le qualitatif. La nouvelle ère est celle des modèles soit des théories bien définies et structurées. C'est ainsi que la méthode hypothético-déductive gagne en popularité dans le milieu scientifique, pour faire place à la «nouvelle géographie» (Klein, 2010 ; Scott, 2000).

En économie, on voit apparaître un intérêt croissant pour les phénomènes de développement et de sous-développement. Une théorie qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de ce travail est celle développée par Walt Whitman Rostow sur la théorie du développement par étapes, élaborée au début des années 1960 (Rostow, 1960). Le contexte de guerre froide a définitivement influencé cet économiste qui est en désaccord avec le socialisme montant à cette époque. Son analyse est linéaire, de sorte qu'elle conduit à une trajectoire à suivre avec un ordre précis pour atteindre le développement. Le développement comporterait ainsi cinq étapes bien précises. Elles comprennent chacune différents indicateurs qui déterminent la position d'un État dans cette logique, économique, politique, spatiale, etc. Lorsqu'elles sont suivies à la lettre et qu'un État passe d'une étape à une autre, le développement devient possible selon cette approche. Les territoires sous-développés sont donc dans cette situation puisqu'ils n'ont pas suivi ces étapes ou ils n'en sont qu'aux premiers pas. Ils se doivent donc de suivre la trajectoire déjà entreprise par ceux qui sont développés. L'importance de Rostow réside en l'influence qu'il aura sur les politiques internationales qui ont suivi. Toutefois, ces étapes du développement ont été fortement critiquées par les tenants du courant radical, que l'on abordera plus loin, mais plus important encore, seront particulièrement démenties par les faits. Les tentatives de développement s'inspirant de cette théorie ont été majoritairement infructueuses (Klein et Lasserre, 2006).

François Perroux, économiste également, va quant à lui se pencher sur la concentration du développement, ce qui l'amena à sa théorie des pôles de croissance. Comme il l'explique lui-même, «la croissance n'apparaît pas partout à

la fois ; elle se manifeste en des points ou pôles de croissance, avec des intensités variables ; elle se répand par divers canaux et avec des effets terminaux variables pour l'ensemble de l'économie» (Perroux, 1955 : 27). Son analyse se base sur l'économie régionale. «La politique régionale et d'aménagement peut, selon Perroux, favoriser ce type de croissance [régionale]» (Lévy et Lussault, 2003 : 708). Ce constat influencera par la suite les planificateurs qui cherchent à créer des pôles qui concentrent le développement (Klein et Lasserre, 2006).

Le sous-développement

Un courant particulièrement opposé à la vision de Rostow et à celle de Perroux émergea ensuite dans les sciences humaines : le courant radical. Il met l'accent sur les causes structurelles du sous-développement. Découlant de l'analyse marxiste qui prend de l'importance dans ces années, ce courant se base sur des principes tels que la présence de rapports de domination, les échanges inégaux ainsi que l'importance de l'histoire. Géographiquement parlant, selon le milieu, les rapports des forces en présence influencent le développement, ou plutôt, ils empêchent la sortie du sous-développement. Également, les structures internes, donc les élites, sont pointées comme responsables puisqu'elles sont favorisées à l'instar de la majorité. Yves Lacoste aborde ce thème en parlant de «minorités privilégiées». Il affirme que «la décolonisation et l'indépendance des États n'ont pas mis fin à cette orientation des minorités privilégiées vers les pays «occidentaux» » (Lacoste, 1985), qui cherchent donc à satisfaire leurs intérêts personnels plutôt que ceux de leur société.

Dans une même optique critique, des auteurs comme Raul Prebisch et Samir Amin ont développé l'approche centre-périphérie (Klein et Lasserre, 2006). Celle-ci postule que «par le jeu de la libre concurrence, des investisseurs et des prêts bancaires, les pays développés, au centre du système, sont en mesure d'accumuler toujours plus de richesse aux dépens des pays qui se «sous-développent» en périphérie» (Gélinas, 2000). Cette relation structurelle n'est toutefois pas

nécessairement permanente, c'est du moins ce qui est avancé «[d]ans les années 1970, [où] Immanuel Wallerstein épaissit et élargit le concept en lui donnant une ampleur géo-historique, dans l'esprit de Fernand Braudel : les centres et les périphéries peuvent changer, on peut trouver des intermédiaires (les «semi-périphéries») relativement stables» (Lévy et Lussault, 2003 : 142). Cette structure n'est donc pas déterministe, elle peut être nuancée.

Un autre thème important est la notion de tiers monde. Inspirée par Alfred Sauvy en 1952, elle fait son chemin dans les milieux intellectuels. Elle est définie comme une «[e]xpression désignant l'ensemble des pays sous-développés» par Yves Lacoste (Lacoste, 2003 : 383), un auteur qui reprendra ce terme maintes fois, mais qui n'hésite pas à le nuancer. Le débat est ouvert dans les années 1980 sur le bien fondé de cette définition englobante de ces États dont les conditions de vie sont mauvaises. Ce sont les tiers-mondistes et les anti-tiers-mondistes qui s'affrontent. Lacoste, géographe fondateur de la revue de géographie et de géopolitique *Hérodote*, se faisait le défenseur du tiers-mondisme, sans toutefois se priver d'une perspective critique à l'égard de certains tiers-mondistes. Son argumentation concernant l'importance de la reconnaissance du mouvement tiers-mondiste se base essentiellement sur un appel à augmenter l'aide considérée comme fortement nécessaire sur l'ensemble du territoire représenté par le tiers monde, malgré la diversité des trajectoires des États qui le constituent (Lacoste, 1985 : 144).

Le développement local

Le concept de développement s'est donc transformé au cours des dernières décennies, suivant les tendances théoriques mondiales en changement constant comme on l'a vu ci-haut. Traitant d'abord des aspects seulement économiques, son but s'est élargi avec la prise de conscience de l'échec de la main invisible sur les communautés et de la nécessité d'agir sur plus d'aspects, à d'autres niveaux. Il est aujourd'hui considéré par plusieurs auteurs comme un processus

d'amélioration des conditions de vie, tant sociales qu'économiques, d'un individu ou de communautés locale, régionale, nationale et internationale. Diverses échelles peuvent donc être observées dans l'analyse du développement. Dans le cadre de ce travail, une attention particulière sera portée à l'échelle locale (voir Tremblay, Klein et Fontant, 2009).

Partant de la définition de développement, le développement local suit le même principe, tout en y ajoutant une dimension spatiale. Le Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés le définit comme étant

le fruit d'une relation réussie entre, d'une part, des politiques institutionnelles locales, souvent régionales, et, d'autre part, des entrepreneurs porteurs d'initiatives, bien insérés dans le tissu social local et capables de mettre en œuvre des compétences souvent anciennes (Lévy et Lussault, 2003 : 247).

Le contexte de crise qui affecta les années 1970 remit en question les pouvoirs des États à prendre en charge les besoins de leur population, plus particulièrement dans les pays en développement. La décentralisation du pouvoir, insérée ou non dans un cadre législatif, engendra une multitude d'actions locales. À la lumière de ces prises en charge, le milieu dans lequel s'insèrent ces actions est essentiel à comprendre. C'est du moins ce que dit la théorie des milieux novateurs. Cette théorie postule que «le territoire n'est plus un simple contenant où viennent s'inscrire les mécanismes économiques, mais plutôt un facteur participant à leur mode d'organisation et à leur dynamique» (Vachon et Lemieux, 1996). Ses concepteurs, P. Aydalot et D. Maillat, du Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI), viennent ainsi intégrer «le potentiel innovateur régional et le concept de développement local, [qui] donnera ensuite à la région sa spécificité dans la croissance économique» (Bailly, 1994). Ce thème sera repris par un collègue du GREMI, Camagni, qui définit que «la relation «milieu» maille l'entreprise à son environnement proche» (Stöhr, 2003) tout en y ajoutant «que les

réseaux plus étendus la mettent [l'entreprise] en relation avec des partenaires qu'elle sélectionne dans un environnement opérationnel plus vaste» (Ibid.). C'est donc ici de réseaux et de nœuds dont il est question. Ces derniers étant de plus en plus considérés dans la recherche géographique.

Son imbrication au territoire

La formulation de conventions est également une réalité importante à considérer. En effet, le cadre structuro-fonctionnaliste qui prédominait à une autre époque, qui signifie que le sens des actions est donné par la place qu'occupe un individu dans une société, a perdu de l'importance. Ce qui a remplacé cette régulation se formule aujourd'hui comme un accord entre acteurs sur ce qui est bien et ce qui ne l'est pas, une convention. Sa compréhension est essentielle selon Storper (Storper, 1997). Son analyse permet de comprendre les modes d'action. Toutefois, le processus de formation d'une convention n'est pas nécessairement applicable à plus d'une situation, «la reproduction et l'imitation de ces relations [entre acteurs] et conventions demeurent difficiles, lentes, très coûteuses et minées de risques d'échec» (Ibid. 1997 : 13).

Un milieu d'émergence favorable au développement n'est toutefois pas garant de la réussite économique d'un territoire. La relation qu'une action locale entretient avec les institutions constitue un facteur à ne pas négliger. C'est du moins ce que des auteurs affirment sur la question (Friedmann cité par Stöhr, 2003 ; Sanyal, 1999). Ils soutiennent que sans l'appui des instances politiques, une action visant le développement n'est qu'«une façon de soulager la pauvreté» (Stöhr, 2003 : 131). L'optimisation de l'action n'est donc pas évidente pour eux sans l'appui du politique et les résultats en sont affectés. La relation est essentielle, principalement pour l'apport qu'elle pourrait avoir en favorisant la mise en place d'un environnement politique favorable, par le biais de la planification ou encore de la participation via des moyens financiers.

L'implication des ONG n'est également pas à négliger dans le processus du développement. Elles sont fortement impliquées dans le développement en général, et dans le développement local en particulier. Le lien avec le développement local s'est fait avec une montée en importance de l'informel dans les années 1970, où tous deux se rejoignent sous plusieurs aspects. L'auteur Sanyal note ces similitudes : détachement institutionnel, proximité à la population locale et finalement distance face aux partis politiques (Sanyal, 1999). Sous cette couverture de mariage réussit résident tout de même des limites. En effet, si l'on se réfère à l'importance du rapport avec l'institutionnel dans le processus de développement, le détachement des ONG peut représenter une de ses limites puisqu'il peut engendrer un manque d'implication de ces instances. Le manque de coopération entre ces organismes est également un point qui a été souligné, entre autre par Sanyal (Ibid.). Avec une bonne communication, il est possible de s'inspirer de l'expérience des autres pour bénéficier de leurs apprentissages. Cet aspect pourrait être amélioré du côté des ONG. Ils ont donc encore du chemin à faire afin de maximiser leur efficacité.

La dynamique du développement local se caractérise donc par une diversité d'acteurs impliqués, l'État, les ONG et les communautés entre autres, lesquels oeuvrent à plusieurs échelles. L'auteur Stöhr y voit l'imbrication d'actions à l'échelle des localités ou des régions, dans un contexte national et mondial (Stöhr, 2003 : 134). Nous privilégierons l'échelle micro locale, considérant le territoire d'intervention des projets que nous étudierons.

2.1.2 Les réseaux

Les réseaux font partie intégrante du quotidien. Ils sont formés par des interconnexions et des nœuds. La formation de réseaux est inévitable pour tout individu vivant en communauté, la vie de groupe nécessitant des échanges relationnels de toutes sortes pour son bon fonctionnement. Les réseaux en général

peuvent être de diverses natures : sociale, économique et politique, pour ne nommer que celles-là. Les réseaux sociaux sont une illustration des interactions qui ont lieu entre personnes, tant dans la famille qu'à l'extérieur de la sphère privée. Les réseaux économiques définissent spécifiquement les relations faites dans le cadre des marchés de vente, d'achat, d'investissement, de placement et toute autre action du genre. Pour ce qui est des réseaux politiques, ils illustrent la hiérarchie institutionnalisée. On peut y inclure les structures associatives qui ont un pouvoir d'influence décisionnel, celles dont les propositions sont tenues en compte, par obligation ou par considération réfléchie, lorsqu'il est question de faire un choix.

Avec l'avènement d'une multitude de nouvelles technologies, les réseaux sont de plus en plus complexes et diversifiés. La communication étant étendue au-delà des territoires physiques, des liens interpersonnels, inter financiers, et autres peuvent être construits de partout. Cette effervescence a retenue l'intérêt des chercheurs dans la décennie 1990 et 2000. Plusieurs modèles ont été créés afin d'illustrer ces réseaux. Manuel Castells parle d'une entrée dans «la société en réseaux» (Castells, 1998). Ce foisonnement de recherches a également eu pour effet de revoir la notion de territoire en y intégrant dans des recherches le concept de système réticulaire. Le territoire amène en effet une proximité et on ne peut nier son impact, même dans un monde très technologique. On parle alors de «[l']approche territoriale de la notion de capital social» (Wiesinger, 2007 : 32) qui soutient que «le territoire est plus qu'une simple convention sociale et l'ancrage dans un lieu est toujours valorisé» (*Ibid.* : 32).

Habiter la même communauté rapproche ainsi les individus, mais il y a des personnes qui occupent un même espace physique mais entre qui il n'y aura pas de relations. Pour expliquer ces formations de réseaux entre personnes ayant des affinités, on parlera de proximité relationnelle. C'est ce que les auteurs Bouba-Olga et Zimmermann appellent «la double nature, spatiale et non-spatiale de la proximité» (Bouba-Olga et Zimmermann, 2004). Il est ainsi de mise lorsque l'on

s'intéresse aux réseaux de comprendre non seulement les déplacements, mais également de faire «une analyse de la dynamique collective résultant des interactions des acteurs au sein de cette structure» (*Ibid.*, p.6). Comme le mentionne de plus Zimmermann, on «se doit de considérer des agents hétérogènes et par conséquent de repenser les singularités individuelles et sociales» (Zimmermann, 2008 : 111).

Il devient également pertinent lorsqu'on s'intéresse au développement local, de cibler les interactions (Tremblay, Klein et Fontant, 2009). Les acteurs de ces interactions sont considérés comme étant des agents de réseaux. Ils sont l'élément déclencheur des réseaux puisque sans leurs actions, les réseaux n'existeraient pas. Les interactions qu'ils engendrent nous permettent, lorsqu'on s'attarde à leur point de départ et de destination, de comprendre à quelles échelles elles ont eu lieu. Cette information peut nous aider à voir s'il y a une conscience locale déjà établie. Cette conscience de l'importance des liens locaux peut par la suite engendrer une chaîne de développement à l'intérieur d'une communauté. Un outil de mesure a été défini à partir du constat de la chaîne de développement économique. Il s'agit du multiplicateur keynésien. Ce multiplicateur énonce comment un investissement rend possible un enrichissement progressif d'une personne à une autre. La restriction qui se pose est que la multiplication sera effective tant et aussi longtemps que l'argent sera dépensé, et qu'il le soit localement. Les auteurs Woller et Parson l'illustrent bien dans un contexte de microcrédit vis-à-vis de la collectivité entière dans l'extrait qui suit:

This represents a fresh injection of spending, which in turn creates additional demand for local goods and services. In doing so [projects of microfinance], the MFI [(microfinance institution)] creates employment and income for Person A. Person A next spends her income on goods and services, thus creating additional demand that results in employment for Person B. Person B in turn spends her income, and on it goes (Woller et Parsons, 2002 : 136).

Il s'agit donc d'une mesure qui s'avère essentielle à mettre en lumière dans le contexte qui nous intéresse.

On peut également noter des interactions dans le cadre de la formation de réseaux qui peuvent engendrer du développement social. On parle dans ce cas-ci notamment de l'empowerment des femmes, qui constitue un objectif social de la microfinance. Comme le mentionne Stromquist, «empowerment must mean the set of feelings, knowledge, and skills that produce the ability to participate in one's social environment and affect the political system» (Stromquist, 2009 : 2). Ainsi, participant aux réseaux, les agents de réseaux amplifient leur pouvoir politique, donc par conséquent leurs voix sont considérées dans les choix de la vie courante, ce qui n'était pas le cas auparavant, ou du moins, il l'est par la suite dans une plus grande mesure.

Ces réflexions et ces liens de réseaux et de développement ont mené à un foisonnement d'idées par rapport à l'effet de la microfinance. Ils sont en effet liés à l'étude de l'impact sur le développement local de ce type de projet. Trois questions ont été dégagées de ces idées afin de cibler notre recherche.

1. Comment les expériences passées favorisent-elles l'acceptation de la microfinance par la communauté et sa participation aux projets?
2. Quels sont les éléments mis en place par l'IMF permettant d'implanter des réseaux pérennisant les projets des participants et favorisant un développement local durable?
3. De quelle façon ces réseaux contribuent-ils aux rapports de proximité favorisant la pérennité des effets des projets?

Notre recherche pose l'hypothèse que les réseaux qui sont créés par l'implantation et la continuité des projets de microfinance engendrent du développement social et économique. De plus, nous considérons que le contexte de la communauté accueillant le projet, ainsi que les liens entretenus entre la population et l'institution implantant le projet influencent la réussite non seulement du projet, mais du potentiel de développement.

2.2 Démarche méthodologique

Nous présenterons dans les lignes qui suivent l'approche méthodologique choisie pour notre recherche, les raisons nous ayant menée au choix de notre terrain d'étude, et, finalement, la méthode de collecte des données que nous analyserons.

2.2.1 Approche méthodologique

La présente étude chevauche la recherche fondamentale et l'évaluation d'impact. Elle veut mesurer l'effet d'un projet tout en vérifiant les hypothèses postulées. Il s'agit d'une démarche hypothético-déductive de type descriptive-explicative, qui cherche à définir comment fonctionnent les projets et ses acteurs. L'aspect évaluatif concerne l'analyse de la portée des projets à l'étude.

2.2.2 Sélection du site à l'étude

Il a été important pour atteindre nos objectifs de sélectionner un projet ayant déjà eu lieu. Nous avons choisi un projet qui a déjà été amené à terme dans trois villages et qui, au moment de notre recherche, était mené dans un quatrième village. Ce choix a permis d'ajouter un aspect participatif à notre démarche. Le terrain choisi pour illustrer l'impact du microcrédit sur le développement se situe en Afrique de l'ouest à quelques kilomètres de Bamako, capitale du Mali. Pays

riche en projets de développement des communautés, cet État africain demeure l'un des plus pauvres de la planète. Il est donc d'autant plus essentiel dans ce contexte de s'assurer que les impacts des projets soient maximisés.

2.2.3 Méthode de collecte de données

La collecte de données, d'une durée de trois mois, s'est effectuée dans les quatre villages dont il a été question ci-dessus, Soundougouba, Tiema, Massaoni et Farakan, situés dans la région de Baguineda-Camp. Elle a eu lieu entre février et mars 2009.

Pour obtenir l'information nécessaire à notre recherche nous avons d'abord réalisé des rencontres collectives dans chaque village étudié avec des femmes qui avaient une expérience de participation dans le projet de microcrédit. Les entretiens ont eu lieu à l'aide d'un guide d'entretien (voir Annexe A).

La maîtrise des expressions de base dans la langue locale a facilité l'approche des femmes, de même que le passage dans les années passées de groupes de stagiaires québécois dans chacune de ces communautés. Le traducteur fut également un élément clé de l'ouverture de la population. Natif de la région, il avait été impliqué dans la mise en place du projet dans son village en 2005, de même qu'acteur de premier plan dans le projet prenant place en 2006. Il est également actif sous plusieurs plans dans les regroupements citoyens depuis de nombreuses années, notamment dans les associations de production agricole et l'association des femmes de Baguineda-Camp.

Pour le village de Farakan, la mobilisation fut plus simple, les femmes ayant préalablement connu l'auteure l'été précédent et du fait qu'elle résidait dans ce village au moment de la recherche. Dans ce village, la rencontre a eu lieu un jeudi, un moment que les femmes associaient aux formations en microcrédit puisque

c'est le moment qui avait été utilisé lors de la mise en œuvre du projet. Un peu plus d'une trentaine de femmes se sont présentées pour discuter et répondre aux questions.

Pour les trois autres villages, des entrevues exploratoires étaient nécessaires, sous forme de visites de courtoisie, pour informer les responsables du village, préparer les rencontres et pour sélectionner le meilleur moment pour les tenir. Le chef des villages ont également été rencontrés pour connaître leur vision des choses et avoir leur appui. Les vendredis matins se sont avérés le moment approprié. Une vingtaine de femmes furent ainsi interrogées dans chacun de ces trois villages. Ce furent principalement les vieilles femmes influentes qui se présentèrent. Selon l'agent de terrain et les observations passées, même si plus de jeunes femmes avaient été présentes, par hiérarchie, elles ne se seraient pas exprimées.

Des discussions seule à seule avec des femmes tenues entre janvier et avril 2009 ont également permis de recueillir des informations qui n'avaient pas été obtenues dans les rencontres collectives. Ce type de collecte de données est plus intime et amène une plus grande ouverture de la part des femmes, qui se confient en toute liberté. Il est également pertinent de noter que ces échanges n'ont pu avoir lieu qu'à la suite de la maîtrise plus fine de la langue locale par l'auteure. En effet, ils se sont déroulés sans l'aide du traducteur.

Il est à noter que des événements ont aidé à valider des informations obtenues lors des rencontres collectives et des entretiens individuels. Nous avons pu assister au remboursement des prêts dans un village qui a eu lieu en mars 2009, nous permettant d'observer concrètement son déroulement. Un autre événement auquel nous avons pu assister a été la journée où l'agente en charge de la coordination des projets de l'ONG canadienne est venue s'assurer du bon déroulement des actions financées, lors de sa visite annuelle en mars 2009. Elle a questionné les participantes de tous les villages pour connaître leur degré de satisfaction afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs.

Notons que, pendant la collecte de données, nous avons eu à faire face à plusieurs imprévus. En Afrique, il est fréquent que des événements inscrits dans la vie quotidienne surgissent sans prévenir, ce qui provoque l'annulation d'une rencontre par exemple. Ce fût le cas à quelques reprises dans le cadre de cette recherche. Le problème du transport a également été un facteur d'annulation de rencontres.

Nous avons néanmoins réussi à réaliser six rencontres collectives et dix-neuf rencontres individuelles. Cela nous a permis de rencontrer quatre-vingt-dix femmes de différents milieux, mais principalement de zones villageoises, et vingt-cinq hommes impliqués de multiples façons dans les projets à l'étude, ce qui est un échantillonnage suffisant pour obtenir des réponses valables permettant la vérification de nos hypothèses.

Nous avons utilisé plusieurs guides d'entretien. Les questions incluses dans ces guides ont été inspirées par les questions clés soulevées pour l'étude d'impacts du Fonds d'équipement des Nations Unies (Figure 2). Ces questions nous suggèrent qu'il est possible d'élaborer une démarche de recherche d'impacts sociaux et non pas seulement économiques.

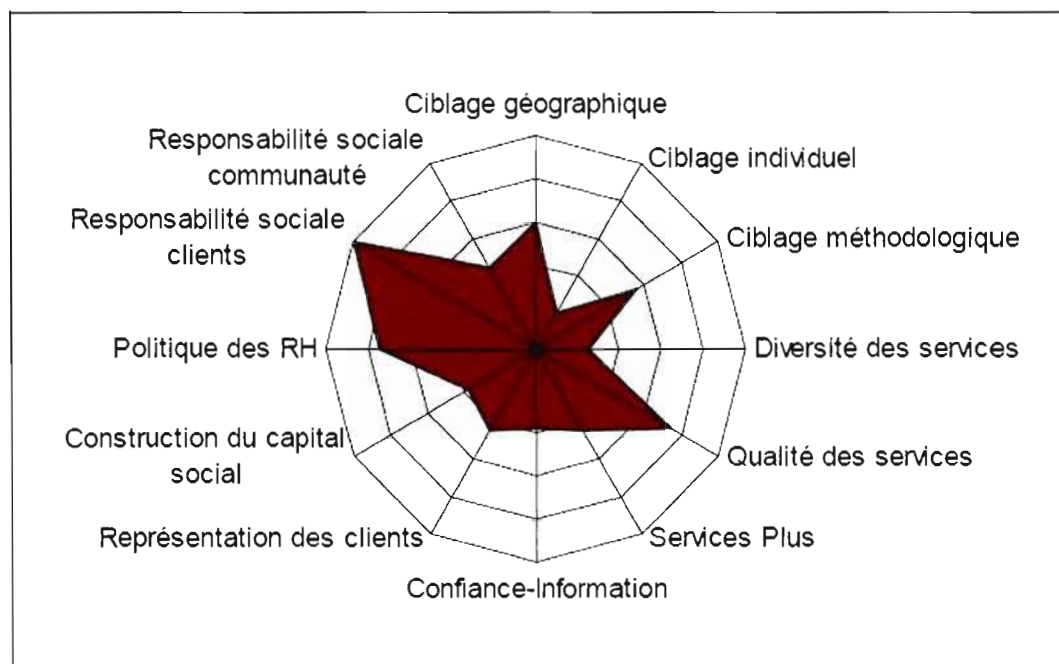
Figure 2 : Questions clés du Fonds d'équipement des Nations Unies

Domaines d'impact	Questions clés pour l'évaluation
Domaine d'impact 1 Réduction de la pauvreté	Y a-t-il eu des changements positifs dans la vie des individus et des communautés en termes, en autres, de réduction de la pauvreté et d'émancipation grâce à l'accès amélioré aux services financiers résultant des interventions appuyées par le FENU ?
Domaine d'impact 2 Pérennité institutionnelle	Les IMF offrent-elles des services à des clients pauvres sur une base pérenne? Quelle preuve existe-t-il que l'appui du FENU aux IMF les a renforcées et les a pérennisées ?

Sources : (Fonds d'équipement des Nations Unies, 2003)

Les questions ont également été fortement influencées par l'outil d'évaluation de performance sociale élaboré par le Comité d'échanges, de réflexions et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit (CERISE) (Figure 3).

Figure 3 : Outil d'évaluation de performance sociale du CERISE



Sources : (Comité d'échanges de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit, 2005)

2.2.4 Méthode d'analyse

Toutes les informations recueillies lors de la collecte de données ont été minutieusement notées. Lors des rencontres de groupe, les réponses aux questions ont été transcrites *in situ*, ne disposant pas d'une enregistreuse pour des raisons techniques. La relecture a permis par la suite de faire ressortir des tendances des éléments notés d'une rencontre à une autre. Une grille d'analyse a été essentielle lors de la relecture pour bien répartir les informations et les schématiser. La grille d'analyse est présentée en Annexe B. Elle est composée de différents indicateurs nous permettant de répondre aux questions de recherche. On voit d'abord la diffusion, la perception et la confiance comme indicateurs. Ensuite, la grille permet de se pencher sur les services financiers, les services de soutien, les projets réalisés et l'implication du répondant dans le projet. Les derniers indicateurs font ressortir les réseaux économiques, les réseaux sociaux, les réseaux politiques, le

développement local économique et le développement local social. Les questions présentées un peu plus tôt que l'on peut retrouver à l'Annexe A ont guidé les entretiens.

Les éléments théoriques issus de la recherche documentaire qui ont été présentés jusqu'à maintenant permettront de valider les informations recueillies et de les associer à une démarche scientifique. Pour ce qui est de la présentation des résultats, nous présenterons d'abord au prochain chapitre un portrait des communautés à l'étude. Cette mise en contexte nous permettra d'effectuer un constat du besoin de développement dans un premier temps et de dégager leur expérience en matière de projets de développement dans un deuxième temps. Nous nous pencherons par la suite sur les projets dans les communautés, en présentant leurs différentes composantes et les impacts engendrés. Par la suite, nous ferons ressortir de cette description les réponses à nos questions de recherche à travers l'analyse des informations recueillies.

CHAPITRE III

LE CAS DES VILLAGES DE LA COMMUNE DE BAGUINÉDA-CAMP

Afin d'illustrer le déroulement du développement local à partir de l'implantation d'un fonds de microcrédit, nous présenterons dans les lignes qui suivent l'exemple des projets qui ont pris place dans la commune de Baguineda-Camp, au Mali. Riches d'une société civile forte et participative, les villages dont il est question évoluent dans un milieu rural, mais sont influencés par la ville puisqu'ils sont à moins de cinquante kilomètres de la capitale. Les problèmes touchant leur territoire sont divers, mais bien représentatifs de l'ensemble du territoire national, principalement lorsque l'on parle d'un milieu agricole vivant des difficultés économiques importantes.

À cet escient, nous exposerons les différentes dimensions qui caractérisent le Mali en général et sa région qui nous intéresse en particulier. La présentation des projets de développement et du noyau communautaire de la région de Baguineda-Camp nous permettra par la suite de bien comprendre les difficultés que l'on tente d'atténuer avec des solutions concrètes et la nécessité de poursuivre dans cet élan de coopération. La table sera ainsi mise afin d'expliquer sous toutes ses facettes le projet de Femmes et microcrédit. Puis nous terminerons ce chapitre avec des conclusions qui peuvent être tirées des impacts du projet sur le développement.

3.1 Le Mali et la commune rurale de Baguineda-Camp

Au Mali, il est estimé que près de 70% de la population vit en milieu rural (Economist intelligence unit, 2008). Cette même proportion vit de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. En effet, «[l]e secteur agricole participe à hauteur de 45 % à la formation du PIB, contribue pour près de 75 % aux recettes d'exportation et assure des revenus à près de 80 % de la population» (Département de l'agriculture et de développement rural, 2005), il s'agit donc d'un secteur non négligeable. C'est ainsi que la majorité de la population travaille la terre et c'est principalement d'une agriculture sur de petites superficies dont il est question, les agriculteurs ayant des moyens techniques peu mécanisés pour la culture.

Malgré cette prédominance rurale, on y dénombre quelques milieux urbains. Ces agglomérations sont le résultat de l'arrivée de nombreux migrants ruraux. Cette attractivité a engendré au cours des décennies 1980 et 1990 une augmentation de la population urbaine. Pour la période de 1976 à 1998, la population urbaine a évolué de 16,8 à 26,96% (Partenariat pour le développement municipal, 2004), ce qui n'est pas négligeable. Actuellement, les projections vont dans le sens de la progression de ce phénomène avec le plus haut taux prévu pour l'Afrique de l'ouest pour la période 2005-10, avec 4,7% d'augmentation projetée en cinq ans (Economist intelligence unit, 2008).

Le principal noyau urbain du pays qui nous intéresse est la capitale, Bamako. Elle «concentre entre 60 et 75 % des industries nationales et contribue à hauteur de 86,3 % à la valeur ajoutée du Mali» (Partenariat pour le développement municipal, 2004). Bamako n'est pourtant pas la seule ville, il y en a d'autres, mais de taille beaucoup plus modeste. À titre de comparaison, la deuxième ville la plus peuplée, Sikasso, avait une population de 225 753 habitants en 2009 contre les 1 809 106 habitants de Bamako (Institut national de la statistique Mali, 2009). La décentralisation est jeune au pays, le Mali sortant d'un long régime de dictature au

début des années 1990. Ainsi, ce que ce passage de dictature à démocratie peut entraîner concrètement sur le terrain c'est une décentralisation du pouvoir du centre vers la périphérie. Pour ce qui est de la gestion territoriale, la division communale malienne a connu un changement important dans les dernières années. En 1999, le Mali a modifié son nombre de communes, passant de 19 uniquement urbaines à 703 communes qui s'étendent sur tout le territoire du pays (Association des municipalités du Mali, 2006). Cette réforme administrative a permis la présence d'élus à une échelle plus accessible pour la population rurale, les communes étant administrées par des conseillers élus et un maire nommé parmi ces conseillers à la suite des élections.

Le Mali en général n'échappe pas à la grande diversité culturelle africaine avec bon nombre de groupes ethniques. Ce n'est donc pas surprenant lorsqu'on se rend compte que ce référent ressort quand on demande à un échantillon de Maliens à quel groupe social ils s'identifient principalement. En effet, à cette question, une majorité, 40% en 2001, répond en identifiant son groupe ethnique (Bratton, Massa et Fabiana, 2002). Toutefois, bien que cette identité soit forte, il n'y a pas sur ce territoire de haine raciale marquée qui perturbe la sécurité civile et la paix sociale comme il y a eu, et il y a encore pour certains, dans d'autres États africains.

Le paysage physique quant à lui est caractérisé principalement par une végétation de type savane avec quelques forêts, dont des forêts protégées par l'État. Les forêts protégées sont une ressource utilisée par l'ensemble de la population. Elle l'est principalement pour la préparation des repas qui se fait à l'aide de charbon de bois (Economist intelligence unit, 2008), l'électricité ne desservant qu'une petite partie de la population. On peut noter une coupure entre le Nord et le Sud du Mali. L'utilisation du sol est différente, le Sud connaissant des conditions plus favorables à l'agriculture que le Nord désertique. Dans la région de la capitale et aux alentours, ce que l'on considérera ici comme le Sud, les conditions climatiques ainsi que la proximité des cours d'eau permettent deux récoltes principales. Il y a l'hivernage, qui est une période qui s'étend de juin à septembre,

et la contre-saison, qui dure des mois de janvier à avril. Les deux saisons sont propices à la culture, toutefois, des conditions défavorables surviennent à l'occasion, de sorte que les récoltes sont soumises aux aléas climatiques et humains.

Les villages à l'étude sont situés dans la partie sud du pays, dans la région de Koulikoro, une des huit régions du Mali. Cette région compte sept cercles : Kangaba, Kati, Kolokani, Nara, Banamba, Koulikoro et Diolla. Son territoire enclave la capitale, mais cette dernière est considérée une entité distincte administrativement, nommée le district de Bamako. La région de Koulikoro compte 2 418 305 habitants (Institut national de la statistique Mali, 2009). Fidèle au portrait général du pays, sa population vit à majorité de l'agriculture. Le fleuve Niger ainsi qu'un canal d'irrigation traversent le territoire de Koulikoro, qui représentent les deux sources hydriques importantes de ce territoire.

La commune qui est le théâtre des expériences qui nous intéressent est celle de Baguineda-Camp. Elle s'insère dans le cercle de Kati, où l'on dénombre une population de 948 128 résidents (*Ibid.*). Elle est la première commune à l'est de celles de la ville de Bamako. Baguineda-Camp, situé à une trentaine de kilomètres de la capitale, a une superficie de 3000 ha (Département de l'agriculture et de développement rural, 2005). La commune a une population de 58 661 en 2009 (Institut national de la statistique Mali, 2009), le tout réparti dans 32 villages. Son village principal, Baguineda, compte 6000 habitants (Association Kolomba-Mali, 2007).

La commune est délimitée par le fleuve Niger et est traversée par le canal d'irrigation mentionné ci-haut. Le fleuve regorge de ressources pour les communautés vivant à ses abords. La pêche est l'activité de la majorité des riverains. Il y a d'ailleurs sur le territoire de Baguineda-Camp une coopérative de pêcheurs et deux organisations affiliées à cette occupation. Le fleuve est également utilisé, dans une moindre mesure, pour l'activité économique

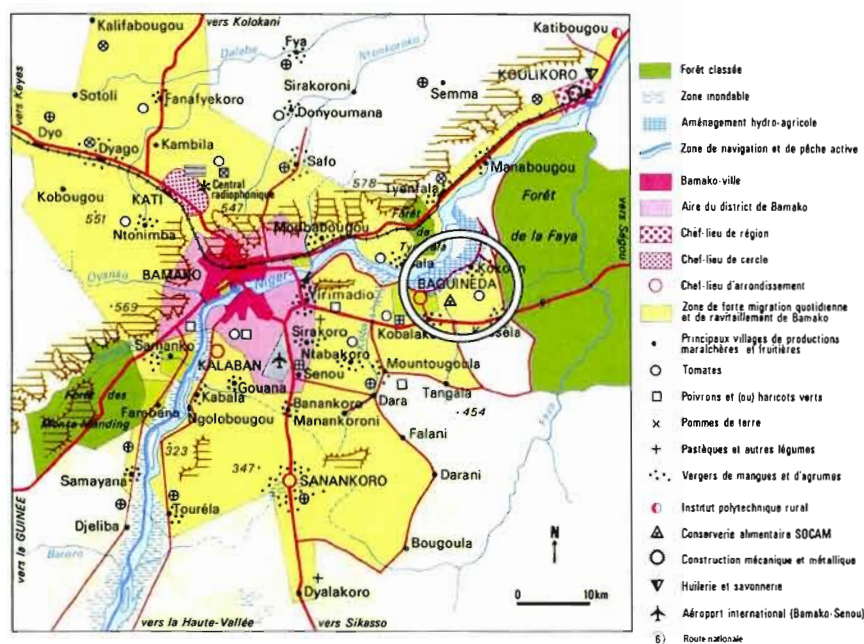
d'extraction du sable. Les locaux sont impliqués dans ce travail, mais les gestionnaires sont d'origines diverses, principalement de la capitale, détenant les moyens financiers de défrayer les coûts de transport de la matière extraite. Le canal d'irrigation, long de 37 kilomètres (Département de l'agriculture et de développement rural, 2005), est également riche en poissons. Son utilité principale est toutefois de permettre le lien entre les puits et les réseaux de canalisations locaux des villages qui bordent ce cours d'eau. À l'aide de cette ressource hydrique, les populations peuvent cultiver divers produits. Le canal a également une utilisation communautaire non officielle, d'abord par les femmes qui y lavent les vêtements en groupe et ensuite par les enfants qui s'y retrouvent en masse pour s'y baigner.

La commune de Baguineda est qualifiée de grenier de Bamako en raison de ses nombreuses cultures et de sa proximité à la capitale. Plusieurs céréales et produits maraîchers y sont cultivés. La culture du riz, du mil, du maïs, des mangues, des tomates et du chou en sont quelques exemples. L'élevage d'ovins, de caprins et de bovins est également très répandu dans cette région. Il est l'activité d'une grande majorité de la population. Pratiquement toutes les familles possèdent une petite quantité de bêtes. Cela permet entre autres un revenu supplémentaire lors de la revente de l'animal et de la viande disponible lors d'événements festifs. Quelques petites communautés vivent de l'élevage bovin et de la vente de lait de vache, mais elles sont une minorité. La majorité des villageois de Baguineda-Camp possèdent quant à eux quelques bœufs seulement destinés au travail en champ, la mécanisation du travail étant presque absente et peu répandue car trop coûteuse.

Différents paysages se côtoient sur le territoire de la commune. Il y a d'abord le chef lieu de cette division administrative, le village de Baguineda (Figure 4), où l'on retrouve la mairie, une clinique de santé et d'autres services. Il y a ensuite les villages situés le long de la route nationale no 6 qui relie Bamako à la ville de Segou ainsi qu'à d'autres villes du Nord du pays. Ces villages vivent une dynamique particulière en raison de la grande quantité de personnes qui affluent

quotidiennement. En effet, les autobus et autres moyens de transport collectifs font des arrêts à chacun des villages pour que les passagers consomment les différents produits vendus par des marchands ambulants. La troisième et dernière division est constituée des villages agricoles à l'intérieur des terres, qui sont pour leur part très peu desservis par les services, situés à proximité du canal d'irrigation ou du fleuve. Les villages à l'étude font partie de cette dernière catégorie. Ils sont tous situés à une courte distance du canal et de la route qui le longe. Il s'agit de Soundougouba, Tiema, Massaconi et Farakan.

Figure 4 . Bamako et sa région : localisation de Baguineda



Source : (Traore, 1981)

La formation de ces entités villageoises à cet endroit est récente. Leur histoire est liée à la mise en place du canal d'irrigation, laquelle s'inscrit dans un effort de mise en valeur des territoires maliens au début du 20^e siècle. C'est ainsi qu'en 1926 le canal est achevé par l'autorité coloniale française de l'époque (Département de l'agriculture et de développement rural, 2005) par l'entremise d'un organe nommé l'Office du Niger. L'Office du Niger, largement critiqué à

l'époque, avait pour objectif de mettre en valeur les territoires le long du fleuve Niger partout sur le territoire malien (Djibril ; Dejou, 1997). Le canal sur le territoire de la commune de Baguineda-Camp fût mis en place pour amener des travailleurs sur ce territoire afin de cultiver ses terres.

Ce peuplement engendra le déplacement de communautés préexistantes localisées dans d'autres régions du Mali. On peut encore voir des traces de ce passé lorsque l'on sait que le village de Farakan compte une population qui est originaire de la région de Diola, située au sud-est de Bamako, où il y a encore un village qui se nomme Farakan. La date de fondation de Farakan sur le territoire à l'étude est fixée à 1934 (Savineau, 1937). La population de Massaoni est de la même origine. Sa date de fondation est la même, quoique cette population aurait été déplacée plus tôt, soit en 1924 (Ibid.). À la suite de ce déplacement, Massaoni comptait 724 habitants, mais une grande part de sa population aurait quitté dès les premières années puisqu'en 1935 on n'en comptait plus que 517 (Ibid.). Le village de Soundougouba, quant à lui, est là depuis 1930. Une caractéristique qui le distingue est la présence d'un marché. À l'époque et encore aujourd'hui, il y avait un marché le long de la route (Ibid.). Les débuts de Tiema ne sont pas connus, mais on situe sa fondation dans les années 1930.

Ces déplacements de population ont transformé les manières de vivre des communautés et soulevé certaines critiques, comme le mentionne l'auteure Savineau en 1937 «[c]e sont les femmes qui ne sont pas contentes : avant, elles ne travaillaient pas aux champs, et c'était mieux. Maintenant, elles doivent y aller, c'est obligatoire» (Ibid.). Lorsqu'elle interroge le chef du village, celui-ci lui répond : «Autrefois, nous cultivions des haricots, ici nous ne pouvons pas» (Ibid.). Ce fut une des critiques attribuées à l'Office du Niger, celle de ne pas avoir fait le suivi de l'adaptation au territoire.

Également, déjà l'expression communautaire était visible à l'époque de cette implantation et comme le mentionne Belime «[i]l ne lui [l'administration

coloniale française] avait pas paru excessif que les colons ainsi stabilisés puissent, en dehors des sociétés de prévoyance fonctionnant dans les Cercles administratifs, se regrouper en associations professionnelles, voire en fédération de ces associations pour l'amélioration de leurs exploitations et la défense de leurs intérêts» (Belime, 1955 : 37). Le mode associatif est donc ancré dans les mœurs de cette population.

3.1.2 Proximité de la capitale, mais ruralité

La proximité de Bamako influence cette région. À quelques dizaines de kilomètres seulement de la capitale, le transport collectif est quotidien pour se rendre à la ville. Nombre de familles ont des enfants qui habitent la capitale, soit à la suite de leur mariage ou pour les études. Les produits agricoles sont vendus dans des marchés hebdomadaires locaux, mais également dans les marchés quotidiens de la capitale. Les femmes, qui ont pour rôle la vente de ces produits, ont un réseau de contacts ou se déplacent elles-mêmes pour écouler leur marchandise. Il y a également un transport collectif disponible entre les différentes localités de Baguineda-Camp, ce qui facilite l'accès aux services tels que les soins de santé.

Toutefois, malgré cette proximité, le milieu rural est loin d'être desservi de manière adéquate par des services essentiels. L'électricité, outre pour quelques privilégiés qui sont situés aux abords de la route principale, est quasi-inexistante sur le territoire de la commune et, lorsqu'elle est disponible, les tarifs sont élevés et financièrement inaccessibles pour une majorité (Economist intelligence unit, 2008). L'eau courante n'est pas disponible, de même que le service des eaux usées. Les écoles ne suffisent plus à la demande. On estime à 53 le ratio d'élèves par enseignants sur le territoire de la commune (Projet de mobilisation des initiatives en matière de sécurité alimentaire au Mali, 2008), estimation qui exclut les nombreux enfants n'allant pas à l'école. Les cliniques de santé sont également

loin d'être accessibles pour une grande partie de la population de par leur éloignement. Il y a seulement deux services de santé principaux sur les 3000 ha de Baguineda-Camp. Les transports en commun offrent un service plusieurs fois par jour, mais ce service est trop coûteux pour les populations villageoises qui se déplacent plutôt en charrette tirée par un ou deux ânes ou encore à pied. De plus, à propos de la vente des produits, lorsque les femmes ne font pas elles-mêmes la vente, elles sont soumises à des intermédiaires qui empochent une somme importante (Association Kolomba-Mali, 2007). Cela réduit donc le profit possible pour elles. On dénote également une difficulté pour les femmes de liquider tous les produits maraîchers (Dia, 2009). En effet, on y produit beaucoup de fruits et légumes, mais le pouvoir d'achat de la population n'est pas suffisant pour les écouler.

3.1.3 Structures communautaires et projets de développement foisonnant, mais des résultats qui tardent à se manifester

Pour répondre à tous ces problèmes, on dénombre une grande quantité d'initiatives à diverses échelles qui visent le développement de la commune. Son territoire est riche en projets d'associations non gouvernementales. Il l'est également en projets du gouvernement. On pourra voir toutefois, comme pour ce qui est de la desserte du territoire en matière de services essentiels, que les projets n'ont pas réponse à tout et qu'il y a encore de grands manques.

3.1.3.1 Les ONG

Les organisations non gouvernementales sont nombreuses sur le territoire de Baguineda-Camp. Nous en présenterons deux en particulier dans cette section, Tanima 2000 et l'Association d'appui à l'auto développement communautaire (AADeC). Leurs actions vont dans le sens de l'empowerment politique et

économique des populations. Ces deux volets nous permettront de mieux comprendre les processus dont sont la scène les villages à l'étude.

3.1.3.1.1 Tanima 2000

Organisme sans but lucratif qui a vu le jour en 1993, Tanima 2000 emprunte son nom à un village de la commune de Baguineda-Camp où un de leurs projets a pris place en 2000. L'objectif principal de cette association est de «promouvoir des pratiques de développement durable au Mali» (Tanima 2000, 2008) avec des projets liés à l'éducation, à la santé, à l'économie et à l'environnement. Les actions de cet organisme ont été amorcées à la suite d'une évaluation de la pauvreté existante en milieu rural malien (Tanima 2000, 2008). Les acteurs principaux sont les fondateurs, dont l'actuelle présidente, Fanny Bréhard, les chargés de projet venus de France pour agir sur le territoire malien, les animateurs de projet originaires de la commune malienne dans laquelle prennent place les projets, ainsi que les bénéficiaires qui sont amenés à s'approprier les projets par le biais de responsabilités diverses.

Le projet qui nous intéresse plus particulièrement est le projet AKADI. Son objectif principal est de fournir des séchoirs solaires pour la transformation des fruits et légumes cultivés dans la commune. Les séchoirs permettent de transformer entre autres l'oignon et la mangue. Les femmes reçoivent les semences et l'engrais pour cultiver, qu'elles ont sous condition de remboursement à la fin de la saison à un faible taux d'intérêt. Elles font la récolte et se sont organisées entre elles pour mandater certaines participantes pour l'étape du séchage. Cette étape consiste à découper les produits, les mettre dans les séchoirs et les ramasser lorsqu'ils sont prêts. Rien ne se fait de façon isolée; les femmes sont toujours en groupe à effectuer les tâches, ce qui est l'occasion d'échanger sur les modalités de fonctionnement et les réajustements possibles s'il y a des problèmes. Il y a ensuite l'ensachement qui est fait à Bamako et la vente dans les différents marchés de la capitale. Les femmes, lorsque la situation le permet, font

également du séchage pour leur propre consommation, mais les conditions climatiques ne sont pas toujours favorables (Auteur inconnu, 2006). Les séchoirs sont actuellement présents dans 24 villages et touchent environ 650 femmes bénéficiaires (*Ibid.*). Afin de s'assurer de l'appropriation du projet par les femmes, d'autres volets sont également inclus dans le mandat du projet AKADI, dont la mise sur pied de tontines ainsi que l'alphabétisation.

Ces deux volets complémentaires sont intéressants pour l'*empowerment* des femmes puisqu'ils améliorent différentes capacités qui seront applicables non seulement dans le cadre de ce projet, mais pour l'avenir dans toutes les sphères de leur vie. Les tontines consistent à réunir hebdomadairement les femmes et à procéder à la mise en commun de sommes d'argent distribuées à une ou des bénéficiaires chaque semaine comme il a été expliqué précédemment concernant le fonctionnement d'une tontine. Le déroulement de la tontine, tel qu'observé dans le village de Farakan, débute par l'échange monétaire et est suivi d'un moment festif de danse et de chant où les femmes peuvent également échanger informellement sur divers sujets pendant ce temps.

Pour ce qui est de l'alphabétisation, pour chacun des villages, il a été construit un centre pour qu'aient lieu les cours, mais également pour qu'il soit utilisé pour diverses réunions ainsi que pour conserver les séchoirs à l'abri des intempéries durant la période où ils ne sont pas utilisés. L'alphabétisation des femmes est une nécessité au Mali considérant l'écart existant entre le taux d'alphabétisation des femmes et celui des hommes (12,1% pour les femmes et 48,3% pour les hommes) (United Nations Development Program, 1998). Comme le mentionne le rapport d'évaluation d'une tierce partie,

[s]elon leurs déclarations [, celles des bénéficiaires], l'alphabétisation a permis des progrès notables «on arrive à calculer comme les vendeurs», «maintenant on note ce qu'on fait, ce qu'on récolte, les semences qu'on

nous donne», «on n'a plus besoin de quelqu'un d'autre pour écrire»
(Auteur inconnu, 2006)

Mais, l'insécurité alimentaire perdure. Jusqu'à maintenant, la preuve n'a pas été faite que les produits séchés sont consommés par les familles participantes; on constate plutôt que les femmes semblent plutôt vouloir en faire la vente. De plus, les produits séchés sont soumis à la concurrence de produits frais provenant d'autres régions dont le coût est moindre (*Ibid.*). Pour ce qui est des tontines, les fonds sont d'une faible importance. Ils ne permettent pas un investissement à long terme, mais plutôt à répondre à un besoin immédiat. Du côté de l'alphabétisation des femmes, elle est porteuse d'améliorations, mais il est à noter qu'elle se fait en langue bambara seulement. Le bambara, bien que langue principale du pays avec le français, ne donne pas accès à la vente aux étrangers, ceux-ci étant presque exclusivement francophones. Sans compter à travers toutes ces limites que le travail des femmes peut faire face à des facteurs conjoncturels hors du contrôle, comme par exemple les travaux dans le canal d'irrigation en 2009 qui ont tari les puits utilisés pour l'agriculture, donc qui ont eu un impact négatif sur les récoltes de la saison d'hivernage (Dia, 2009).

3.1.3.1.2 AADeC

La décentralisation du Mali est jeune comme on l'a dit un peu plus tôt avec l'exemple de la division communale. Ce processus est également long et difficile à s'étendre à la population, le manque de moyens de diffusion fiables étant une grande lacune dans un pays manquant de ressources en général. C'est à partir de ce constat qu'est née en 1991 l'Association d'appui à l'auto développement communautaire. Cette ONG a pour mission de «[p]romouvoir l'auto développement des couches défavorisées (collectivités, communautés rurales et urbaines du Mali) par l'appui à leurs initiatives» (Association d'appui à l'auto développement communautaire, 2006). Bien que basés à la capitale, ses chargés de projet se déplacent à travers le pays. C'est ainsi qu'elle a effectué divers projets

dans la commune qui nous intéresse, principalement en sensibilisant les populations à la décentralisation des pouvoirs. Cette sensibilisation est un pas en avant pour les communautés parce qu'elle renforce leurs capacités de se prendre en charge pour qu'elles utilisent les moyens à leur disposition pour répondre à leurs besoins.

Toutefois, malgré cette sensibilisation, les moments de répit de ces populations rurales sont limités et ce manque influence les efforts fournis par les gens de la commune pour bien comprendre tous les recours disponibles pour améliorer leurs conditions. On laisse petit à petit une place à ces hommes et ces femmes dans les prises de décisions, mais l'effort n'en est qu'à ses débuts.

3.1.3.2 Les associations

Au-delà des projets d'ONG dirigés par des gens de l'extérieur de Baguineda-Camp, de nombreuses associations se côtoient sur cette commune. Il y a d'abord des associations villageoises pour chacun des villages. Elles sont constituées de différents membres dont le président et le trésorier. Son mandat consiste à trouver des sources de financement pour divers besoins, principalement pour les intrants de la culture rizicole. L'achat en grande quantité de ce genre de produits étant très avantageux pour la réduction des coûts. Se côtoient également indépendamment de cette structure, des associations de différentes activités économiques. Les pêcheurs et les producteurs de riz en sont des exemples. Ce type de regroupement permet à des producteurs de faire pression sur les instances politiques communales pour que leurs besoins soient entendus.

Il y a également des divisions par genre. En effet, les hommes ont l'exclusivité des pouvoirs politiques villageois, cette entité politique étant constituée d'un chef de village et de ses conseillers. Afin de trouver une voie commune leur permettant de participer à la prise de décisions, les femmes se sont donc regroupées. Elles ont

formé une association par village, pas encore toutes reconnues formellement, et ces groupements ont des représentantes qui se rencontrent périodiquement pour échanger avec les femmes des autres villages de la commune. Elles sont aujourd'hui prises en compte dans les projets de développement du pays. Par exemple, dans le renforcement des capacités du canal, dans le rapport d'évaluation définissant les divers éléments à tenir en compte pour le projet, il est mention des femmes à plusieurs reprises (Département de l'agriculture et de développement rural, 2005). Ce pas en avant est important, mais il n'est qu'une bribe d'amélioration. Peu d'entre elles sont scolarisées et elles doivent faire appel à des hommes pour bien les encadrer et les amener à comprendre toutes les procédures à mettre en place et toutes les ressources qu'elles pourraient mobiliser.

3.1.3.3 Actions gouvernementales : l'exemple de l'Office du périmètre irrigué de Baguineda

L'Office du périmètre irrigué de Baguineda (OPIB) fut créé en tant qu'entité indépendante en janvier 1998, faisant suite à un projet de développement agricole de l'Office du Niger. L'OPIB est aujourd'hui une structure désignée comme «établissement public à caractère administratif» (Département de l'agriculture et de développement rural, 2005) et est régi par le ministère de l'Agriculture du pays. Cette institution a pour mission d'assurer le développement agricole en faisant appel à tous les acteurs sur le territoire de la commune. Deux projets sont intéressants à noter pour bien comprendre leur impact sur le territoire, un premier concernant les terres cultivées et les produits nécessaires à la culture et un second touchant au canal d'irrigation.

3.1.3.3.1 Initiative riz

Découlant d'une politique nationale s'étendant sur l'ensemble du pays, c'est l'OPIB qui a eu pour mission de mettre en place l'Initiative riz dans sa commune.

Les sommes pour cette politique furent dégagées pour la production de 2008/2009. Ayant pour mission de diminuer les coûts de l'alimentation (Primature - Cabinet du Premier Ministre, 2008), elle fournit des sommes pour la distribution d'engrais, de semences, d'équipements et d'appui conseil.

Une particularité à noter pour l'Initiative riz de Baguineda par rapport à celles existant sur le reste du territoire malien, c'est la mise sur pied d'une structure de réflexion composée de paysans. La Cellule d'Initiative riz se veut ainsi être le porte-voix des réalités spécifiques sur le terrain qui ne peuvent être mieux connues que par la population même. Elles sont donc quatre personnes qui ont pour tâche de définir le calendrier agricole pour que la livraison des différents intrants concorde avec les besoins (Camara, 2008). Elles déterminent également les capacités de production du territoire afin d'atteindre le plus adéquatement possible les résultats escomptés.

L'OPIB affiche de très bons résultats de production rizicole si on les compare à l'Initiative riz nationale. Elle a en effet eu la meilleure production proportionnellement à son territoire pour la campagne 2009/2010 (Diarra, 2010). Toutefois, les bienfaits de cette politique sont mitigés. Malgré les annonces de bonnes récoltes et d'atteinte des objectifs de production, les prix de cette denrée qui constitue une base de l'alimentation malienne restent élevés. Encore aujourd'hui «les consommateurs maliens se débattent comme ils peuvent pour s'approvisionner en riz» (Koné, 2009), ce qui laisse croire qu'il y a une réflexion à faire sur la vente de cet aliment.

3.1.3.3.2 Projet d'intensification du canal

Lancé dans la même lignée que l'Initiative riz, financé en grande partie par la Banque africaine de développement et dans une moindre mesure par le gouvernement malien, le projet d'intensification du canal vise également à optimiser la production agricole du secteur. La mise en œuvre était prévue pour

2007, mais n'a finalement débuté qu'à la fin de l'année 2008. Le retard de ces travaux majeurs a été attribué à la compagnie, Gold 2000, en charge de la mise en œuvre d'une partie des travaux. Elle a, en effet, accusé plusieurs délais dans l'exécution, et il a été révélé qu'elle ne disposait pas des équipements qu'elle avait prétendu détenir lorsqu'elle a déposé sa candidature pour ce projet (Coulibaly, 2009).

Il s'agit principalement pour ce mandat de couvrir de béton armé la trentaine de kilomètres que constitue le canal d'irrigation qui traverse la commune de Baguineda (Diarra, 2010). Cette mesure assurera une meilleure irrigation des canaux secondaires. Additionnée à d'autres éléments secondaires, cette mesure se veut être un facteur d'augmentation de la production agricole pour diverses denrées cultivées comme le riz, la tomate, l'oignon et le maïs (African development bank group, 2009).

3.2 La mobilisation par le microcrédit

Les projets dans la commune de Baguineda-Camp foisonnent et veulent répondre à des besoins réels et concrets. Les résultats tardent toutefois à se manifester clairement pour sortir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Il est ainsi pertinent de poursuivre la mise en œuvre de projets novateurs, mais également de s'assurer que ces projets soient efficaces. Le projet de microcrédit et de maraîchage de l'ONG Kilabo sera présenté à cet effet.

3.2.1 Kilabo

C'est par l'initiative de deux jeunes maliens voulant mettre des efforts en œuvre pour le milieu rural de leur pays que l'ONG Kilabo a été fondée. Ils œuvrent avec leur équipe au développement des communautés rurales depuis 1984. Ils ont su

s'entourer dans un premier temps de partenaires internationaux permanents pour assurer un soutien financier adéquat pour leurs projets. D'un autre côté, considérant l'importance du regroupement pour l'échange et le foisonnement des idées et des méthodes de développement, Kilabo est membre de différents groupes d'ONG. Ces regroupements permettent de connaître les différents projets qui existent, avec leurs potentiels et limites, afin de bénéficier de l'expérience acquise. Les membres de Kilabo ont également su, à travers les années, tisser des liens avec les instances politiques du territoire local. Il est essentiel de s'assurer des relations basées sur la confiance avec les leaders locaux des milieux d'insertion des projets. De cette façon, il est possible de les impliquer dans la mise en place et le suivi et ainsi permettre une pérennité de ce qui est entrepris.

La mission officielle qui chapeaute toutes les actions de Kilabo est de «contribuer à l'émergence d'une société civile forte à travers la mise en œuvre d'actions participatives de développement» (Kaya, Traore et Aune, 2005). L'organisation intervient dans les zones de Kouliroko, Sikasso et Ségou, et ce, dans une multitude de domaines dont l'agriculture, la promotion féminine et le renforcement organisationnel (Kodio, 2006). Ayant sa base à Bamako, elle se compose d'une équipe comptant des agents de terrain mobiles un peu partout sur le territoire national et des gens servant à son bon fonctionnement administratif travaillant presque exclusivement dans la capitale.

3.2.1.1 Implication dans la commune de Baguineda-Camp

Ce sont des communautés qui ont une expérience dans le domaine de la coopération internationale dont il est question dans la commune de Baguineda-Camp. Comme on l'a vu un peu plus tôt, divers organismes œuvrent sur ce territoire depuis des années travaillant dans leurs domaines d'intervention respectifs. Les populations de cette région ne furent donc pas réfractaires à l'idée de la mise sur pied d'un fonds de microcrédit et de l'implantation d'une parcelle

de maraîchage pour les femmes lorsqu'elle leur fût présentée par l'organisation Kilabo. De plus, ayant déjà consolidé des projets du genre dans une autre région du Mali, soit Diolla de 2001 à 2004, cette ONG n'en était pas à ses débuts dans le domaine du microcrédit. Elle avait également une bonne relation de confiance avec les populations de la région de Baguineda-Camp, travaillant avec elles à l'amélioration de leurs conditions de vie depuis plus de vingt ans.

Un projet qui peut être considéré comme une prémisse à celui qui nous intéresse est l'introduction d'une fédération villageoise entre les communautés dans ce secteur. Travaillant dans le sens d'une décentralisation politique à l'échelle régionale, ce projet consiste à «aider les communautés à créer une structure inter-villageoise appelée à prendre en charge tous les aspects du développement du terroir ou de la commune» (Kaya, Traore et Aune, 2005 19). Un projet qui donne lieu à des réunions périodiques consiste en le prêt d'un montant à chacun des villages participants, prêt qui doit être remboursé dans une période déterminée. Ce fonds permet l'investissement dans des éléments de la vie quotidienne de ce milieu rural, tel que l'achat d'intrants agricoles. Le moment du remboursement est également une occasion d'échanges sur les différentes réalités que vivent les multiples communautés sur le territoire de la commune.

Par ailleurs, un fait important à mentionner concernant Kilabo et sa présence à Baguineda-Camp, est la présence d'un des partenaires clés de Kilabo pour le financement des projets dans cette région. Il s'agit de l'ONG canadienne Carrefour canadien international (CCI). Depuis 1994, ils interviennent conjointement pour l'amélioration des conditions de cette commune du Mali. Ce partenaire envoie des fonds et des stagiaires pour la réalisation des projets, alliant ainsi une dimension d'échange culturel à tous ses projets de développement.

3.2.2 Le projet Femmes et microcrédit

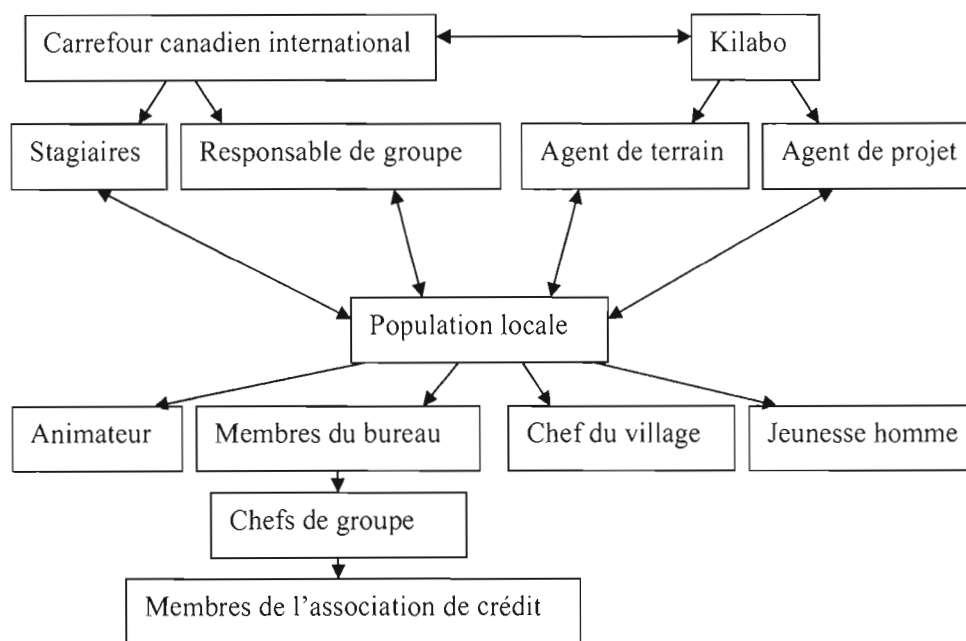
C'est en 2001 dans la commune de Diola que prend place la première édition de Femmes et microcrédit. Il s'agit du premier d'un projet triennal qui devait permettre à trois communautés d'en bénéficier à tour de rôle, année après année. Les projets sont prometteurs, ce qui amène bailleurs de fonds et artisans sur le terrain à poursuivre l'aventure dans la commune de Baguineda-Camp, nous sommes alors en 2005. Il est prévu d'effectuer un projet triennal dans trois villages de la commune, mais la réception dans ce secteur est telle qu'un quatrième village est ajouté en cours de route. C'est donc de 2005 à 2008 que se succèdent les communautés de Soundougouba, Tiema, Massaconi et Farakan. Les expériences exigent toutefois un suivi étroit pour répondre aux difficultés qu'elles rencontrent, clôtures inefficaces et récoltes difficiles en sont deux exemples. La décision est finalement prise d'offrir des outils de renforcement des capacités aux éditions de Baguineda à l'été 2009.

Pour chaque village, le projet de base est de mettre en place une parcelle maraîchère de 0.5 hectares pour les femmes. À ceci s'ajoute la mise en place d'un fonds de roulement de microcrédit autogéré par et pour les femmes qui ont pour tâche de développer des projets individuels avec cet argent. Différents objectifs généraux sont visés avec ce projet. D'abord le renforcement des capacités organisationnelles de l'Association des femmes, ensuite l'appui à la formation des groupements de femmes en épargne et crédit, puis l'acquisition de connaissances dans ce domaine. Il s'agit d'accroître le revenu des femmes pour permettre ainsi leur autonomie financière.

Afin de s'assurer de l'appropriation du projet, les femmes ont été formées pour les deux volets. Pour les quatre éditions qui nous intéressent, la formation s'est faite durant une période de huit semaines, entre les mois de juin et août. Dans une optique d'échange interculturel, le bailleur de fonds, CCI, envoya non seulement les sommes nécessaires, mais également, à chaque année, un groupe différent de

stagiaires en initiation à la coopération internationale. Ce groupe est composé d'une dizaine de jeunes Québécois de moins de trente ans et d'une responsable de groupe formés préalablement au Québec par l'ONG canadienne durant quelques mois pour aller vivre une expérience en terre africaine en immersion culturelle. Ils furent accueillis chacun dans une famille différente de la communauté, les familles ayant été choisies par le village et soumises à l'approbation de Kilabo qui s'assura du respect des conditions imposées pour l'hébergement (chambre fermée, toilette et douche à proximité). Les agents de Kilabo eurent également la tâche d'offrir des séances de formation pour les familles et le village entier avant l'arrivée des stagiaires, les préparant ainsi au choc culturel et à la nécessité d'être patients et ouverts face aux Québécois qui pourraient être maladroits dans ce contexte culturel et social qui n'était pas le leur. Un agent de terrain nommé par Kilabo fut le maître d'œuvre du projet, travaillant en concertation avec les différents acteurs : l'animateur villageois, la présidente des femmes, la responsable du groupe, les stagiaires et les nombreuses instances villageoises (chef du village et conseillers, jeunesse masculine, association des femmes, etc.). La Figure 5 montre les acteurs principaux du projet et leurs relations.

Figure 5 : Système d'acteurs de Femmes et microcrédit



Source : Observation de terrain

3.2.2.1 Le fonds de roulement de microcrédit

Fortes de l'expérience de la tontine de l'organisme Tanimu 2000 qui est toujours en place dans ces villages, les femmes étaient très ouvertes à l'idée du fonds de microcrédit. Tout comme la tontine, il s'agit d'un montant de base disponible pour être distribué en prêt qui a été rendu accessible aux femmes des villages. Ce volet du projet vise à permettre la présence d'un moyen de financement à faible taux d'intérêt pour les femmes pour mener à terme des projets individuels dans un milieu rural.

Toutes les femmes qui participent au fonds de microcrédit sont membres d'une association, nommée l'association de crédit. Elle a été formée durant les périodes de formation des femmes. Cette association a des règlements qui ont été votés en assemblée lors de sa mise en place. Les décisions ont été prises démocratiquement

après discussion de ce qu'elles impliquent et avec l'accord de la majorité. Les règles établies sont sujettes à changement dans le cas où une modification serait demandée, discutée et votée à majorité durant une réunion. Cette association, pour assurer sa bonne gestion et la participation active de ses membres, a un comité exécutif nommé le bureau de crédit. Il est composé d'au moins quatre membres (présidente, secrétaire, trésorière et commissaire aux comptes) qui sont des femmes de l'association de crédit élues en assemblée et dont la durée en poste n'est pas déterminée. Elles ont chacune leur tâche. Par exemple, la présidente a pour mission de coordonner les activités du bureau et de présider les réunions alors que la secrétaire est dépositaire des archives et doit rédiger les rapports de réunions.

Une subdivision interne se dessine également entre tous les membres. Il y a des groupes de solidarité à l'intérieur de l'association. Faire partie d'un groupe de ce genre est d'ailleurs une condition pour recevoir un prêt. Les groupes ont été constitués lors des formations, ils l'ont été par les femmes. Le nombre idéal dans un groupe défini par Kilabo est de six, toutefois, selon les villages, le nombre de participante par groupe varie grandement, allant de quelques unes à plus d'une trentaine. Chaque groupe a son mode de fonctionnement interne propre, un élément est par contre unanime, chacun des groupes doit avoir une chef de groupe responsable de l'ensemble de ses membres. Cette chef doit assurer quelques rôles, il y a d'abord celui de percevoir le montant du prêt lors de la distribution du fond de roulement, ensuite de s'assurer de la distribution de ce montant entre ses membres selon les dispositions établies à l'intérieur du groupe. Elle est également en charge de la perception du remboursement, de sorte que la journée du recouvrement, c'est la chef de groupe qui remet l'argent de son groupe.

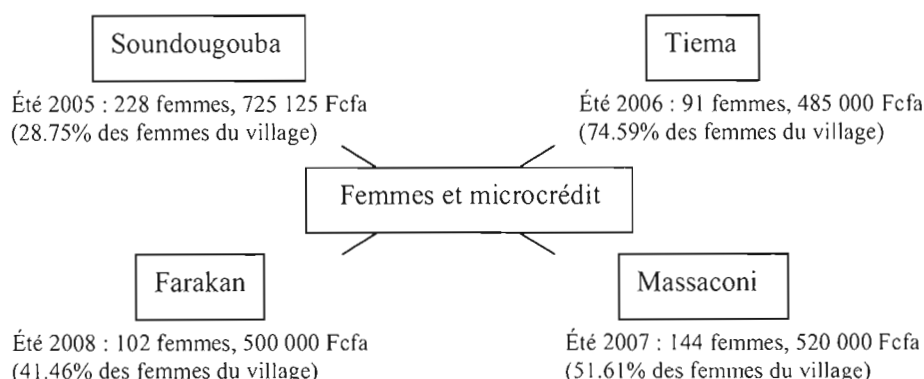
Chaque village a donc décidé démocratiquement de ses modalités internes pour les règles de l'association, sous suggestions des agents de terrain de Kilabo. On pourrait croire que cela amènerait des disparités entre les villages, mais les faits nous montrent qu'il y a plusieurs éléments qui se répètent dans les communautés.

En effet, de manière générale, lors de la remise de l'argent, un montant déterminé est distribué à chacun des groupes. L'argent est prêté avec un taux d'intérêt qui est choisi lors de la formation en microcrédit. À ce jour, tous les villages ont un taux d'intérêt de 5%. Il avait été fixé à 10% lors de la première édition en 2005, mais après la première année, il a été révisé car jugé trop important, les femmes ont ainsi pris la décision de le réduire à 5%. Lors du recouvrement, qui est le moment de rembourser son prêt, les femmes remettent non seulement le montant qui leur a été prêté, mais le montant additionné des intérêts. Les intérêts sont ensuite remis dans le fonds de roulement pour la prochaine période de prêt. Ainsi, à chaque recouvrement, le montant du fonds de roulement augmente. Le remboursement est immédiatement suivi de la redistribution pour la prochaine période de prêt, c'est-à-dire le montant prêté précédemment additionné des taux d'intérêt. Cette redistribution est immédiatement suivie de la prise de décision du prochain recouvrement. Le moment du recouvrement est déterminé démocratiquement par une décision de tous les membres présents, décision qui tient compte des suggestions des agents de Kilabo qui sont présents à chacun des recouvrements.

Selon les villages, ce sont différentes proportions des femmes du village qui participent au microcrédit, de 28 à 74%. Les montants de base du fonds ont été fixés selon le nombre total de femmes dans le village, ces sommes ayant été décidés avant de connaître le nombre de participantes. Ainsi, on peut observer à la Figure 6 des disparités dans le nombre de bénéficiaires et le montant du fonds.

En 2009, on peut noter qu'elles sont plus de 500 femmes dans les quatre villages qui ont accès à des fonds de microcrédit. Les fonds augmentent à chacun des recouvrements, étant bonifiés des taux d'intérêt. Pour donner l'exemple de la plus ancienne édition, Soundougouba, qui a débuté en 2005, les femmes de l'association de ce village ont vu leur fonds doubler en quatre ans, passant de 725 125 à 1 543 770 Fcfa (1 450 à 3 088\$CAN).

Figure 6 : Participation au projet Femmes et microcrédit



Sources : Observation de terrain

Les projets personnels financés par ces fonds sont diversifiés, mais tous reliés à l'agriculture. À titre d'exemple, Nana Doumbia, qui est résidente de Farakan, a eu accès à un premier prêt en 2008. Avec un prêt de 10 000 Fcfa (5\$ CAN) obtenu par le biais du fonds de microcrédit, Nana a pu défrayer avec cette somme la moitié du coût nécessaire pour acheter des semences et de l'engrais pour cultiver du *ngan*, un condiment très utilisé dans la cuisine malienne. Elle a trouvé une source alternative pour financer la seconde moitié du coût. Après la récolte, elle a vendu son lot du produit à un petit kiosque aux abords d'une des routes principales, celle qui longe le canal d'irrigation. Un peu moins de 10 000 Fcfa est le montant du profit que ce produit lui a engendré. Son profit est maigre, mais important, selon Nana, toutefois pour cinq mois de travail, c'est encore très peu¹. Ma, quant à elle, a également eu un prêt de 10 000 Fcfa, mais elle a plutôt acheté des semences d'oignon. Tout comme Nana, elle a usé d'une source alternative pour défrayer le montant total pour aboutir à un produit fini (coût de l'engrais principalement). L'oignon n'ayant pas encore été récolté, elle ne savait pas, au

¹ Ces chiffres et réflexions proviennent d'une rencontre qui a eu lieu en mars 2009 au village de Farakan

moment de notre étude, dans quel marché elle allait écouler son stock ni les profits².

Lorsqu'une participante est dans l'impossibilité de rembourser son prêt et ses intérêts, la solution varie selon les villages. À Soundougouba, par exemple, on interpelle la famille pour qu'elle défraie le montant manquant. D'un autre côté, à Farakan, il a été observé lors d'un recouvrement que le chef du village a défrayé les coûts, moyennant une entente avec la participante pour qu'elle les lui rembourse. D'un côté comme de l'autre, cette situation ne semble pas avoir perturbé le bon fonctionnement des fonds jusqu'à maintenant.

3.2.2.2 La parcelle maraîchère

En plus du fonds de microcrédit mis en place, un terrain de 0,5 hectares a été aménagé durant les huit semaines du projet où les stagiaires étaient présents pour constituer une parcelle maraîchère. Pour chacun des villages, la décision du terrain a été prise en consultant les instances appropriées afin de sélectionner un endroit adéquat, le choix pouvant être sujet à changement si en cours d'installation on constatait un obstacle. Le volet économique qui découle de cette parcelle concerne les profits engendrés par les différentes récoltes. Ils sont accumulés dans un compte commun à toutes les femmes créé à cet effet dans une banque, se nommant fonds pour la communauté. Différents objectifs peuvent être dégagés de la mise en place d'une telle parcelle et des montants générés. D'abord, donner un projet collectif aux femmes afin de renforcer leur solidarité. Ensuite, permettre une meilleure sécurité alimentaire dans le village. Puis, rendre commun le profit de la vente des produits afin de favoriser la mise en forme d'un projet collectif.

Intimement reliés au fonds de roulement de microcrédit, ce sont les membres de l'association de crédit qui sont en charge de cet espace. Celles-ci décident donc de

² *Ibid.*

ce qui sera semé, de toutes les modalités d'achat pour les intrants, de même que de ce qui adviendra du fonds. En règle générale, elles se partagent les tâches pour l'entretien : l'irrigation, le désherbage, la récolte, etc. Deux modèles ont été observés dans les villages, un premier où il s'agit d'un comité nommé spécifiquement pour s'assurer du bon entretien. Une autre façon de faire implique directement les membres du bureau de crédit, lequel s'occupe de la distribution des rôles.

Les parcelles de chacun des villages qui nous intéressent sont toutes fonctionnelles à l'heure actuelle. Elles permettent deux récoltes principales liées aux saisons, une durant l'hivernage et une à la contre-saison. Des récoltes de différents produits se sont succédées depuis la mise en place de la première parcelle : oignons, aubergines, poivrons, choux et maïs en sont des exemples. Ce sont des aliments qui étaient pour la plupart déjà en culture dans la région dans des quantités variables.

Le fonds pour la communauté quant à lui peut rapporter des sommes très intéressantes et être investi pour couvrir des besoins spécifiques. Au village de Tieman, l'association a pu procéder à l'achat d'une batteuse de riz. Elle est aujourd'hui disponible pour rendre le riz propre à la consommation de façon mécanique. La mécanisation étant encore extrêmement rare pour tous les procédés agricoles dans cette région, c'est une grande innovation que de rendre cela accessible.

Tous n'ont toutefois pas encore eu l'occasion de faire un achat de cette envergure. En effet, en raison de l'assèchement du canal durant la contre-saison 2009 pour les travaux encadrés par l'OPIB, les puits des parcelles n'ont pu suffire à la demande en eau. Des sommes ont ainsi dû être débloquées pour payer le surcreusement des puits afin d'aller de plus en plus profondément pour trouver de l'eau. Ce genre de situation conjoncturelle force à repousser l'investissement pour

la communauté du fonds de la parcelle, mais plutôt à l'utiliser en tant que coussin de sécurité.

3.2.2.3 Le pouvoir de se mettre ensemble

Le projet qui nous intéresse permet aux femmes de se retrouver dans une organisation structurée afin d'avoir des occupations communes. Les femmes ne sont pas les seules à avoir mis la main à la pâte à ce projet et, on peut également constater qu'elles ne sont pas les seules à bénéficier des retombées directes et indirectes.

La volonté de toute une communauté

L'appui des acteurs clés sur le territoire est essentiel à l'acceptation de la présence d'un projet. Bien que le projet *Femmes et microcrédit* requière essentiellement la participation des femmes, les hommes s'y sont impliqués. On ne peut faire abstraction des hiérarchies culturelles dans un premier temps, c'est pourquoi le chef du village a été consulté pour avoir son appui. Le projet ainsi accepté par ce dernier et ses conseillers, a pu être mis en place. S'il n'avait pas eu cette approbation, le projet n'aurait pas pu être implanté. Lors de la mise en place, les rôles traditionnels ne furent également pas mis de côté. C'est ainsi que la jeunesse masculine du village fût consultée et interpellée lorsqu'il a été question de travaux physiques au champ. La responsabilité de la mobilisation des femmes revint à la présidente des femmes et l'animateur villageois. L'animateur villageois est un homme qui a été désigné par le village pour faire le pont entre Kilabo et le projet. Une dimension non négligeable également qui a déjà été mentionnée plus tôt est la présence de stagiaires canadiens. Leur prise en charge par des familles du village et leur participation à la vie quotidienne amena une dimension d'échange interculturel sur tout le territoire de la communauté. À cela s'ajoute la présence de l'agent de terrain, qui ne provient pas de la communauté, mais qui est accueilli par

une famille ou qui réside à proximité. Pour toutes les éditions, à l'exception d'une seule, l'agent de terrain a été le même. Il a donc pu bénéficier de son expérience à travers les projets. L'exception est l'édition 2007 à Massaconi. Toutefois, cette situation n'a pas affecté la qualité de l'expérience puisque le remplaçant avait été l'animateur villageois de l'édition 2005 et il connaissait très bien le projet.

L'appropriation du projet par la population

Afin de s'assurer d'une appropriation adéquate du projet par les participantes et de la part de toute la communauté, ils furent graduellement impliqués dans le processus jusqu'à ce que le projet leur soit délégué en totalité. Les rôles sont donc durables avec l'évolution du projet. Toujours selon la hiérarchie culturelle, le chef du village s'est ainsi vu désigner la tâche d'observateur non participant lors du remboursement du prêt des femmes, qui a lieu deux fois par année. Il s'agit ici d'une réalité informelle, non-dite, mais qui a pu être observée dans le cadre de notre recherche. L'animateur villageois doit également être présent lors de cet événement afin d'assurer la bonne entente en cas de désaccord. Dans l'optique de donner le pouvoir décisionnel aux femmes, elles ont été regroupées comme on l'a vu dans des groupes de solidarité. L'association de crédit compte également son aspect hiérarchique, avec le bureau de crédit.

Vente des produits dans les marchés locaux et régionaux

La majorité des projets qui ont pris naissance à la suite de la mise en place de *Femme et microcrédit* engendre une production de denrées alimentaires. On constate donc à cet effet la disponibilité renforcée de produits de consommation à l'échelle locale et régionale. En effet, divers légumes et céréales sont cultivés dans les parcelles respectives des villages et il en résulte une disponibilité plus importante de ces produits, c'est du moins ce qui ressort des rencontres que nous avons eues avec les femmes. L'aubergine et le chou par exemple sont des aliments qui étaient plus difficiles et onéreux à se procurer avant le microcrédit. D'un autre

côté le maïs est une céréale qui constitue une des bases de l'alimentation, il n'est donc pas abusif d'en cultiver une grande quantité. On peut bien comprendre l'utilisation des produits cultivés lorsqu'on se penche sur l'échelle de ventes de ces produits. Le volume le plus important est vendu informellement entre les femmes du village, donc il reste dans la communauté. Ce qu'elles pensent avoir en surplus est amené par la productrice même ou via une intermédiaire dans les marchés locaux et régionaux hebdomadaires ou encore les marchés de la capitale qui sont quotidiens ou hebdomadaires.

Augmentation ressentie du revenu des participantes

Les femmes ont traditionnellement le rôle de la vente des produits de base non transformés, elles sont donc habituées à ce commerce. C'est ainsi qu'en connaissance de cause de leurs revenus habituels qu'elles ont affirmé avoir vu une augmentation de leurs revenus. On parle ici d'une augmentation ressentie qui a été soulevée par les femmes des quatre villages, le manque de formalisation des achats et des ventes rendant impossible la quantification du revenu. Les ventes des boutiques ainsi que celles au marché ont connu également une augmentation. On peut constater des étalages qui se vident plus rapidement pour les vendeuses dans les marchés hebdomadaires locaux, ce qui indique un meilleur pouvoir d'achat des consommatrices. Il y a également les engrais et semences de la parcelle maraîchère qui sont achetés dans des entreprises de la région. Les boutiques étant l'affaire des hommes, on peut donc induire qu'ils ont également un bénéfice des retombées de ces projets réservés aux femmes.

Création de services à la suite de l'achat communautaire

À partir du fonds pour la communauté, lorsqu'il n'est pas utilisé comme coussin de sécurité pour la parcelle, il peut avoir pour vocation l'achat d'équipement pour une utilisation collective comme on l'a vu plus tôt. Cette utilisation n'est pas nécessairement restreinte aux participantes. L'équipement en question est régi par

les modalités décidées par l'association de crédit. À plus long terme, dans le futur, les femmes ont également des objectifs plus importants qui pourraient bénéficier à tous, comme la mise sur pied d'une école ou d'une clinique de santé, des exemples d'infrastructures qui ne suffisent actuellement pas à la demande dans la région.

Le regroupement des femmes

La discussion et la mise en accord font partie intégrante du projet. Les femmes doivent fixer les bases du projet ensemble, et doivent constamment se consulter pour poursuivre le plus adéquatement possible leur travail. Toute cette mise en commun des avis renforce le pouvoir démocratique de ces participantes. Avoir un fonds commun vient également soutenir la bonne entente pour investir dans ce qui les concerne le plus, devant considérer toutes les possibilités et les évaluer ensemble. Elles sont par la suite de plus en plus en mesure de prendre des décisions concertées. Également, le simple fait de devoir se rencontrer dans la parcelle maraîchère pour en faire l'entretien est une activité où l'échange est de mise. Les femmes peuvent donc partager quotidiennement les différentes réalités qu'elles vivent et mieux se soutenir.

Nous pouvons conclure de ces constats qu'un projet de coopération engendre des retombées économiques qui sont importantes à noter. L'augmentation constante du fonds de microcrédit pour que les participantes aient l'accès à un prêt de plus en plus élevé leur permettant de faire perdurer un projet individuel nous amène à constater un impact individuel du projet Femmes et microcrédit. À cette seule conclusion, nous pourrions qualifier cette expérience de réussite. La discussion peut toutefois aller plus loin et des éléments économiques et sociaux viennent renforcer les impacts à une autre échelle, soit celle de toute la collectivité. Même des personnes n'ayant pas participé au projet en ont été indirectement bénéficiaires. C'est un apport non négligeable dans des communautés rurales ayant de grands besoins essentiels à combler comme on l'a vu dans la présentation

de cette région du Mali. Au chapitre suivant, nous mettrons en commun ces constats pour amener des réponses aux questions de recherche.

CHAPITRE IV

MICROCRÉDIT, PROXIMITÉ ET EMPOWERMENT

Comme nous avons pu le voir au chapitre précédent, le projet qui nous intéresse a un impact au-delà des participantes. Le projet *Femmes et microcrédit* est un fonds de microcrédit qui est opérationnel et qui fructifie avec les années pour le bénéfice de l'ensemble de la collectivité. Les lignes qui suivent nous montreront les dimensions du développement local engendré par l'implantation de ce fonds de microcrédit. Afin de comprendre la durabilité du projet, l'acceptation dans la communauté d'implantation sera présentée en premier lieu. Seront ensuite dégagés les réseaux impliqués et créés par sa présence, puis la proximité des agents de réseaux afin de montrer ses effets pour le développement local de l'ensemble de la population de la communauté. Pour bien vous repérer dans les explications qui suivront, le tableau synthèse présenté en Annexe C est une référence à ne pas négliger.

4.1 Acceptation du microcrédit dans la communauté

Tel que cela a été présenté au premier et second chapitre, les ONG ont une approche décentralisée du développement et ont une grande proximité avec les acteurs locaux. Il est important de comprendre que les projets qu'elles proposent résultent d'une réflexion de leur part sur les besoins des populations. Lorsque l'on parle d'une ONG qui se développe en un lieu pour y implanter un projet, c'est d'une action de la base dont on parle. Toutefois, on peut observer que les ONG peuvent se développer également sur l'ensemble du territoire d'un pays et agir sur une multitude de communautés. Certaines ONG du Nord, par exemple, définissent

leurs objectifs avec une vision internationale. Dans ces cas, il ne s'agit pas d'une initiative du milieu. On parle plutôt dans ces cas d'une concertation des ONG du Nord et du Sud, comme la situation qui nous occupe dans la présente recherche, pour mettre en œuvre un projet viable avec les moyens financiers et techniques disponibles, en accord avec les valeurs des organisations.

Il importe ainsi pour les organisations de bien préparer le terrain avant la mise en place du projet pour s'assurer de son acceptation par la communauté. Dans le cas qui nous intéresse, les conditions sont optimales. Comme on l'a vu au chapitre précédent, le projet a déjà eu lieu dans une autre commune, ce qui amène un argument de poids pour montrer à la population de Baguineda-Camp, le terrain que nous étudions, que ce projet est viable. La confiance est également bien ancrée puisque Kilabo et les quatre communautés sont partenaires d'une multitude d'actions de développement depuis plus d'une dizaine d'années. L'organisme connaît donc les procédures traditionnelles appropriées afin d'y présenter un projet.

Le manque d'accès aux institutions financières aurait pu accentuer la méfiance des femmes à emprunter pour s'engager dans le projet. L'expérience des tontines en tant que mode de financement a toutefois été bénéfique à cet effet. En plus du projet qui est chapeauté par l'organisation Tanima 2000 que l'on a mentionné au chapitre III, les femmes nous ont également mentionné lors des rencontres de groupe que nous avons tenues avec elles qu'elles pratiquent un mode de financement rotatif de faible montant depuis de nombreuses années. Cet argent est utilisé pour des besoins d'achats agricoles ou pour défrayer des coûts de soins de santé imprévus. Elles sont donc bien à l'aise avec le mode de fonctionnement d'un prêt.

Leur vision du microcrédit est donc très positive. Nous l'avons également confirmé lors de nos rencontres avec ces femmes. Une femme en particulier illustre bien cet opinion. Lorsqu'on demande à un groupe de femmes ce qu'elles

pensent du microcrédit, elle répond spontanément «c'est bien!»³ et toutes acquiescent. Il n'y a pas place au doute avec une pareille spontanéité.

4.2 Formation de réseaux pour un développement local durable

Les ONG mettent ainsi en place un projet avec des participantes motivées et une communauté favorable aux changements. Pour ce faire, elles investissent temps et argent pour s'assurer de leur réussite. Ces efforts donnent lieu à l'appropriation du projet par la population locale afin qu'elle supporte cette action par la suite pour assurer sa durabilité. Il se crée alors des réseaux (Tableau 2). Nous aborderons les indicateurs de ces réseaux dans cette section en montrant le rôle des ONG vis-à-vis *Femmes et microcrédit* dans un premier temps et les réseaux qui peuvent en être dégagés par la suite.

Tableau 2 : Formation des réseaux

Dimension	Composantes	Indicateurs
Mise en place du microcrédit	Par les ONG	Mettre en place des services financiers
		Fournir des services de suivi et de soutien
	Impliquant, créant et renforçant des réseaux	Créer des réseaux politiques
		Créer des réseaux économiques
		Créer des réseaux sociaux

4.2.1 Rôle des ONG

La nature du projet de coopération entre CCI et Kilabo apporte un encadrement au projet. Comme on l'a vu, cet encadrement n'est pas seulement financier. Il implique dans ses bases la participation et l'échange social. C'est à partir de là

³ Cette citation provient d'une rencontre de groupe qui a eu lieu en février 2009 avec les femmes du village de Tieman

que sont impliqués, renforcés et créés différents réseaux. Effectivement, CCI fournit les moyens financiers afin de favoriser la création d'une nouvelle forme de crédit dans chacune des communautés. Mais sa contribution amène également une dimension culturelle au projet avec les stagiaires qui en sont partie intégrante. Kilabo de son côté s'assure dans un premier temps d'aller chercher l'appui des instances politiques locales et celui des hommes. Il a ensuite la tâche de favoriser le renforcement des liens de solidarité des femmes en les regroupant dans l'association et dans les groupes.

Les populations ont donc les projets entre les mains avec les formations offertes, par contre cela ne signifie pas que les ONG aient terminé leur mandat après cette appropriation. Le suivi des projets de coopération est en fait une démarche essentielle à la suite de leur implantation. Bien que les populations aient été impliquées afin de s'approprier le projet, des éléments conjoncturels ou des intérêts personnels priorités peuvent perturber le bon déroulement et une aide supplémentaire peut s'avérer nécessaire. Le suivi des deux organisations est constant, tant celle du Nord que du Sud. Cela permet d'éviter les abus et dérapages. D'abord en prodiguant des conseils lorsque des difficultés se posent, ensuite par l'entremise de l'honneur et la fierté culturelle obligeant les villageois à ne pas gaspiller «l'argent des blancs».

4.2.2 Présence de réseaux

Maintenant que les rôles des différents acteurs ont été mentionnés, il est de mise de dégager les réseaux d'acteurs identifiables pour ce projet. Comme il a été possible de le voir au chapitre II, les réseaux sont omniprésents dans tout échange. Ils aident à illustrer les interconnexions. Dans le cas qui nous intéresse, ce seront des interconnexions entre individus et groupes d'individus dont il sera question. On peut alors parler de connexions en termes de valeurs, de produits, de services, etc. Pour bien les présenter, nous les avons divisés selon le type de connexion.

Nous présenterons d'abord les réseaux politiques, ensuite économiques pour terminer avec les réseaux sociaux.

D'abord en ce qui concerne les réseaux politiques, il faut préciser que les villages dont il est question sont régis de façon traditionnelle. Bien qu'il y ait un maire de la commune et des conseillers élus, le choix du chef du village n'est pas démocratique. Le rôle de chef est générationnel, c'est donc par transmission d'autorité de père en fils que la tradition est respectée. Lorsque le chef décède, il est remplacé par le plus âgé de ses fils. Ainsi, peu importe son âge, il a une très grande notoriété. Comme l'a mentionné en riant une femme de Tieman lorsqu'on lui demande si elles ont l'appui du chef du village pour *Femmes et microcrédit* : «s'il n'avait pas accepté le projet, il n'aurait pas pu avoir lieu»⁴. L'agent de terrain qui doit initier le projet ne peut donc négliger les connexions politiques. Le projet a ainsi été expliqué à cette instance. Les chefs des quatre villages qui nous intéressent sont d'accord en ce qui concerne l'impact d'un tel projet et ils sont tous en mesure de constater les apports qu'il amène à toute la collectivité. Ils sont également prêts à être présents lors des remboursements.

Ensuite, concernant le volet économique, on peut observer un renforcement de ce qui était déjà présent. En effet, pour bénéficier des revenus de leur production, les femmes ont déjà un mode de distribution établi. Ces réseaux économiques n'ont donc pas été mis de côté. Ils ont plutôt été renforcés en leur permettant un accès à un crédit de faible taux d'intérêt. Un bouleversement aurait pu être occasionné par l'augmentation des produits à écouler, mais il ne s'est pas fait ressentir. Effectivement, il faut noter que les produits cultivés dans la parcelle doivent être vendus par la suite. Toutes les actrices concernées sont d'accord pour dire qu'il y a eu une augmentation du travail à effectuer avec la parcelle. Par contre, elles sont également unanimes sur le fait qu'elles sont plus motivées qu'avant de fournir des efforts car elles en voient les résultats très rapidement.

⁴ Cette citation provient d'une rencontre de groupe qui a eu lieu en février 2009 avec les femmes du village de Tieman

Finalement, il est possible de dégager deux nouveaux réseaux sociaux. D'abord un volet interculturel peut être soulevé. En effet, il est bon de mentionner que l'organisation CCI a été créée à la base pour favoriser les rencontres entre cultures. Les participants à ses activités internationales n'avaient pas de projet à mettre en place dans ses premières années. Ils allaient résider dans des villages du Sud seulement pour vivre de la façon locale. Toutefois, constatant les manques de ces communautés, l'ONG a inclus un volet de développement local en partenariat avec des ONG du Sud partageant son désir de changement. Elle n'a toutefois pas délaissé la vocation d'échange. Les stagiaires qui ont été impliqués dans l'expérience ont donc pu créer des liens avec la population de la communauté. Ils ont interagi avec tous : hommes, femmes, jeunes et vieux. On parle donc ici de la création d'un réseau social. Ces gens, bien que provenant de milliers de kilomètres de distance, ont pu se découvrir des valeurs communes.

Si l'on se penche plus spécifiquement sur le projet et leurs participantes, on peut également dégager la création de réseaux sociaux entre les femmes. Effectivement, elles ont dû se mettre en groupe afin de participer au microcrédit. En plus de former une nouvelle association, elles ont dû se subdiviser en groupes de solidarité. On a donc fait appel à leur capacité à trouver des partenaires avec lesquelles elles désirent partager un prêt. L'agent de terrain lors des formations a proposé pour ce choix de favoriser la mixité sociale dans les groupes. Il a présenté aux femmes les bénéfices qu'elles pourraient retirer de se mettre en groupe entre femmes de tous âges. Cette suggestion fait suite à un constat puisqu'il avait été observé que les femmes se réunissent culturellement avec celles qui ont le même âge. Ne pouvant définir leur âge, elles se reconnaissent entre femmes s'étant mariées la même année. Cette tendance ne favorise pas une transmission des connaissances, les jeunes ne travaillant pas de paire avec les femmes plus âgées. On parle donc ici d'un nouveau type de réseau social que l'on tente d'ancrer dans les mœurs, ce qui signifie un changement culturel.

On peut ainsi voir la flexibilité avec laquelle agissent les acteurs comme conséquence de l'action en réseau. Ils s'impliquent et s'adaptent. L'on rejoint ici l'affirmation qui présentait la communauté comme très ouverte aux changements. En voilà encore une preuve. Voyons maintenant comment la proximité joue un rôle clé dans toute cette dynamique.

4.3 Proximité des agents de réseaux pour le développement de la collectivité

Pour qu'une communauté soit soudée, il est essentiel qu'elle compte parmi elle différents réseaux. Comme nous l'avons vu précédemment, il y en a qui ont été renforcés ou créés à la suite de l'implantation du projet qui nous intéresse. Ces réseaux ne sont pas nécessairement liés par une proximité géographique, il est plutôt question d'une proximité qui se crée avec des similitudes de valeur entre les agents impliqués. On parle alors de proximité organisée. On ne peut toutefois pas nier l'importance de l'échelle locale et la proximité physique qu'elle engendre. Surtout considérant les communautés dont il est question dans la présente étude. Elles sont dispersées sur un large territoire et ont un faible accès aux transports et aux technologies de communication. Nous présenterons donc dans les lignes qui suivent comment la proximité des agents a une forte importance dans le développement de la collectivité. La proximité et son effet sur l'économie locale seront d'abord montrés à travers le multiplicateur keynésien. Suivra l'amélioration des conditions de travail par l'achat communautaire dans une collectivité où le partage entre les pairs prime sur les valeurs de tout un chacun. Puis sera exposée l'amélioration sociale de la condition des femmes par le renforcement de son regroupement.

4.3.1 Le multiplicateur keynésien : une chaîne de proximité

La majorité des interactions qui ont lieu dans les communautés rurales se font ainsi à l'intérieur même du village. Il est possible de penser que l'enrichissement d'une personne a des effets plus étendus qu'au niveau du ménage seulement. En effet, la personne enrichie engendrera la création d'emplois avec tous ses achats, puisqu'ils seront effectués en grande majorité à l'intérieur de la communauté et de la commune puisqu'ils y augmenteront la demande pour certains produits. Pour expliquer ce phénomène, on parlera de multiplicateur keynésien, comme il a été vu au chapitre II.

La Banco Palmas qui a été présentée plus tôt au chapitre I va encore plus loin dans cette réflexion en implantant une monnaie locale. Cette monnaie contraint donc les emprunteurs à faire leurs achats à l'intérieur du périmètre défini par les utilisateurs.

La présence de stagiaires, de même que de l'agent de terrain ayant séjourné dans les communautés concernées ont également eu un effet sur l'économie locale. Durant les deux mois d'hébergement dans des familles, ils ont défrayé les coûts pour l'hospitalité des hôtes et leur alimentation. Ces dépenses sont non négligeables. En plus de la rente quotidienne pour se loger, ils ont consommé des fruits et légumes ainsi que des céréales produits par les villageois. Ils auraient pu décider de tout acheter à l'extérieur et d'amener leurs produits. Ils ont plutôt décidé d'acheter les denrées les plus importantes au village même. Toutefois, ils n'ont pas créé un effet à long terme sur la multiplication, leur présence n'étant que conjoncturelle. On parle donc ici d'une augmentation spontanée sur un court laps de temps.

L'augmentation des revenus non seulement des femmes, mais également des ventes dans les boutiques et marchés qui a été mentionnée au chapitre précédent nous amène également à considérer cette multiplication. Plus leurs revenus

augmentent, s'ils sont dépensés en grande majorité, plus le multiplicateur sera important pour la collectivité. Les boutiques pourront ainsi vendre plus de produits et éventuellement engager des employés supplémentaires.

Il est également bon de mentionner que cette multiplication de l'investissement est favorisée par la vente locale des produits. Si la population consomme ce que les participantes à *Femmes et microcrédit* proposent, il s'agit de leur argent qui sera par la suite réinvesti. Les suggestions d'instances politiques peuvent favoriser l'implication du projet dans son milieu. C'est ce qui s'est passé au village de Tieman où le chef du village a suggéré de vendre la production de maïs de la parcelle à l'intérieur de la communauté. L'association a ensuite discuté sur cette proposition et décidé de l'appliquer.

Bref, on peut maintenant dire que la proximité forcée de ces communautés de par l'accès restreint aux services permettant d'établir des réseaux sur des vastes territoires leur permet de prioriser le local. En agissant ainsi, ces populations se soutiennent mutuellement par leurs achats et leurs ventes. Les participantes, comme le reste de la collectivité, sont amenés à agir comme des agents dans cette dynamique pour le développement économique local. La vente de produits locaux permet également une sécurité alimentaire accrue.

4.3.2 Proximité physique pour l'utilisation d'achats communautaires

Les valeurs traditionnelles sont un aspect très important dans la présente recherche. On ne peut effectivement y échapper dans ces collectivités où elles sont strictement respectées. La valeur qui nous intéressera plus spécifiquement dans les lignes qui suivent est le partage. En effet, le partage des ressources est très important, voire essentiel dans la culture à l'étude. On a pu voir au chapitre III le manque d'accès à diverses ressources dans la commune. Si une association se munit d'un outil ou d'un service qui peut servir à l'ensemble des gens de la

collectivité, elle en fera bénéficier plus que ses membres, considérant le besoin flagrant de tous.

Comme il a déjà été mentionné, la plupart des habitants vit de la production agricole. Les techniques utilisées pour la production, la récolte et la transformation sont peu mécanisées et effectuées manuellement pour une majorité. Lors de notre passage dans les villages de la commune, il a été possible de constater le manque d'outils disponibles. Mais, ceux qui ont pu être vus étaient accessibles à toute la population, moyennant des coûts raisonnables pouvant être défrayés aisément par une grande majorité. Tous pouvaient ainsi en faire la demande et les utiliser selon les disponibilités.

Le riz étant un aliment de base dans la culture malienne contemporaine, l'achat par l'association de crédit d'une machine pour transformer plus facilement cette céréale afin de la rendre propre à la consommation est très intéressant. C'est ce qui s'est passé à Tieman et toute la communauté peut en bénéficier, et non pas seulement les membres de l'association. Comme le mentionne une femme de Soundougouba les machines sont là «pour se reposer»⁵, donc pour permettre d'effectuer le travail plus rapidement et avec moins d'efforts.

Ce partage va plus loin que la proximité organisée et implique la distance. L'on se réfère ainsi à la proximité physique. Si une personne a la possibilité de se déplacer pour utiliser le service, elle pourra en bénéficier, peu importe sa relation sociale avec les membres de l'association. Les besoins étant tellement importants, l'entraide va primer sur les valeurs individuelles de tout un chacun.

De même lorsque l'on parle de services à implanter. Les femmes participantes au microcrédit rencontrées ont été unanimes à souhaiter que le microcrédit permette l'amélioration des services de santé et d'éducation. Cette réponse nous laisse

⁵ Cette citation provient d'une rencontre de groupe qui a eu lieu en février 2009 avec les femmes du village de Soundougouba.

croire qu'elles sont prêtes à gérer les sommes nécessaires à travers le fonds pour la communauté pour ce type de service bénéfique à la collectivité et permettant une amélioration des conditions sociales.

4.3.3 Proximité organisée des femmes

Les choix d'investissement des femmes sont donc d'une grande pertinence. Il est bon à cet effet de réitérer qu'elles sont actrices de premier ordre pour être au fait des besoins de la famille. Travaillant aux tâches de la sphère privée où l'homme n'a pas sa place, elles peuvent rapidement cibler ce qui manque à la famille. Leur pouvoir de discussion est donc primordial pour faire valoir les nécessités à l'intérieur de leur ménage. Leur voix mérite également d'être entendue à la place commune. Les femmes ont des besoins spécifiques en matière d'installations communautaires, par exemple en matière de soins de santé lors de la grossesse, qui doivent être comblés de façon adéquate.

La place de la femme dans le groupe ethnique bambara a été expliquée plus tôt pour bien faire comprendre les enjeux actuels. Les femmes des communes qui nous intéressent ont déjà enclenché le processus de prise du pouvoir. À Massaoni, il y a un conseiller attribué à la défense des intérêts des femmes, ce titre n'étant pas accessible au genre féminin. À Farakan, une femme est plutôt éloquente sur le sujet lorsqu'on demande si le statut des femmes est différent depuis le microcrédit, elle répond «si on n'avait pas le pouvoir, on ne prendrait pas d'argent»⁶. Elles ont également une association qui les représente dans la commune afin de faire valoir leurs préoccupations. Si l'on renforce leur capacité de discuter et de réfléchir en groupe pour des solutions, il s'agit d'un intérêt collectif.

⁶ Cette citation provient d'une rencontre de groupe qui a eu lieu en février 2009 avec les femmes du village de Farakan

La création d'une association de crédit et la mise en place d'un lieu de travail pour les femmes, comme la parcelle, deviennent des vecteurs de discussions et de débats privilégiés. On organise ainsi la proximité des femmes en les faisant se rencontrer. N'oublions pas qu'elles ont toutes un point commun lorsqu'elles sont membres de l'association ; elles désirent obtenir un prêt pour subvenir à un besoin financier via le microcrédit et accumuler un fonds monétaire à partir de la vente des produits de la parcelle. Elles se regroupent donc par intérêt et non pas seulement parce qu'elles sont près l'une de l'autre dans l'espace.

4.4 Développement local des communautés de Baguineda-Camp avec Femmes et microcrédit

Il est possible d'affirmer qu'il y a eu une amélioration des conditions de l'ensemble des populations des communautés touchées par ces projets. On peut montrer le développement local sous deux facettes (Tableau 3)

Tableau 3 : Les facettes du développement local

Développement économique	Augmentation des revenus
	Sécurité alimentaire accrue
Développement social	Accessibilité d'outils et services
	Empowerment des femmes

Une première facette concerne le développement économique. On trouve à cet effet l'augmentation des revenus de toute la population. Comme nous l'avons vu, ce ne sont pas seulement les femmes qui ont pu observer cette augmentation, mais elle s'est faite ressentir sur toute la collectivité. Il y a également la sécurité alimentaire qui s'est améliorée avec une augmentation de certains produits utilisés quotidiennement dans les plats préparés et une nouvelle offre pour des produits qui étaient plus difficiles à se procurer.

Du côté du développement social, on observe une nouvelle accessibilité à des outils et services, et ce pour tous et chacun. Cette accessibilité a pour effet de faciliter certaines tâches et ainsi réduire le travail qui était accompli auparavant. L'empowerment des femmes ne peut également être oublié. Bien que les maliennes de cette région soient déjà dans un processus d'ascension vers le pouvoir, il y a encore des barrières à franchir pour leur épanouissement dans toutes les sphères sociales. Permettre leur rassemblement et la mise en commun de leurs idées à travers des lieux de rencontre est primordial et le projet *Femmes et microcrédit* leur offre cette opportunité.

Nous pouvons ainsi voir les relations entre l'ouverture de communautés et le développement de leurs réseaux et le développement local. L'exercice de rechercher les impacts non seulement individuels, mais au niveau du village entier est donc nécessaire pour bien apprécier les effets de la microfinance sur le développement des communautés locales.

CONCLUSION

En Afrique en général, et au Mali et dans la région étudiée en particulier, des problèmes de taille dans le développement économique et social sont observables. Nous avons pu montrer que l'accès à un financement adéquat pour l'agriculture de petites superficies est un enjeu qui affecte une majorité de la population et qui s'inscrit dans l'histoire de cette région comme résultat du colonialisme et du post-colonialisme. Également, le statut de la femme évolue lentement dans cette région, et nous avons vu que la place qui lui est traditionnellement accordée ne lui confère qu'un mince pouvoir hors de la sphère privée. La microfinance vise à apporter une réponse à ces problèmes. En partenariat avec les femmes, les projets de microcrédit analysés offrant des prêts accessibles visent à infléchir les facteurs qui les causent.

Nos questions de recherche nous ont menée à nous pencher sur la réception du projet dans les communautés à l'étude dans le contexte concret de la région de Baguineda-Camp. Il en ressort que le bagage de la population est important lorsqu'il est question d'associations et de projets communs. Cet aspect a facilité la mise en place et la continuité du projet *Femmes et microcrédit*, plus particulièrement la relation qu'entretient depuis de nombreuses années la population avec l'ONG Kilabo. Les porteurs de projet n'ont toutefois pas négligé les moyens de présentation du projet, les formations et le suivi, s'assurant du respect des mœurs locales.

Notre recherche a poursuivi trois objectifs. Le premier était de donner à voir les résultats d'un projet de microfinance. À partir des informations collectées, nous pouvons conclure que le projet *Femmes et microcrédit* est sur la bonne voie pour

demeurer viable. Les montants de fonds de microcrédit augmentent d'années en années pour tous les villages. Une grande quantité de femmes bénéficient donc d'un montant à investir pour des projets individuels à faible taux d'intérêt. Nous pouvons également constater que les parcelles maraîchères font l'objet de récoltes qui se succèdent et que le fonds pour la communauté s'accumule et qu'il est utilisé de façon bénéfique pour la communauté.

Un second objectif était de voir si le développement local peut être engendré par la mise en place et la continuité d'un projet de microfinance, et ce au-delà de l'impact sur les individus et les ménages qui participent au projet. Nous avons donc pu recueillir les informations lors de la collecte de données nous informant que non seulement les participantes au projet avaient vu leurs revenus augmenter, mais qu'un effet économique sur l'ensemble du village s'est fait sentir. Le développement social a également pu être engendré. L'empowerment des femmes a été renforcé dans la mesure où elles prennent une place dans la définition des objectifs de développement de la communauté et qu'elles améliorent la sécurité alimentaire de ses habitants. Par ailleurs, l'achat d'outils pouvant être utilisés par tous de façon accessible est rendu possible. On peut donc voir se dessiner des opportunités grandissantes avec une augmentation constante du fonds de roulement de microcrédit ainsi que du fonds pour la communauté.

Le troisième objectif était de faire ressortir les différents réseaux créés et renforcés par la mise en place de *Femmes et microcrédit*. À travers les différents réseaux, nous avons pu voir l'effet de la proximité physique et organisée. Les liens sociaux ont été renforcés, impliquant les femmes dans une activité les réunissant et leur permettant de se rencontrer pour discuter des problèmes quotidiens. Un réseau social interculturel a été créé avec les porteurs de projet de l'ONG CCI. Le réseau économique de la chaîne de développement s'est vu renforcé, ce qui crée un flux monétaire accru dans la communauté.

La générosité des témoignages recueillis nous ont permis d'en venir à ces conclusions. Les entretiens de groupe et les discussions informelles forment la base des résultats présentés dans cette étude. La participation à des événements clés a permis de vérifier et de compléter les informations obtenues à travers lesdits entretiens.

Une démarche plus approfondie aurait permis d'évaluer les impacts de ces projets d'une façon quantitative. Toutefois, les femmes participant à ces projets en sont à leurs débuts en tant qu'entrepreneures et la tenue de livres est quasi-inexistante. Il est donc difficile dans ce contexte de quantifier les achats et les ventes de produits effectués à partir de l'accès aux prêts. Il en est de même pour les données sur les revenus de la population. Aucune information n'est disponible à cet égard. La quantification de la fluctuation du revenu des habitants et des ménages est donc impossible. Nous avons dû nous en remettre à la perception que les gens ont de cette augmentation. Il n'en demeure pas moins que les résultats de notre étude nous ont permis de confirmer le bien fondé de notre hypothèse.

Les réseaux qui sont créés par l'implantation et la continuité des projets de microfinance engendrent des processus de développement social et économique qui peuvent être durables à condition que le fonds de roulement perdure et que la parcelle maraîchère soit cultivée. La bonne entente engendrée par les discussions lors des assemblées permettra aux femmes d'avancer malgré les difficultés et les choix qui se présenteront à elles. La présence des ONG malienne et canadienne constitue également un facteur notable dans la réussite à court et moyen termes, comme on a pu le voir avec le suivi effectué et qui a permis aux femmes de se sentir soutenues. Ces femmes ont la volonté de persévérer pour l'atteinte de meilleures conditions de vie et elles ont, grâce à la microfinance, des outils qui leur permettent d'assurer la continuité des processus de développement local amorcés.

ANNEXE A

GUIDES D'ENTRETIEN

a) Questions concernant les femmes participantes au projet

Thème 1 : L'acceptation du microcrédit

La perception du système bancaire en général

- Qu'en pensent les clientes?
- Quelles expériences ont-elles déjà vécu ou bien quelqu'un qu'elles connaissent?
- Ont-elles déjà essayé d'ouvrir un compte ou de percevoir un prêt?

La perception du microcrédit

- Qu'en pensent les clientes ? Avant la formation, pendant la formation et après la formation.
- Connaissent-elles quelqu'un qui y avait déjà participé?
- Qu'en pense la population en générale?

Connaissance de la mission du microcrédit

- Que savent-elles de ses objectifs?
- Que savent-elles des modalités d'emprunt (comment devenir membre, quel taux d'intérêt)
- Quand ont-elles appris cela, pendant les séances de formation ou par la discussion avec d'autres femmes?

Connaissance de sa présence

- La population en générale sait-elle qu'il y a du microcrédit dans la communauté?
- Quelles personnes sont responsables du microcrédit?
- Depuis combien de temps il y a du microcrédit dans la communauté

Thème 2 : Les rôles de Kilabo

Outils offerts

- Quelles formations ont été faites? (durée, nombre de formations)
- Ont-elles reçu une formation pour les informer de qu'est-ce que le microcrédit?
- Ont-elles reçu une formation pour les former en gestion du prêt?
- Combien de femmes l'ont utilisé? (une estimation : la totalité, la moitié...)

Suivi offert

- Y a-t-il un suivi qui est offert par Kilabo?
- Kilabo vient-il régulièrement les visiter ou s'il le fait quand elles le sollicite?
- Les femmes utilisent-elles les conseils de Kilabo?
- Les femmes mettent-elles toutes leurs suggestions en pratique?

Modalité de prêt

- Le montant du prêt est-il le même pour toute? Quel est le montant du prêt?
- À quelle fréquence se fait le recouvrement?
- Quel est l'intérêt exigé?
- À quoi sert cet intérêt? (fond de la communauté? Réparti entre chacune des participantes?)

Modalité d'épargne

- Où est gardée l'épargne?
- Quelles sont les conditions d'ouverture d'un compte? De retrait? Les coûts annuels?

*Thème 3 : Les participants***Raison de l'emprunt**

- À quel moment les participantes se sont impliquées? Au début? Après quelques semaines?
- Pourquoi veulent-elles emprunter une somme d'argent?
- Ont-elles des objectifs ou des projets pour l'enrichissement futur?

Rôle du participant

- Combien de femmes empruntent seulement?
- Combien de femmes sont impliquées dans l'association?
- Combien de femmes sont impliquées dans le bureau?
- Pourquoi voient-elles l'importance de s'impliquer?

Typologie des projets

- Les projets sont-ils tous les mêmes?
- Quels produits ont-elles décidés de produire?

Effet d'entraînement

- Avant de prendre le prêt, ont-elles été encouragées par des projets de microcrédit dans les autres villages qui ont reçu l'appui de Kilabo?
- Ont-elles été réconfortées par le succès des autres villages?

*Thème 4 : Les réseaux de consommation***Proximité de l'utilisation du prêt par les participants**

- Où ont-elles acheté les produits avec l'argent du prêt (semences, engrais,...)?
- Où ont-elles vendus, ou où elles prévoient de vendre leurs produits?

Nature des contacts

- Comment ont-elles été mise en contact pour l'achat de produits (semences, engrais,...)? (Amis, famille, autres)

Échelle des contacts

- Ces contacts sont-ils localisés dans le village? Dans la région? Dans le pays?

Gouvernance locale

- Ont-elles l'appui du chef du village?
- Comment s'implique-t-il dans les projets?
- Ont-elles un appui de la commune de Baguineda-Camp?

*Thème 5 : Le développement local***Le revenu des familles**

- Ont-elles vu une augmentation de leurs revenus?
- Les gens qui n'ont pas participé au microcrédit ont-ils une augmentation de leur revenu?

La disponibilité des produits

- Y a-t-il des produits qui n'étaient pas disponible avant le microcrédit qui le sont aujourd'hui?
- Les boutiques ont-elles vu une différence dans les ventes depuis le microcrédit?

La disponibilité des services essentiels (Eau, école, alimentation)

- Y a-t-il des services essentiels qui sont plus disponibles depuis le microcrédit?

Empowerment des femmes

- Les femmes sentent-elles que leur statut est différent dans la famille? Dans la communauté?
- Avoir la possibilité d'un revenu avec le microcrédit leur donne-t-elle plus de pouvoir de décision dans les dépenses de la famille?

b) Questions concernant le chef du village et les conseillers**Gouvernance locale**

- 1) Donne-t-il son appui aux femmes pour le projet?
- 2) Comment s'implique-t-il dans les projets?

Le revenu des familles

- 3) La population en général a-t-elle vu une augmentation de leur revenu?

La disponibilité des produits

- 4) Y a-t-il des produits qui n'étaient pas disponible avant le microcrédit qui le sont aujourd'hui?
- 5) Les boutiques ont-elles vu une différence dans les ventes depuis le microcrédit?

La disponibilité des services essentiels

- 6) Y a-t-il des services essentiels qui sont plus disponibles depuis le microcrédit?

ANNEXE B

GRILLE D'ANALYSE

Grille d'analyse

Variables/Villes participantes	Soundougouba	Tiema	Massaoni	Farekan
Diffusion				
Perception				
Connaissance				
Services financiers				
Services de soutien				
Projets réalisés				
Implication dans le projet				
Réseaux économiques				
Réseaux sociaux				
Réseaux politiques				
Développement local économique				
Développement local social				

ANNEXE C

TABLEAU SYNTHÈSE

Tableau synthèse

Variables/Villes participantes	Soundougouba (2005)	Tiema (2006)	Massacohi (2007)	Farakan (2008)
Diffusion	Sensibilisation fait à toute la population par Kilabo.	Sensibilisation fait à toute la population par Kilabo.	Sensibilisation fait à toute la population par Kilabo.	Sensibilisation fait à toute la population par Kilabo.
Perception	L'objectif du microcrédit est d'épargner et de former un coussin de sécurité. Les femmes peuvent dire quand s'est implanté le microcrédit. Elles ont expérimenté plusieurs formes informelles dans le passé B5.	L'objectif du microcrédit est de se prendre en charge et de renforcer ses capacités. Les femmes peuvent dire quand s'est implanté le microcrédit. Elles ont déjà fait de l'entraide solidaire pour l'agriculture.	Le microcrédit c'est bien. Les femmes peuvent dire quand s'est implanté le microcrédit. Il y a déjà eu du microcrédit informel en place.	Elles ont déjà eu des craintes, mais ont été rassurées par une animatrice bancaire Les femmes peuvent dire quand s'est implanté le microcrédit
Services financiers	Groupes de 20 à 30 personnes, des intérêts de 5%, et l'épargne est conservée dans un compte du village	Les groupes sont tous différents, des intérêts de 5% et l'épargne est conservée dans un compte à Soundougouba.	Groupes de 6 personnes, des intérêts de 5% et l'épargne est conservée dans un compte à Soundougouba.	Groupes de 6 personnes, des intérêts de 5%, l'épargne est conservée dans un compte à Baguineda.
Services de soutien	Formation de 2 jours pour toutes les femmes. Le suivi par Kilabo est fait, mais le capital est peu.	Une formation d'un jour pour une femme, formation d'un jour en nutrition et de deux jours pour la gestion à toutes les femmes. Le suivi de Kilabo est régulier.	Formation de 2 jours pour plus de la moitié des femmes. Le suivi de Kilabo est régulier et ses conseils sont appliqués.	Formation de 2 jours pour toutes les femmes. Suivi régulier, mais il ne paie pas tous les problèmes (il est question de l'eau qui manque dans les puits).
Projets réalisés	Dans la parcelle : onions, aubergines, poivrons et chou.	Dans la parcelle : maïs et aubergines. Projets individuels et collectifs : acheter engrais et semences.	Dans la parcelle : maïs et onions.	Dans la parcelle : aubergines. Individuellement : Ngan et maïs (entre autre).
Implication dans le projet	Les membres du bureau et la présidente de l'association de crédit sont les responsables.	Les responsables de groupe sont les responsables.	Il y a des responsables.	Les responsables de groupe sont les responsables.
Réseaux économiques	Achat commun des intrants pour la parcelle dans une boutique locale, vente de produits dans les marchés locaux et régionaux et vente de produits entre les femmes.	Vente de produits dans les marchés locaux et régionaux et vente de produits entre les femmes.	Aucune information disponible à cet effet.	Vente de produits dans les marchés locaux et régionaux, vente de produits entre les femmes et consommation des produits par la famille.
Réseaux sociaux	Méthode de vente déjà implantée avant le projet.	Méthode de vente déjà implantée avant le projet.	Aucune information disponible à cet effet.	Méthode de vente déjà implantée avant le projet.
Réseaux politiques	Appui du chef du village et des conseillers.	Appui du chef du village et des conseillers. Implication du chef du village dans une décision concernant la parcelle et la vente de maïs.	Appui du chef du village et des conseillers. Au conseil du village, un conseiller est attiré à la représentation des femmes.	Appui du chef du village et des conseillers.
Développement local	Augmentation du revenu des femmes et augmentation de la vente dans les boutiques.	Légère augmentation du revenu des femmes et des boutiques.	Augmentation du revenu des femmes.	Augmentation du revenu dans les boutiques.
Développement local	Disponibilité alimentaire accrue, sensibilisation des femmes aux différentes réalités culturelles et volonté nouvelle de travailler plus fort.	Achat d'une bateuse de riz et augmentation du pouvoir des femmes.	Regroupement des femmes.	Regroupement des femmes.

BIBLIOGRAPHIE

- African development bank group. 2009. «Projet intensification Baguineda». En ligne. <<http://www.afdb.org/en/projects-operations/project-portfolio/project/projet-intensification-baguineda-292/>>. Consulté le 16 avril.
- Amin, Samir. 1973. *Le developpement inegal essai sur les formations sociales du capitalisme peripherique* Paris.
- Association d'appui à l'auto développement communautaire. 2006. «Création». En ligne. <<http://aadec.net/>>. Consulté le 17 juillet.
- Association des municipalités du Mali. 2006. «Journée nationale des communes du Mali : 7ème édition». En ligne. <http://www.coopdec-mali.org/joomla/images/stories/documents_AMM/amm_dec_2006.pdf>. Consulté le 22 avril.
- Association Kolomba-Mali. 2007. «Création du centre artisanal et artistique de Baguineda au Mali». En ligne. <http://www.lesvoixdebamako.com/PROJET/association_kolomba.pdf>. Consulté le 16 avril.
- Auteur inconnu. 2006. «Technique de séchage solaire pour l'autosuffisance alimentaire de 20 villages de l'arrondissement de Baguinéda». En ligne. <http://www.la-gilde.org/IMG/pdf/Evaluation_Tanima_2000.pdf>. Consulté le 15 juillet.
- Aydalot, Philippe (dir.). 1986. «Trajectoires technologiques et milieux innovateurs». In *Milieux innovateurs en Europe*, p. 347-361. Paris: GREMI.
- Bailly, Antoine. 1994. «Régions et mondialisation : Histoire et évolution de la géographie régionale». *Historiens et géographes*. vol. 346, p. 159-164.
- Becker, Laurence C. 1990. «The Collapse of the Family Farm in West Africa? Evidence from Mali». *The Geographical Journal*. vol. 156, no 3, p. 313-322. En ligne. <<http://www.jstor.org/stable/635532>>.

- Belime, Émile A. 1955. *Gardons l'Afrique*. Paris: Nouvelles Éditions latines. En ligne.
http://books.google.ca/books?id=N-Clg0kebAC&pg=PA41&lpg=PA41&dq=belime+1935++niger&source=bl&ots=nq4nxhgrGl&sig=xFHtJjBkk_rt3zXq6mbhkGJeYZo&hl=fr&ei=tMvsSdzSGom0NJK2mNEF&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=3#PPA37,M1.
 ≥.
- Bouba-Olga, Olivier, et Jean-Benoît Zimmermann. 2004. «Modèles et mesures de la proximité». In *Economies de proximité*, Bernard Pecqueur et Jean-Benoît Zimmermann, p. 89-111: Hermès - Lavoisier.
- Brasseul, Jacques. 2008. *Introduction à l'économie du développement*, 3e éd. Paris: Armand Colin.
- Bratton, Michael, Coulibaly Massa et Machado Fabiana. 2002. «Popular views of the legitimacy of the state in Mali». *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*. vol. 36, no 2, p. 197-238.
- Brau, Jim, et Gary M Woller. 2004. «Microfinance: A Comprehensive Review of the Existing Literature». *Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures*. vol. 9, no 1, p. 1-26. En ligne.
<http://marriottschool.byu.edu/selfreliance/workingpapers/library/997.pdf>.
- Camara, Soumaïla. 2008. «Initiative Riz à Baguinéda: L'arrivée des engrais galvanise les paysans.». En ligne.
http://www.primature.gov.ml/index.php?option=com_content&task=view&id=842&Itemid=2. Consulté le 16 avril.
- Camara, Youssouf. 2005. «11ème réunion du groupe consultatif national de la microfinance». En ligne.
http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=2877. Consulté le 3 décembre.
- Castells, Manuel. 1998. *La société en réseaux*. Paris: A. Fayard.
- CERISE. 1999. «Les contraintes et les défis de la viabilité des systèmes de microfinance en zones rurales défavorisées en Afrique». En ligne.
http://www.cerise-microfinance.org/publication/pdf/intervention/zones_defavorisees.pdf. Consulté le 3 décembre.

- Chao Beroff, Renée, et Antonin Prébois. 2001. «Une finance solidaire pour retisser les liens sociaux». En ligne.
http://www.eclm.fr/fileadmin/administration/pdf_livre/297.pdf. Consulté le 21 février.
- Charnovitz, Steve. 2002. «Les ONG : deux siècles et demi de mobilisation». *L'Économie Politique*. vol. 1, no 13, p. 6-21. En ligne.
http:// Cairn.webnext.com/load_pdf.php?ID_ARTICLE=LECO_013_0006.
- Comité d'échanges de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit. 2005. *Initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI2) : Audit des performances sociales des institutions de microfinance, définition d'un outil*.
- Coulibaly, M. 2009. «Périmètre irrigué de Baguinéda : Le canard boiteux du projet d'intensification». En ligne.
http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=20132.
- De Melo Neto Segundo, Joao Joaquim. 2009. «Community Banks - Microcredit & Social Currency : The case of Brazil». En ligne.
http://www.banquepalmas.fr/IMG/pdf/Community_Banks_-_Microcredit_The_Case_of_Brazil_.pdf. Consulté le 21 février.
- Département de l'agriculture et de développement rural. 2005. «Projet d'intensification du périmètre irrigué de Baguinéda : rapport d'évaluation». En ligne. <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/ML-2005-077-FR-ADF-BD-WP-MALI-RE-PROJET-BAGUINEDA.PDF>. Consulté le 2009.
- Devèze, Jean-Claude (sous dir.). 2008. *Défis agricoles africains*. Paris: Karthala.
- Dia, C.A. 2009. «Périmètre irrigué de Baguinéda : Les femmes font de bonnes affaires». En ligne.
http://www.malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/perimetre_irrigue_de_baguineda.html.
- Diarra, Aliou Badara. 2010. «Médias et cinquantenaire : L'ASSEP dans la zone OPIB». *L'Indicateur Renouveau*. En ligne.
<http://www.maliweb.net/category.php?NID=59080&intr=>>.
- Djibril ; Dejou. 1997. «L'Office du Niger : Assurer la sécurité alimentaire pour le Mali ». *Findings*, no 61. En ligne.
<http://www.worldbank.org/afr/findings/french/fund61.htm>.

- Eckert, C. 2004. «L'expérience de Palmeira». En ligne.
<http://economiedistributive.free.fr/spip.php?article884>. Consulté le 23 février.
- Economist intelligence unit. 2008. «Country profile 2008 : Mali». Economist intelligence unit. En ligne.
http://portal.eiu.com/report_dl.asp?issue_id=533414038&mode=pdf.
- Essombe Edimbo, Jean Roger. 1997. «La nature profonde de la Tontine africaine». *Alternatives Sud*. vol. 4, no 2, p. 85-97.
- Fonds d'équipement des Nations Unies. 2003. «Évaluation de 2003 de l'impact des programmes de microfinance : Présentation des études de cas réalisées à Haïti, au Kenya, au Malawi et au Nigeria».
- Freire, M. et al. 2002. «Brazil Progressive Low-Income Housing: Alternatives for the Poor». Consulté le No. 22032-BR.
- Gélinas, Jacques. 2000. *Et si le Tiers-Monde s'autofinçait : de l'endettement à l'épargne*. Montréal: Écosociété.
- Gentil, Dominique. 1996. «Les avatars du modèle «Grameen Bank»». *Revue Tiers Monde*. vol. 37, no 145, p. 115-133.
- Gilbert, Valérie. 2008. «Étude de la Grameen Bank, le microcrédit au Bangladesh comme moyen d'empowerment». Montréal, Maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, 123 p.
- Institut national de la statistique Mali. 2009. «Resultats Provisoires Nationaux RGPH 2009 ». En ligne. <http://instat.gov.ml/documentation/mali.pdf>.
- 2009. «Resultats Provisoires RGPH 2009 (Région de Koulikoro) ». En ligne. <http://instat.gov.ml/documentation/koulikoro.pdf>.
- Jacquier, Christian. 1999. «L'épargne et le crédit solidaire dans les pays en développement». In *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Jacques Defourny, Patrick Develtere et Bénédicte Fonteneau, p. 59-82. Paris: De Boeck Université.
- Javoy, Emmanuelle. 2006. «Nyeta Musow, Mali». En ligne.
<http://www.planetrating.com/ratings/Rapport%20PlanetRating%20Nyeta%20Musow%202006.pdf>. Consulté le 3 décembre.

- Jemio, Jorge Huerta. 2006. «Un partenariat innovant, transversal et multidimensionnel Implication nécessaire aux progrès des ODM». En ligne. <<http://www.aide-federation.org/3/geneve/inter_31.html>>. Consulté le 21 février.
- Kaya, Bocary, Cheik O. Traore et Jens B. Aune. 2005. «Étude d'identification des protocoles d'Écofermes au Mali». GCoZA. En ligne. <<http://www.drylands-group.org/noop/file.php?id=514>>.
- Klein, Juan-Luis. 2010. «Les changements de paradigme en géographie et l'aménagement du territoire au Québec : les années 1970». *Cahiers de géographie du Québec*. vol. 54, no 151, p. 133-152.
- Klein, Juan-Luis, et Frédéric Lasserre. 2006. *Le monde dans tous ses États*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Kodio, Adama. 2006. «Atelier de Formation des Membres du GCoZA Mali sur l'Approche Épargne Crédit Musow ka Jigiya Ton (MJT) au Mali». CARE Mali et GCoZA mali. En ligne. <<http://www.drylands-group.org/noop/file.php?id=778>>.
- Koloma, Yaya. 2007. «Microfinance et réduction de la pauvreté en Afrique Subsaharienne : Quels résultats au Mali ?». En ligne. <<http://ged.u-bordeaux4.fr/ceddt138.pdf>>. Consulté le 15 octobre.
- Koné, Assane. 2009. «Initiative Riz : La poudrière qui fera des victimes». *Le Républicain*. En ligne. <<http://www.afriquejet.com/actualites/agriculture/initiative-riz:-la-poudriere-qui-fera-des-victimes-2009021622037.html>>.
- Lacoste, Yves. 1985. *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes*. Coll. «Cahiers libres no 410.». Paris: La Découverte.
- , 2003. *De la géopolitique aux paysages : dictionnaire de la géographie*. Paris: Armand Colin.
- Lapenu, Cécile. 2001. «Adéquation entre l'offre des IMF et les besoins de l'agriculture familiale». En ligne. <<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Atelier1.pdf>>. Consulté le 3 décembre.
- Laville, Jean-Louis, et Antonio David Cattani. 2005. *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris: Desclée de Brouwer.

- Lévy, Jacques, et Michel Lussault. 2003. *Dictionnaire de la géographie*. Paris: Belin.
- Maillat, Denis, Michel Quévit et Senn Lanfranco. 1993. *Réseau d'innovation et milieux innovateurs : un pari pour le développement régional*. Neuchâtel: GREMI, EDES.
- Manuh, Takiwaa. 1998. «La femme dans le développement de l'Afrique : Surmonter les obstacles, pousser au progrès». Département de l'information des Nations Unies. En ligne.
<<http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/docinfo/mainfr.htm>>. Consulté le 11.
- Microcredit summit campaign. 2007. «About the Microcredit Campaign». En ligne.
<<http://www.microcreditsummit.org/aboutmicrocreditsummit.htm>>. Consulté le 16 novembre.
- Microfinance information exchange. 2002. «MFI trends benchmark series 1999-2002». En ligne.
<http://www.themix.org/publication_detail.aspx?publicationID=212>. Consulté le 15 avril.
- , 2007. «MFI industry data sets». En ligne.
<http://www.themix.org/publications.aspx?level1=001-IND#_02-IND.DATA>. Consulté le 15 avril.
- Morduch, Jonathan. 1999. «The Microfinance Promise». *Journal of Economic Literature*. vol. 37, no 4, p. 1569-1614. En ligne.
<<http://www.jstor.org/stable/2565486>>.
- Ndongo, Mebometa. 2010. «L'intervention de la Banque mondiale et la reconfiguration institutionnelle au niveau local : analyse de huit projets de développement urbain au Sénégal (1972-2006)». Montréal, Thèse de doctorat en Études urbaines. CRISES, UQAM.
- Nsabimana, André. 2002. *Organisation, régulation et efficacité économique du système d'intermédiation financière en Afrique*. Coll. «Université Catholique de Louvain, Faculté des Sciences Économiques, Sociales et Politiques»: Presses universitaires de Louvain.
- Oliveira, S. H. S., M. A. A. Montero, M. S. V. Lopes, D. M. S. De Brito, N. F. C. Vieira, M. G. T. Barroso et L. B. Ximenes. 2007. «Strategies to combat poverty and their interface with health promotion». En ligne.

http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0104-11692007000700024&lng=en&nrm=iso&tlng=en. Consulté le 24 février.

Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2000. «Qu'avons-nous appris ?». En ligne. <http://www.fao.org/docrep/x4400f/x4400f14.htm>. Consulté le 10 décembre.

Organisation internationale du travail. 2005. «Le point sur : La microfinance et le travail décent». En ligne. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_067568.pdf. Consulté le 16 novembre.

-----, 2007. «Introduction». En ligne. http://www.ilo.org/dyn/infoecon/iebrowse.home?p_lang=fr. Consulté le 16 novembre.

Partenariat pour le développement municipal. 2003. *État de la décentralisation en Afrique*. Paris: Karthala.

-----, 2004. «Système urbain du Mali». En ligne. http://www.aménagement-afrique.com/article.php3?id_article=168. Consulté le 25 mai.

Perrin, Jean-Claude. 1991. «Réseau d'innovation. Milieux innovateurs. Développement territorial.». *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3/4, p. 343-374.

Perroux, François. 1955. «Note sur la notion de pôle de croissance». *Économie appliquée*. vol. 8, p. 307-320.

Persky, J. 1989. «Retrospectives: Adam Smith's Invisible Hands». *The Journal of Economic Perspectives*. vol. 3, no 4, p. 195-201.

PNUD. 2010. «L'indice de développement humain et ses composantes». En ligne. http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Tables_reprint.pdf. Consulté le 9 mai.

Primature - Cabinet du Premier Ministre. 2008. «Plan d'opération de l'Initiative Riz : Campagne 2008/2009». En ligne. http://www.apcani.org/initiative_riz_mali.pdf.

Projet de mobilisation des initiatives en matière de sécurité alimentaire au Mali. 2008. «Plan de sécurité alimentaire : commune rurale de Baguineda-Camp». En ligne.

<http://www.aec.msu.edu/fs2/mali_fd_strtgy/plans/koulikoro/kati/P_S_A_Baguineda-Camp.pdf>. Consulté le 25 mai.

- Ricardo, David. 1970. *Principes de l'economie politique et de l'impôt*. Coll. «Collections : Perspectives économiques». Paris: Calmann-Lévy
- Roesch, Mark, et Betty Wampfler. 2002. «L'implication des ONG dans les politiques publiques». En ligne. <<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Bim-2002/BIM-02-07-02.pdf>>. Consulté le 3 décembre.
- Rostow, Walt Whitman. 1960. *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sacko, Mohamed. 2006. «Micro finance : ATT rencontre les acteurs». En ligne. <http://www.maliensdelexterieur.gov.ml/cgi-bin/view_article.pl?id=379>. Consulté le 3 décembre.
- Sanyal, Bishwapriya. 1999. «Potentiel et limites du développement «par le bas»». In *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Jacques Defourny, Patrick Develtere et Bénédicte Fonteneau, p. 179-194. Paris: De Boeck Université.
- Savineau, Denise M. 1937. «Les villages de colonisation de l'office du Niger». En ligne. <<http://www.hull.ac.uk/savineau/reports/french/documents/rapport2.pdf>>. Consulté le 20 avril.
- Scott, Allen J. 2000. «Economic geography: the great half-century». *Cambridge Journal of Economics*. vol. 24, p. 483-504.
- Shanmugam, Bala. 1991. «Socio-Economic Development through the Informal Credit Market». *Modern Asian Studies*. vol. 25, no 2, p. 209-225. En ligne. <<http://www.jstor.org/stable/312510>>.
- Stöhr, Walter. 2003. «Development from Below : vingt ans plus tard». In *Reconversion économique et développement territorial*, ss dir. Jean-Marc Fontan ; Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, p. 119-144. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Stöhr, Walter B, et David Ruxton Fraser Taylor. 1981. *Development from above or below? the dialectics of regional planning in developing countries* Chichester ; Toronto: J. Wiley.

- Storper, Micheal. 1997. *The regional world: territorial development in a global economy*. New York: Guilford Press.
- Stromquist, Nelly P. 2009. «Literacy and Empowerment: a contribution to the debate». En ligne.
<<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001876/187698c.pdf>>. Consulté le 10 mai.
- Tanima 2000. 2008. «À propos». En ligne.
<<http://tanima2000.wordpress.com/about/>>. Consulté le 28 mai.
- , 2008. «Actions et réalisations». En ligne.
<<http://tanima2000.wordpress.com/realisations/>>. Consulté le 28 mai.
- The SEEP Network Social Performance Working Group. 2008. «Social Performance Map». SEEP Network. En ligne.
<http://www.seepnetwork.org/Resources/6033_file_SPMMap_final_.pdf>.
- Traore, Mamadou (éd.). 1981. *Atlas du Mali*, Éditions Jeune Afrique Paris Coll. «Collections : Les atlas Jeune Afrique ».
- Tremblay, Diane-Gabrielle, Juan-Luis Klein et Jean-Marc Fontant. 2009. *Initiatives locales et développement socioterritorial* Québec: Télé-université; Presses de l'Université du Québec.
- Turritin, Jane. 1988. «Men, Women, and Market Trade in Rural Mali, West Africa». *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*. vol. 22, no 3, p. 583-604. En ligne.
<<http://www.jstor.org/stable/485956>>.
- UBS. 2006. «Donner une chance». En ligne.
<http://www.ubs.com/1/f/investors/annual_reporting2006/annual_review/0005.htm>. Consulté le 21 février.
- United Nations Development Program. 1998. «Équité du genre». En ligne.
<<http://www.ml.undp.org/bgender.htm>>. Consulté le 20 mai.
- Vachon, Bernard, et André Lemieux. 1996. «Les régions intermédiaires et périphériques: de nouvelles possibilités de développement?». *Recherches sociographiques*. vol. 37, no 3, p. 471-496. En ligne.
<<http://id.erudit.org/iderudit/057069ar>>.

- Verheye, Willy H. 2000. «Production vivrière ou aide alimentaire. Un défi pour l'Afrique.». *Finances et développement*, p. 38-41.
- Vonderlack, Rebecca M., et Mark Schreiner. 2003. «Femmes, microfinance et épargne : quelques propositions tirées de l'analyse des pratiques informelles». En ligne. http://www.microfinance.com/Francais/Articles/Femmes_Microfinance_et_Epargne.pdf. Consulté le 15 novembre.
- Wiesinger, Georg. 2007. «L'importance du capital social dans le développement rural, les réseaux et les prises de décision dans les zones rurales ». *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research, Paysages alpins en perspective*. vol. 95, no 4, p. 29-42.
- Woller, Gary M, et Robert Parsons. 2002. «Assessing the Community Economic Impact of Microfinance Institutions». *Journal of Developmental Entrepreneurship*. vol. 7, no 2, p. 133-150.
- Woller, Gary M, Gloria Wheeler et Nathan Checketts. 1999. «Evaluation practices in microcredit institutions ». *Journal of Developmental Entrepreneurship*. vol. 4, no 1, p. 59-80.
- Woodworth, Warner, et Shon Hiatt. 2003. «Local Development through Microfinance Tools in Central America». In *International Conference of Society for the Advancement of Socio Economics* (26-28 juin 2003). En ligne. http://marriottschool.byu.edu/emp/WPW/pdf/thirdworld/SASE_Central_America_Results.pdf.
- Zaoual, Hassan. 2005. «Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation». *Finances & Bien commun*. vol. 2, no 22, p. 63-72.
- Zimmermann, Jean-Benoît. 2008. «Le territoire dans l'analyse économique». *Revue française de gestion*, no 184, p. 105-118.
- Zohir, Sajjad, et Imran Matin. 2004. «Wider impacts of microfinance institutions: issues and concepts». *Journal of International Development*. vol. 16, no 3, p. 301-330. En ligne. <http://dx.doi.org/10.1002/jid.1080>.